

MARDI 28 SEPTEMBRE 1993

M0147 - 0928 0 - 7,00 F

Lire la suite page 4

**Lire nos informations
pages 22 et 23**

« Quand je suis partie, en 1922, disait-elle au moment de ce voyage, je pensais revenir un jour. Mais à partir de 1925, j'avais abandonné toute idée de retour. Ce qui m'arrive aujourd'hui était donc proprement inimaginable. » A son retour, elle disait placidement : « Non, je n'ai pas été émue de revoir le pays », et quand on lui demandait, si elle écrirait une suite à son autobiographie, elle répondait seulement : « Non, je suis fatiguée de souligner. »

Course aux rabais, économies tous azimuts : la crise bouleverse le comportement du consommateur et la stratégie des distributeurs comme des producteurs. Dans deux entretiens, Michel-Edouard Leclerc, président des Centras Leclerc, et Antoine Riboud, PDG du groupe agroalimentaire BSN, tirent les conséquences de cette métamorphose. Le premier se déclare prêt à sortir du piège des prix toujours plus bas. Le second entend bien pourboiser sa politique de marques, améliorer sa productivité mais en limitant les dégâts sur l'emploi. Il propose de passer à la semaine de trente-deux heures à condition de ne pas être seul à le faire.

pages 32 et 33

DÉBATS

Un entretien avec Serge Michailof

« Les élites africaines sont au pied du mur »

« Quel est votre constat sur l'état de l'Afrique subsaharienne et de son développement ? »

« C'est hélas l'état d'un échec économique, qui nous interpelle tous, mais qui interpelle en priorité les élites africaines. Bien sûr, les données chiffrées, très inquiétantes, sont à manier avec précaution. Mais au-delà des statistiques, il y a des symptômes qui, eux, ne trompent pas : la réduction du poids du continent dans les échanges mondiaux, la croissance des importations céréalières, l'explosion de la dette, la crise financière dans laquelle se débattent pratiquement tous les Etats, l'exode rural, le chômage urbain. »

« En certains domaines, nû de rapides progrès avaient été effectués au cours des décennies antérieures, des régressions apparaissent. Nous assistons à une désindustrialisation du continent, à une désorganisation de la plupart des services publics de base. Les conditions sanitaires, les systèmes éducatifs, se dégradent. L'agriculture africaine quelques progrès, mais la croissance de la production est inférieure à la démographie. Bref, l'échec est patent. »

« Comment en est-on arrivé là ? »

« Dans son livre célèbre publié dans les années 60, *L'Afrique noire est mal partie*, René Dumont avait déjà tiré la sonnette d'alarme. Il dénonçait l'essor des bureaucraties urbaines parasites, les erreurs au plan agricole. Les choses ne se sont pas vraiment arrangées. Tout le monde accuse la chute des cours des matières premières et la détérioration des termes de l'échange, reportant ainsi sur l'extérieur la responsabilité première. C'est un peu facile et peu convaincant. Car c'est faire aucun cas de la réussite de certains pays asiatiques soumis aux mêmes contraintes externes, et qui, il y a une génération, étaient au même niveau de développement que l'Afrique subsaharienne. La Corée, qui avait pu revenir par tête comparable à celui du Ghana lors des indépendances africaines, a désormais dépassé le Portugal et talonne la Grèce... La régression du PIB par habitant en Afrique subsaharienne est exceptionnelle dans le monde et particulièrement dramatique. »

« Alors, comment en est-on arrivé là ? Cette crise a pour origine une succession d'erreurs graves en matière de politique économique et de carences au plan de la gestion. Accablant pour les élites africaines en général, ce constat est paradoxalement un facteur d'espoir. Car si l'impuissance est réelle face aux forces du marché, les politiques économiques, elles, peuvent être changées - voyez le cas de la Chine qui a découvert l'économie de marché - et la gestion assainie. »

Spécialiste du développement, Serge Michailof est un homme de terrain. Après avoir travaillé comme consultant dans de nombreux pays en voie de développement, en particulier en Amérique latine et en Asie, il vient de passer seize années en Afrique pour la Caisse française de développement (CFD), l'organisme gestionnaire de l'aide française en Afrique. Agé de cinquante ans, diplômé de l'Ecole des hautes études commerciales (HEC) et du Massachusetts Institute of Technology (MIT), docteur en économie du développement, il a rejoint depuis peu le siège de la Banque mondiale à Washington, en tant que conseiller. Ce praticien de la coopération avait été chargé en 1991, par Edwige Avice, alors ministre de la coopération et du développement, de diriger un audit de la situation de l'Afrique et de la coopération française, auquel ont participé de nombreux experts. Le fruit de ce travail, qui avait fait grincer quelques dents au ministère de la coopération, a récemment fait l'objet d'un ouvrage collectif, la France et l'Afrique, Vade mecum pour un nouveau voyage (1).

« Les contraintes culturelles ne sont-elles pas en cause ? »

« Il y a une trentaine d'années, il était de bon ton de considérer l'Asie du Sud-Est comme condamnée à la famine. L'asiatisme dominait. Des chercheurs jugeaient l'héritage du confucianisme incompatible avec le développement industriel. On a oublié ces thèses qui paraissent maintenant ridicules. Il ne faut donc pas se faire un monde des contraintes culturelles, même s'il serait erroné de les nier. Il est certain que l'organisation des sociétés africaines crée des obstacles au développement. L'information y circule mal. Le poids de la famille au sens large y est très pesant. Les réseaux de type clanique - comme en Corse d'une certaine façon - jouent un rôle important. Ce sont des sociétés où les modes d'accumulation de la richesse favorisent la constitution de systèmes de type mafieux, qui ne sont pas favorables au développement d'une économie transparente. C'est donc une entrave au bon fonctionnement de l'économie de marché. Mais, je le répète, ces obstacles n'ont rien d'insurmontable. »

« Les économies africaines ont-elles besoin de toute urgence de profondes réformes. L'ouvrage dont j'ai assuré la direction en offre un inventaire éloquent. Les dirigeants des pays de l'Est, soumis à une situation qui n'est pas sans analogie, en ont pris conscience et tentent de rattraper le temps perdu à marche forcée. Les dirigeants africains préfèrent, pour la plupart, accuser les spéculateurs internationaux et insister sur les contraintes

culturelles. Le jeu des spéculateurs est certes néfaste. Mais derrière ces arguments, le souci d'immobilisme est patent. Bon nombre des économies africaines sont des économies d'Australie. Lorsque l'on m'oppose les contraintes culturelles, j'ai envie de sortir mon balai. »

« L'Afrique a besoin d'Etats capables d'imposer des réformes impopulaires »

« Les universitaires français et africains ont tendance à nier du moins à accorder peu d'importance à l'aspect ethnique. Vous ne partagez donc pas leur analyse ? »

« Je partage nombre de leurs analyses mais je suis sur ce point réservé. Le fait ethnique est une réalité. Les élites urbaines que nous croyons ne sient fréquemment, tout comme on le voit dans la Yougoslavie de Tito. Mais ce phénomène complexe reste très fort et il ressort des que l'Etat s'affaiblit ou des que des conflits politiques émergent. D'ailleurs, dans certains pays la démocratisation, parce qu'elle permet aux différents groupes sociaux de s'exprimer, nourrit une résurgence du tribalisme. Ce qui ne veut pas dire qu'il faut faire pour autant condamner les expériences démocratiques en Afrique. »

« N'existe-t-il pas un autre risque de dérapage lié à cette démocratisation ? Aujourd'hui, tous les groupes sociaux peuvent pratiquer librement une surenchère de revendications, alors que l'Etat est incapable de les satisfaire... »

« C'est toute l'ambiguïté des mouvements actuels. Ils sont à la fois progressistes, puisqu'ils ont permis de se débarrasser d'un certain nombre de régimes qui avaient fait la preuve de leur incurie, et parfaitement réactionnaires, dans la mesure où ils tentent de restaurer des systèmes économiques condamnés. Cela tient à leur base sociale. Ils recrutent dans les milieux urbains et s'appuient sur des forces - les fonctionnaires, les salariés des entreprises publiques, les étudiants - victimes des mesures d'austérité imposées par la faillite économique et par les bailleurs de fonds occidentaux appelés au secours. »

« Les réformes économiques indispensables à la croissance vont à l'encontre des intérêts objectifs de ces groupes. Il est donc à craindre que les nouveaux dirigeants africains ne se découragent, et que la fragilité des démocraties africaines, bâties sur une ambiguïté fondamentale, ne les amène à sombrer dans une démagogie facile qui conduise au populisme et à tous les dérapages - comme ce fut le cas en Amérique latine et comme c'est déjà le cas dans certains pays africains. »

« Si la nouvelle génération de dirigeants ne sait pas inventer très vite un type de démocratie à la fois adapté aux sociétés africaines et capable d'efficacité économique, je crains qu'elle ne soit rapidement balayée par des restaurations auto-



ritaires. Or de telles restaurations auraient toute chance de conduire, non au développement, mais au retour de l'économie de pillage de papa qui ne peut fonctionner qu'en période de haute conjoncture des cours des matières premières. En période de basse conjoncture, une telle évolution peut conduire à une situation à la libérienne. »

« Est-ce que ce que vous venez de dire que seuls des Etats autoritaires peuvent engager les réformes nécessaires ? »

« Vous m'engagez sur un terrain glissant. Ce que je veux dire, c'est que des Etats nous, soumis à tous les groupes de pression et à la démagogie irresponsable, ont peu de chances de pouvoir engager les réformes qui s'imposent. Je remarque également que la plupart des pays qui ont su sortir du sous-développement avaient à leur tête des régimes forts. Je pense à la Corée, à Taiwan, à la Tunisie. Cela dit, beaucoup de régimes forts ont conduit leur pays à la faillite, et cette règle n'est pas absolue, voyez le cas de l'île Maurice. Comme je ne suis pas adepte de la démocratie musclée, je pense qu'il faut non pas des Etats autoritaires - l'Afrique n'en a eu que trop, avec les résultats que l'on connaît, - mais des régimes avec une colonne vertébrale, ce qui n'est pas la même chose. De tels régimes bénéficient d'une large confiance de leur opinion publique et de leurs élites, car ils savent clairement fixer les objectifs et indiquer les étapes pour y parvenir. La Pologne aujourd'hui est-elle un Etat autoritaire ? »

« L'Afrique a besoin d'Etats capables d'imposer des réformes impopulaires. Le passage de la stagnation au développement n'est pas naturel. Il implique des sacrifices importants pour certains groupes sociaux, l'abandon de rentes et de privilèges. C'est la raison pour laquelle les pays qui se sont engagés dans cette voie l'ont fait le plus souvent sous l'emprise de la contrainte, de la peur. Pour de l'Occident pour le Japon, du voisin du nord pour la Corée, du communisme pour la Thaïlande et la Malaisie, de la Chine pour Taiwan, de l'intégrisme pour la Tunisie, du désordre et de la désintégration sociale pour le Mexique. »

« Les élites africaines sont désormais au pied du mur. Elles croient disposer du temps et de l'espace. L'espace en Afrique devient fini. La prodigieuse croissance démographique et l'évolution du monde ne permettent plus au continent de vivre paisiblement de ses rentes post-coloniales. Heureusement, la prise de conscience et le renouveau des générations rendent l'option du développement crédible. Aucune fatalité ne condamne l'Afrique subsaharienne à l'échec. »

« Face à cette Afrique désorientée, quelle politique de coopération la France devrait-elle mener ? »

« La France est un acteur important dans cette période charnière où tous les vents sont encore possibles. Si les tendances actuelles devaient se poursuivre, notre coopération au siècle prochain aurait toute chance de se limiter à l'aide d'urgence pour les camps de réfugiés et l'appui aux chefs de guerre que nous aurons décidé de soutenir. Aujourd'hui, nous pouvons faciliter la mise en œuvre des réformes économiques indispensables au développement - nous ne pouvons nullement les imposer. »

« Il est de l'intérêt de la France d'aider à faire de l'Afrique un pôle de prospérité et non une zone ravagée par les guerres civiles. Cela

implique une clarification des objectifs de notre coopération, qui sont très ambigus. Il y a un quart de siècle, ils étaient simples. Il y avait un objectif d'ordre éthique : il reste valable. Il y avait un objectif politique : nous étions en pleine guerre froide et la France a tenté - avec succès - de préserver un certain nombre d'Etats des drames que la guerre froide risquait de provoquer dans cette région (voyez le résultat en Angola). Il y avait un troisième objectif, d'ordre commercial : au lendemain de la crise pétrolière, la France a tenté d'étendre à l'Afrique sa politique des grands contrats. Le résultat est là, consternant, et il se retrouve dans la dette que le contribuable français devra bien éprouver. »

« Notre coopération doit constituer un encouragement à la bonne gestion et non agir en pompier pour circonscrire des incendies »

« Il est temps de réexaminer ces objectifs. La guerre froide est terminée. Le soutien inconditionnel apporté à certains régimes ne se justifie plus, et peut même être en totale contradiction avec les préoccupations d'ordre éthique qu'avec le souci de promouvoir des réformes. L'Afrique étant dans une situation de faillite financière, la reprise de la politique des grands contrats serait une illusion. A moins qu'on ne veuille en faire supporter le coût par nos contribuables. Nous voici donc revenus au premier objectif : l'éthique. Mais il ne faut pas sombrer dans l'angélisme. Toute politique de coopération est un élément d'une politique étrangère. Pour être durable, elle doit être fondée sur nos intérêts. Or nos intérêts, ceux de nos entreprises implantées sur place ou qui en viennent avec l'Afrique, nos intérêts de pays d'accueil d'une immigration aujourd'hui mal acceptée, est que l'Afrique se développe rapidement, pour être demain un marché d'un milliard d'habitants, pour être une région dans les peuples ne soient pas accablés à l'exode, pour être une zone de stabilité. »

« L'objectif prioritaire est donc géopolitique. Que constate-t-on aujourd'hui ? L'échec économique coïncide avec la plus forte poussée démographique du monde. La population du continent double tous les vingt ans. L'échec économique et la forte croissance démographique débouchent nécessairement sur des soubresauts violents. Voyez l'Algérie ! Si l'Afrique ne découvre pas le chemin de la croissance, il est à craindre que des phénomènes comme ceux que l'on observe au Libéria et en Somalie ne se généralisent. Or autant au niveau d'un pays comme la Somalie il est sans doute possible de juguler la crise, autant si toute une fraction du continent commence à basculer - je pense à toute la région de l'Afrique centrale autour du Zaïre, aux pays forestiers de la périphérie du

Libéria, au Nigeria et à sa sphère d'influence - les éboses deviendront totalement incontrôlables. »

« La stabilité de cette zone, qui nous est proche par l'histoire et par la langue, est de l'intérêt de la France. Or notre coopération n'a pas permis l'émergence d'un modèle de développement africain viable. Il lui faut donc réorienter son action, dans le champ représenté l'un des enjeux de la fin de ce siècle et du début du siècle prochain. »

« Quelles solutions préconisez-vous ? »

« La coopération française, avec ses institutions, ses équipes, représente un exceptionnel capital d'expérience. Mais son efficacité dépend largement des objectifs qu'on lui assigne. Une coopération à laquelle on demande la fin de soutenir des régimes de façon inconditionnelle ne travaille pas de la même façon qu'une coopération dont la mission est de promouvoir le développement de façon efficace. A Madagascar, la France a soutenu le régime du président sortant tout au long des années 80. N'aurait-il pas mieux valu fermer le robinet ? Est-ce qu'on n'aurait pas gagné dix ans dans ce pays qui avait tout pour réussir et dont l'économie a été détruite par un régime que tout le monde savait inefficace et corrompu ? »

« Une coopération ayant pour objectif de servir réellement les intérêts de la France et de l'Afrique doit faire des choix. Notre coopération doit constituer un encouragement à la bonne gestion et non agir en pompier pour tenter de circonscrire des incendies qu'on tolère et parfois allume des dirigeants peu responsables. Son efficacité exige des choix clairs en fonction d'un principe de base très simple : le succès appelle l'aide ; le gaspillage, l'échec et la gabegie le font fuir. Par là même, nous évacuons le débat sur les conditionnalités, insoluble et humiliant pour nos partenaires. »

« Est-il encore judicieux d'apporter des aides financières massives aux gouvernements africains ? »

« L'essentiel des aides dites d'ajustement structurel correspond en fait à des aides budgétaires. Mais on peut se demander ce que ces aides ajustent. La plupart du temps, ces concours de soutien aux finances publiques deviennent quasi permanents et ont un impact pervers puisqu'ils permettent de différer des mesures indispensables. Pour les finances de la France, ces concours représentent des sommes importantes : plus de 4 milliards de francs par an. Ils posent un problème budgétaire, car ils s'ajoutent au coût de l'annulation des dettes. Tant cela représente bien plus que ce que vont recevoir les quartiers déshérités des villes françaises dans le cadre du récent programme d'urgence. »

« L'ampleur et les modalités de mise en œuvre de ces concours doivent être rapidement réexaminées de façon très attentive. Une utilisation plus intelligente de ces fonds est possible. Il faut les réorienter vers ce qu'on appelle les « concours d'ajustement sectoriels », ciblés, conçus de manière contractuelle avec nos partenaires africains, et visant à assainir l'économie. Car s'il est illusoire de vouloir réformer les économies africaines globalement, à toute vitesse - aucun gouvernement africain, en particulier aucun gouvernement démocratique, n'a les moyens de se battre sur tous les fronts - en revanche, une telle approche permet de segmenter les problèmes et de les résoudre. »

« Est-ce qu'un période de récession la France a les moyens financiers de cette politique ? »

« Il ne faut pas se faire d'illusions : je ne crois guère à une croissance significative de l'aide française à l'Afrique. Mais, à enveloppe constante, il est tout à fait possible de mieux utiliser nos ressources. Les idées ne manquent pas. Je suis sur ce plan optimiste, car les responsables français devront bien faire bouger une coopération qui, pour reprendre un mot méchant de Guy Georges appliqué à la politique africaine de la France, avait, de grand virage en grand virage, suivi pendant trente ans... une belle ligne droite. »

Propos recueillis par MARIE-PIERRE SUBTIL et JEAN-PIERRE TUQUOI

(1) La France et l'Afrique. - Vade mecum pour un nouveau voyage, éditions Karala, 1993 (Le Monde du 4 mai).

CODE CIVIL

LA BASE DU DROIT

Edition 1993-94
parue le 15 septembre.

DALLOZ

الكتاب القانوني

erge Michailof au pied du mur



Le chef de la diplomatie grecque, George Michailof, est à la tête d'un gouvernement qui se bat pour la démocratie en Grèce. Il a été élu président de la République en 1992. Son mandat est marqué par des défis importants, notamment la lutte contre la corruption et la promotion de la démocratie.

George Michailof a été élu président de la République grecque en 1992. Son mandat est marqué par des défis importants, notamment la lutte contre la corruption et la promotion de la démocratie. Il a été élu président de la République grecque en 1992. Son mandat est marqué par des défis importants, notamment la lutte contre la corruption et la promotion de la démocratie.

ÉTRANGER

RUSSIE : la poursuite de l'épreuve de force

Un compromis pourrait être trouvé entre Boris Eltsine et les parlementaires

La situation devient de plus en plus difficile pour les opposants au président Boris Eltsine, retranchés sans électricité et sans communications dans le bâtiment du Parlement, et des dissensions sont apparues parmi eux. Réunis à Saint-Petersbourg, les représentants des régions ont tenté, dimanche 26 septembre, d'élaborer un compromis permettant de sortir de l'impasse.

mouvement «Russie démocratique», lorsqu'il lance : «La campagne électorale commence aujourd'hui et nous allons la gagner», en revanche, elle siffle le père Gleb Iakounine, un député réformateur, lorsqu'il reproche à Boris Eltsine d'avoir «parlé tout nu» devant les députés communistes et qu'il met en garde le président russe contre les «risques de dictature».

Une kermesse dérisoire

L'ambiance est tout autre devant la «Maison Blanche», où siège l'autre pouvoir. Même si ce pouvoir se limite désormais à quelques kilomètres carrés, de plus en plus berrémiquement bouclés par les hommes de la division Dzerjinsky, même s'ils ont été privés d'électricité et de tout moyen de communication, le «président de la République» Alexandre Rousskov, ses «ministres», la majorité des députés, qui n'ont pas accepté le coup d'Etat constitutionnel de Boris Eltsine, continuent d'y croire, ou de faire semblant. Le «président» prend des décrets, notamment celui de diminuer les impôts de 40 %, et les députés ont de se séparer pour «aller dans les usines commander les camarades», discutent de la tactique à suivre. Incontestablement, des dissensions sont apparues entre les modérés, dont Rousslan Khaboulatov, le président du Parlement, et les jusqu'au-boutistes, qui se refusent à tout compromis.

Devant le bâtiment, comme les jours précédents, se déroule une sorte de kermesse triste et dérisoire. Quelques milliers de personnes déambulent d'un endroit à l'autre. Ici, autour d'un maigre feu de bois, des femmes offrent du pain et du thé chaud. Là, ce sont les «représentants des régions fidèles» qui ont affiché leurs slogans. Une icône à la main et une bougie dans l'autre, une dizaine de femmes palmodient des chants orthodoxes. Plus tard, la foule applaudit Les Pogorany, un des dirigeants du

du camp retranché. De temps en temps, déguisés en militaires, des gamins, dont les traits très moutons la fatigue accumulée par les longues nuits de veille, défilent martèlement. S'ils se parlaient pas, ils en seraient presque ému, tous ces laissés-pour-compte de la Russie d'aujourd'hui, ces nostalgiques d'un ordre ancien dont, eux, n'ont pas profité, contrairement à ceux qui «en haut», d'un côté comme de l'autre, se disputent un pouvoir qu'ils n'ont jamais cessé de partager. Mais lorsqu'ils parlent, c'est un déferlement d'émotions racisées - «N'oubliez pas à vos chefs, ce sont tous des juifs», lance un homme d'âge mûr aux militaires - d'appels nationalistes et de confusions mentales. Partout, les drapeaux tricolores voient avec ceux de l'ex-URSS. Lundi, à deux heures du matin, Rousslan Khaboulatov provoque un véritable mouvement de panique en annonçant une intervention des forces de l'ordre. «L'assaut va être donné», déclare solennellement le président du Parlement.

Le rôle des régions

Des masques à gaz sont distribués aux députés, les couloirs se remplissent d'hommes armés. «Je lance un appel à l'opinion publique internationale et aux leaders du monde entier pour qu'ils stoppent cette aventure», déclare le général Rousskov dans le porte-parole annonce que «la «Maison Blanche» ne sera pas livrée sans bataille aux barbares» et que «les gens sont prêts à se battre à mains nues. Mais nous savons qu'ils ne peuvent résister aux mercenaires rassemblés pour le pogrom». Rien, pourtant, ne se passera, et lundi, ce fin de matinée, Moscou était toujours aussi calme.

Pendant ce temps, réunis à Saint-Petersbourg, les représentants d'une soixantaine de régions tentaient de trouver un compromis. Car si, à Moscou et dans toutes les capitales

internationales, Boris Eltsine semble avoir «gagné», c'est-à-dire qu'il représente le seul pouvoir légitime, en province, la situation est beaucoup plus floue. Si quelques-uns des responsables locaux ont clairement choisi leur camp, au risque, comme le chef de l'administration locale de Bratsk (sud-ouest de Moscou), d'être limogé par Boris Eltsine, la plupart d'entre eux hésitent.

Le compromis qu'ils ont élaboré à Saint-Petersbourg leur permettrait ainsi de continuer à ne pas choisir. Ils proposent en effet, comme l'avait déjà suggéré le président de la Cour constitutionnelle, Valéri Zorkine, d'organiser, avant la fin de 1993, des élections législatives et présidentielle simultanées. Mais, pour éviter le «vide du pouvoir» redouté par Boris Eltsine, le nouveau président ne prendrait ses fonctions que trois mois après son élection.

Reste à savoir maintenant quelle va être la réaction des responsables des deux camps à cette idée de «troisième voie». Les députés sont partagés. Rousslan Khaboulatov, qui avait déjà donné son accord à une telle solution en février dernier, veut d'abord que Boris Eltsine annule son décret suspendant l'actuel Parlement. Mais les divisions sont aussi très nettes autour de Boris Eltsine. Ainsi, le premier vice-premier ministre, Sergueï Chakhrat, qui assistait à la réunion de Saint-Petersbourg en qualité d'observateur, a estimé «d'un point de vue personnel» que la tenue de ces élections simultanées était possible. Mais, toujours en son nom personnel, le ministre des affaires étrangères, Andreï Kozyrev, a déclaré qu'il «ferait tout son possible pour convaincre le président de ne pas accepter» cette solution. Quant à Sergueï Filatov, le chef de l'administration présidentielle, il a déclaré, très prudent, que «jusqu'à présent», Boris Eltsine refusait toute solution de compromis. Une manière de laisser toutes les portes ouvertes.

JOSÉ-ALAIN FRALON

Rostropovitch fait «chanter la poudre»

MOSCOU
de notre correspondant

Mstislav Rostropovitch, on le sait depuis longtemps, vibre au diapason de l'histoire et de son cœur. Quand le mur de Berlin s'est écroulé, il s'est précipité sur place avec son violoncelle. Quand les putschistes d'août 1991 ont mis le siège devant la «Maison Blanche», il s'est réfugié à Moscou, prêt à tout pour soutenir la démocratie. Aujourd'hui encore, alors que Boris Eltsine a engagé une partie de bras de fer avec l'opposition, Rostropovitch est en Russie. Mais qu'on ne compte pas sur lui pour manifester une quelconque sympathie aux nouveaux «défenseurs de la «Maison Blanche», même si ce sont en partie les mêmes qu'en août 91. Non, comme l'explique pesamment la télévision russe, Rostropovitch «montre le chemin à suivre». C'est-à-dire qu'il soutient le président.

A vrai dire, ce séjour-là était prévu de longue date. «Slava» est à Moscou avec le National Symphony Orchestra de Washington, dont il est le chef en titre. Samedi soir, dans la grande salle du Conservatoire, il présente au public un jeune homme au nom chargé de gloire : Ignat Solovtsov, qui a joué avec une belle assurance le premier concerto de Chostakovitch. Mstislav Rostropovitch tenait le baguette, avec au piano le fils de l'écrivain qu'il avait hébergé avant son exil vers l'Occident, et puis en prime la création mondiale d'une symphonie écrite par le plus respecté des compositeurs contemporains «ex-soviétiques», Alfred Schnittke : la triomphe était assuré, le public - des mélomanes, mais aussi beaucoup de beau monde, de ministres et d'émis du président - était ravi, et «Slava» bécotait à l'infini.

Le président au premier rang

Des monnaies de fleurs, les braves, la joie et le luminaire. Avec tout de même, sur le chemin du retour, cette grande silhouette plongée dans la nuit absolue, dressée comme un vague remords derrière ses cordons de policiers en armes : le Parlement, figé dans sa résistance au «coup de force».

Le lendemain, la musique était pour la foule, sur la place Rouge. A vrai dire, on n'entendait pas grand-chose, un vent frisquet emportant vers Saint-Basile les accents de l'Ouverture 1812 de Tchaïkovsky, et ses

citations de la Marseillaise. Les musiciens de Washington, couverts de manteaux et de bonnets, avaient reçu le renfort d'une fanfare de l'armée russe. Les bannières des trompettes étaient rouges, et toujours frappées de la faucille et du marteau, mais les deux grands drapeaux qui encadraient la foule étaient bien aux couleurs de la Russie.

Au loin, une petite silhouette, une enroulée de cheveux blancs : c'est Rostropovitch, qui vivra vite, se tourne vers l'orchestre américain, se retourne vers le fanfare de l'armée, et, pour finir, fait «chanter la poudre». Des coups de canon viennent souligner les derniers accords de l'Ouverture, tandis que s'annent les carillons du Kremlin. Cela, tout le monde l'a entendu, et tout le monde a vu la fumée qui sortait de la gueule des petits canons d'époque, à demi enroulés de baches en plastique bleu, et curieusement suspendus dans des échafaudages métalliques. On a moins vu Boris Eltsine, mais il est bien là, au premier rang, accompagné une fois de plus de ses trois hommes liges, les ministres de la défense, de l'intérieur et de la sécurité, et la télévision, le soir, fera bien passer le message.

«Une partie de foot»

La foule va et vient. Dans une rue évoquant, un homme s'égosille dans un mégaphone : «La radio ment, les députés ne se sont pas rendus, venez défendre la loi et la Constitution». Un petit groupe le suit, d'autres ricangent, une femme profère des obscénités. Sur la trottoir d'en face, un jeune homme en treillis époussette solennement la Mercedes d'un nouveau riche.

A 2 kilomètres de là, d'autres jeunes gens en treillis, solos, les yeux rougis, gardent toujours leurs barrières. Ils expliquent qu'après avoir passé trois nuits à geler les policiers qui leur font face se sont mis à faire comme eux, et à allumer eux aussi de petits feux de bois. Il y a des moments de tension, quand on se dispute les mêmes réserves de branches. Et des moments où l'on fraternise plus ou moins : «On avait même prévu de faire une partie de foot avec les flics, mais leurs officiers le leur ont interdit. Ils avaient peur que ce ne soit flûné.»

JAN KRAUZE

Il y a sept ans

L'URSS détenait deux fois plus d'armes nucléaires que les Etats-Unis

Il y a sept ans, l'Union soviétique détenait 45 000 têtes nucléaires, soit 12 000 de plus que les Etats-Unis lui en attribuaient et le double de l'arsenal américain au même moment. C'est ce que Viktor Mikhaïlov, l'un des responsables du ministère russe de l'énergie atomique, a révélé au travers de plusieurs déclarations publiques récentes, si l'on en croit une analyse du New York Times reprise par l'International Herald Tribune du lundi 27 septembre. Le stock de l'ex-URSS en uranium enrichi - la matière fissile à partir de laquelle sont conçues les bombes H - aurait été deux fois plus important que prévu. Ces évaluations de M. Mikhaïlov ont surpris les experts

américains, tout en étant prises par eux très au sérieux.

L'ancien «patrou» de l'Agence fédérale de la sécurité nationale, l'amiral Bobby Ray Inman, a expliqué, de son côté, que la puissance de l'arsenal nucléaire, à l'époque, était plus un résultat de la bureaucratie soviétique qu'une volonté délibérée de la stratégie militaire propre à l'ex-URSS. Mais d'autres voix, aux Etats-Unis, considèrent qu'il s'agit là, après leur incapacité à évaluer correctement les efforts de l'Irak en ce domaine, d'une nouvelle preuve de l'aveuglement des services de renseignement qui aurait pu avoir, durant la «guerre froide», des conséquences d'une gravité incalculable.

Passé à l'Est en 1950

Le physicien atomiste Bruno Pontecorvo est mort en Russie

Bruno Pontecorvo, le physicien oulétaire d'origine italienne dont la défection à l'Est avait tant effrayé les services secrets occidentaux en 1950, est mort le 24 septembre d'une pneumonie. A l'âge de quatre-vingts ans, a indiqué, samedi 25 septembre, l'agence italienne ANSA. Bruno Pontecorvo est décédé dans un hôpital de Dubna, à 130 km de Moscou, où il dirigeait un laboratoire de recherches.

Bruno Pontecorvo avait obtenu un doctorat en physique à Rome en 1934, et vint travailler en 1938 à Paris à l'Institut du radium avec Irène Joliot-Curie. Après l'invasion allemande, il

s'enfuit aux Etats-Unis. Il fit partie de l'équipe anglo-canadienne de recherches ouléitaires de Montréal.

Après la guerre, il prend la nationalité britannique et travaille au centre nucléaire britannique de Harwell. Par convictions personnelles, il passe à l'Est en septembre 1950 et ne réapparait en public qu'en 1955, à Moscou. A cette occasion, il avait affirmé n'avoir jamais travaillé à la mise au point de la bombe atomique soviétique mais seulement à des recherches scientifiques, sur la physique des hautes énergies. Il était le frère du cinéaste Gillo Pontecorvo.

EN BRIEF

o AFGHANISTAN : duel d'artillerie à Kaboul. - Un nouvel échange de tirs d'artillerie entre factions rivales sunnite et chiite a fait douze morts, dimanche 26 septembre, à Kaboul. Le Ittehad et le Wahdat avaient signé un cessez-le-feu le 31 août, après que des combats, très meurtriers pour la population de la capitale, les eurent opposés depuis le début de 1993. Ils ont, depuis lors, échangé des tirs d'artillerie à trois reprises. - (AFP)

o BOLIVIE : un indien provisoirement à la tête du pays. - Le vice-président bolivien, Victor Hugo Cardenas, originaire de l'ethnie Aymara, est devenu, dimanche 26 septembre, le premier indien à diriger le pays, même si ce n'est que par intérim, depuis la conquête espagnole. Il assumera le pouvoir en l'absence du président Gonzalo Sanchez de Lozada, élu en juin dernier, qui effectue sa première visite officielle aux Etats-Unis. L'événement a été salué comme «historique» dans ce pays peuplé pour moitié d'indigènes. - (Reuters)

o CAMBODGE : les chefs de l'APRONUC ont quitté Phnom-Penh. - Le Japonais Yasushi Akashi, chef de l'Autorité provisoire de l'ONU au Cambodge (APRONUC), a quitté Phnom-Penh, dimanche 26 septembre, deux jours après la fin officielle de la mission des Nations unies dans

ce pays. Le général australien John Sanderson, chef militaire de l'APRONUC, avait fait de même la veille. Il a assuré que sa mission avait été la plus réussie de l'histoire de l'ONU. Environ 22 000 hommes s'étaient déployés à partir de mars 1992 pour favoriser l'avènement d'un nouveau cadre institutionnel. Le prince Sihanouk est redevenu roi le 24 septembre. L'APRONUC achèvera son retrait en novembre. - (Reuters)

o ETATS-UNIS : des centaines de prisonniers américains de la guerre de Corée furent transférés en URSS. - Capturés durant la guerre de Corée, entre 1950 et 1953, des centaines de prisonniers américains ont été transférés dans des camps du goulag soviétique, affirme un rapport de l'administration Clinton dont l'agence Associated Press a obtenu copie. Il s'agissait de réemettre ces prisonniers - de l'armée de l'air surmunt - «comme otages politiques», indique ce rapport, présenté début septembre aux autorités russes par un responsable du département d'Etat. L'an passé, le président russe Boris Eltsine avait révélé que les archives soviétiques faisaient état de la capture et de l'interrogatoire de cinquante-neuf prisonniers américains de la guerre de Corée. La Russie n'a pas confirmé le transfert de ces militaires vers l'URSS. - (AFP)

Piaf, la biographie

Plus complet, sérieux et recoupé que tout ce qui est paru sur Piaf jusqu'ici. Parce qu'ils la connaissent à fond, les auteurs savent prendre la distance nécessaire avec leur modèle, au profit de la vérité du portrait. Voilà sans doute la vraie biographie de la chanteuse. Jean Contrucci / Le Provençal

Editions du Seuil

EUROPE

Soukhoumi serait tombée
aux mains des Abkhazes

Suite de la première page

Le commandement du premier corps d'armée géorgien, qui devait venir en renfort par Otskhmitchra dans le sud de l'Abkhazie, a ainsi laissé les Abkhazes progresser par le nord de la ville.

« Le problème de la prise de Soukhoumi est pratiquement réglé », bormis quelques poches de résistance, a de son côté confirmé Beslan Bargaodjia, porte-parole du président du Parlement abkhaze, Vladislav Ardzinba. La délégation abkhaze, qui se rend à Genève pour des pourparlers avec les Géorgiens est mandatée pour proposer un cessez-le-feu sur tout le territoire de l'Abkhazie, à partir du 30 septembre à midi. « Nous sommes prêts à régler toutes les questions à une table de pourparlers », a précisé M. Bargaodjia.

Réfugié dans un « endroit plus sûr »

Devant l'avancée des troupes abkhazes, le président Chevardnadze se serait quant à lui réfugié dans un « endroit plus sûr », selon l'agence Itar-Tass, qui a cité des informations non confirmées selon lesquelles il se trouvait « non loin » de Soukhoumi.

La ville était devenue, pour les Géorgiens le symbole de la

défense de leur intégrité territoriale et un nouveau test de l'attitude de la Russie dans le Caucase.

L'agence russe Itar-Tass avait multiplié au cours du week-end les nouvelles alarmantes sur le sort des défenseurs géorgiens assiégés à Soukhoumi, affirmant notamment que Tbilissi avait demandé à l'armée russe d'évacuer Edouard Chevardnadze, « encerclé » à Soukhoumi et dont la vie « était en danger ». Lundi matin, un porte-parole de M. Chevardnadze, joint au téléphone par l'AFP à Tbilissi, démentait cependant que le bâtiment où se trouve le président géorgien à Soukhoumi fut encerclé et affirmait que la situation n'était « pas désespérée ».

La population en proie à la panique

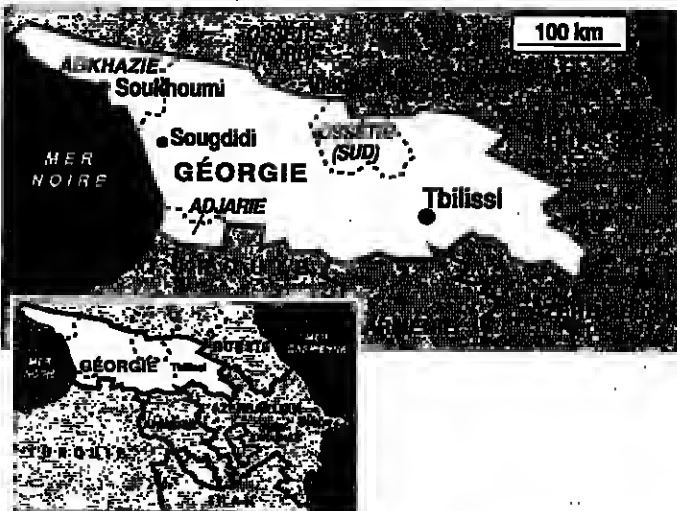
Il semble bien pourtant que les partisans de M. Chevardnadze n'avaient guère de quoi paniquer. Ce dernier se serait en effet tenu de remonter le moral de ses hommes au front. Il avait reconnu, dimanche, que la situation était extrêmement difficile. « L'ennemi est dans la ville. Près de 90 % des envahisseurs sont russes. Ils sont plus nombreux que nous. Nous avons reçu des ren-

forts, mais ils ne sont pas assez nombreux », avait-il regretté dans un message lu à la télévision nationale, avant de terminer par un patriotique : « Tous ensemble, nous vaincrons ».

Selon l'agence Itar-Tass, les combats faisaient rage, lundi matin, autour de Soukhoumi, qui était occupée à 80 % par les combattants abkhazes. M. Che-

vardnadze aurait déjà eu la possibilité de partir, dimanche, à bord d'un hélicoptère ou d'un navire de guerre russe, mais il aurait refusé.

Au cours du week-end, la flotte russe avait commencé à organiser l'évacuation par voie maritime de quelque 4 500 réfugiés de Soukhoumi et d'Abkhazie. Plusieurs milliers d'autres attendent : la population civile, cherchant à fuir les combats par voie aérienne, est en proie à la panique depuis que trois avions civils ont été abattus, la semaine dernière, sur l'aéroport de Soukhoumi, par des missiles tirés depuis une vedette en mer.



AUJOURD'HUI,
AVEC LA BAISSSE DES TAUX,
TOUTES LES BANQUES VOUS CONSEILLENT
D'INVESTIR À LONG TERME.
MAIS JUSQU'OU S'ENGAGENT-ELLES ?



BOSNIE-HERZÉGOVINE : les négociations de paix

Les Musulmans se prononcent
sur les propositions Owen-Stoltenberg

De nombreuses organisations musulmanes de Bosnie à vocation culturelle ou humanitaire, ainsi que les représentants du clergé islamique et ceux du Parti d'action démocratique (SDA) auquel appartient le président Alija Izetbegovic étaient appelées à se prononcer, lundi 27 septembre à Sarajevo, sur le projet de règlement pour la Bosnie mis au point sous l'égide de M. Owen et Stoltenberg. Le Parlement bosniaque devait se réunir le lendemain pour débattre de ce projet.

C'est la première fois depuis le début de la guerre que les Musulmans de Bosnie sont consultés en tant que tels sur le déroulement des négociations de paix, les autorités de Sarajevo ayant donné jusqu'alors la priorité aux institutions pluri-ethniques de l'Etat, notamment la présidence ou le Parlement. Le congrès des organisations musulmanes devrait se prononcer par un vote, après avoir entendu un rapport de M. Izetbegovic sur le projet de règlement qui prévoit le partage de la Bosnie en trois républiques ethniques.

Le président bosniaque a critiqué ces derniers jours ce projet de règlement, mais il a aussi précisé, à l'adresse des députés, qu'il avait à choisir en fait entre la guerre et la paix. Selon des observateurs, le Parlement pourrait poser des conditions à son éventuelle approbation du plan. D'autre part, dans un discours devant l'assemblée générale de l'ONU lundi, le président américain Bill Clinton devait préciser les conditions de la participation américaine à une force de maintien de la paix pour faire appliquer le plan, s'il est accepté par les trois parties.

Sur les fronts, un calme relatif a prévalu, dimanche. Près de Mostar, à Medjugorje, représentants croates et musulmans étaient engagés dans des négociations pour un cessez-le-feu local et un échange de prisonniers, qui pourrait être signé, lundi, selon un porte-parole de la FORPRONU à Sarajevo. Des radios locales ont cependant fait état d'affrontements armés entre Croates et Musulmans dans la région de Gornji Vakuf, en Bosnie centrale.

Des « casques bleus » blessés en Croatie et en Bosnie. - Deux « casques bleus » français ont été blessés, l'un d'entre eux grièvement, par l'explosion d'une mine, samedi 25 septembre, dans la région de Medak, au sud de la Croatie. Le commandant de la FORPRONU, le général Jean Cot, a vivement protesté après que des soldats français et canadiens, qui tentaient de porter secours aux deux blessés, eurent essuyé des tirs de l'armée croate. D'autre part, deux « casques bleus » belges ont été légèrement blessés par des armes légères samedi en Bosnie centrale lors du deuxième incident de cette nature survenu en une semaine à proximité de Vitez, où s'affrontent Croates et Musulmans. La FORPRONU a déclaré ignorer s'il s'agissait d'attaques délibérées ou de balles perdues. - (AFP)

ALLEMAGNE : Klaus Kinkel rejette la candidature de Steffen Heitmann à la présidence de la République. - Klaus Kinkel, président du Parti libéral (FDP), membre de la coalition au pouvoir à Bonn, a laissé ouverte l'issue de l'élection présidentielle de mai 1994, en rejetant le candidat proposé par le chancelier Helmut Kohl, le ministre de la justice de Saxe Steffen Heitmann. « M. Heitmann n'est pas notre homme », a-t-il déclaré samedi 25 septembre, lors du congrès des Jeunes libéraux. D'autres noms circulent au sein du FDP pour une éventuelle candidature, tel celui de Hildegard Hamm-Brücher, ancienne secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. - (AFP)

ITALIE : arrestation d'un prince sicilien pour faux témoignage. - Le prince sicilien, Giuseppe Vaio Calvello di San Vincenzo, a été arrêté, vendredi 24 septembre, à Palerme pour faux témoignage dans le cadre de l'enquête sur l'ancien président du Conseil Giulio Andreotti. Le prince aurait dit à son ancienne compagne, Gabriella Ruffo, que M. Andreotti avait eu des relations avec deux mafieux notoires de Palerme, les cousins Ignazio et Nino Salvo. Les magistrats auraient cependant acquis la conviction, grâce notamment à l'interception de conversations téléphoniques, que le prince n'avait pas dit toute la vérité. - (AFP)

tandis que des accrochages entre Serbes et Musulmans se sont produits au nord, notamment dans la région de Brcko et Doboj.

La Croatie en appelle à l'ONU

En Croatie, le ministre des affaires étrangères a demandé, samedi, dans une lettre adressée au Conseil de sécurité, que ce dernier fournisse des « garanties » sur l'accomplissement du mandat de la FORPRONU. M. Franjo Tudjman doit s'exprimer, mardi à New-York, devant l'assemblée générale. Les garanties exigées par Zagreb portent notamment sur le désarmement des milices indépendantistes serbes de Krajina, le rétablissement de l'autorité de Zagreb sur les zones contrôlées par ces milices et un « contrôle efficace » des frontières de la Croatie. Faute de tels engagements, la Croatie considérera que le mandat de la FORPRONU est terminé et demandera « le retrait de toutes ses unités avant le 30 novembre 1993 ».

De source gouvernementale à Zagreb, on a précisé, d'autre part, que les Serbes de Bosnie n'obtiendront un accès à la mer Adriatique - comme prévu dans le projet de règlement pour la Bosnie - qu'à condition que la république de Serbie reconnaisse la Croatie dans l'intégralité de ses frontières, c'est-à-dire recoupe à toute visée annexionniste sur les territoires actuellement aux mains des milices serbes. Le plan pour la Bosnie prévoit un accès à l'Adriatique pour la République serbe de Bosnie « dès que les relations seront normalisées » entre Zagreb et Belgrade.

Des milliers de réfugiés croates originaires des régions aux mains des Serbes ont manifesté, dimanche à Zagreb, et dans le reste du pays contre l'ONU, accusée de ne rien faire pour leur permettre de rentrer chez eux. Environ 250 000 Croates ont fui la Krajina. A Zagreb les manifestants ont scandé devant le siège de l'ONU : « FORPRONU, faites votre travail ou rentrez chez vous ». - (AFP, AP, Reuters)

Le plan est voué à l'échec

estime le président italien

Le plan de paix qui divise la Bosnie en trois entités ethniques est voué à l'échec, a estimé, dimanche 26 septembre, le président italien Oscar Luigi Scalfaro. Un tel plan signifierait la défaite complète des valeurs de l'humanité et sur de telles bases la paix ne pourra jamais s'instaurer. « C'est impensable », a estimé le chef de l'Etat italien.

M. Scalfaro s'est exprimé ainsi dans un message de soutien à 15 000 personnes qui participaient à une marche pour la paix en Bosnie, entre Pérouse et Assise. Plus de 400 associations étaient à l'origine de cette manifestation. - (Reuters)

DIPLOMATIE

Alain Pierret est nommé ambassadeur auprès du Saint-Siège

Le ministère des affaires étrangères a annoncé le 16 septembre la nomination d'Alain Pierret comme ambassadeur de France auprès du Saint-Siège.

(Né en 1930, diplômé de l'école nationale de la France d'outre-mer, Alain Pierret a été en poste notamment à Moscou (1969-1972), à Helsinki (1972-1975) et à Belgrade (1975-1980). Il a été ambassadeur à Nanjing (1980-1982), chef du service des Nations unies et des organisations internationales à l'administration centrale (1983-1986), puis ambassadeur à Tel-Aviv (1986-1991) et à Bruxelles (1991-1993).

M. Eltsine se rendra au Japon le 12 octobre. - Le président Boris Eltsine se rendra à Tokyo le 12 octobre en visite officielle, a-t-il été annoncé, samedi 25 septembre, à New-York après une rencontre entre le ministre russe des affaires étrangères, Andreï Kozyrev, et son homologue japonais, Tsutomu Hata. Ce déplacement a déjà été reporté deux fois depuis un an, en raison du contentieux qui oppose les deux pays à propos de la souveraineté sur les îles Kouriles, détenues par Moscou depuis 1945, mais revendiquées par Tokyo. - (AFP, AP, UPI)

سكاي نيوز

EUROPE

ROYAUME-UNI : pour mettre fin à la violence en Ulster

Les partis catholiques d'Irlande du Nord préparent une initiative commune

Des discussions à plusieurs niveaux ont été engagées à propos de la situation en Irlande du Nord. Celles-ci font naître un timide espoir, le premier depuis la rupture, en novembre dernier, des pourparlers intercommunautaires.

LONDRES

de notre correspondant

Les initiatives destinées à favoriser un règlement pacifique en Irlande du Nord ont été si nombreuses, depuis vingt ans, qu'une grande prudence s'impose à l'annonce des discussions à plusieurs niveaux qui se poursuivent actuellement. Celles-ci se déroulent, d'une part, entre partis catholiques d'Ulster et, d'autre part, entre les gouvernements de Londres et de Dublin.

Les « unionistes » (protestants) ont, de leur côté, soumis de nouvelles propositions au gouvernement britannique. Echaudés par l'expérience, les principaux protagonistes se gardent de tout effet d'annonce. Bien que ces diverses initiatives se déroulent en ordre dispersé, elles tendent vers un but unique : dépasser le blocage des

pourparlers intercommunautaires, interrompus en novembre 1992.

Depuis avril dernier, John Hume, chef du SDLP (Parti travailliste social-démocrate, catholique modéré), a noué des contacts avec le Sinn Féin, parti considéré comme la branche politique de l'IRA, déchaînant la colère des partis unionistes de la province : l'UUP de James Molyneux et surtout le DUP du pasteur Ian Paisley refusent de nouvelles discussions avec John Hume tant que celui-ci n'aura pas mis fin à ses contacts avec une « organisation terroriste ». Or John Hume et Gerry Adams, chef du Sinn Féin, s'apprêtent à remettre un rapport commun sur l'état de leurs pourparlers au gouvernement de Dublin, et parlent de « progrès considérables » qui pourraient permettre d'établir une « base solide pour la paix ».

Un médiateur américain ?

Parallèlement, M. Hume se rend aux États-Unis, en mission d'information auprès de l'administration Clinton. Ce voyage va sans doute provoquer quelque irritation à Londres, où l'on reste méfiant à l'égard de cette proposition (qui est manifestement au centre du rapport Hume-Adams), consistant

à envoyer un médiateur américain en Irlande du Nord. Londres accepterait cependant qu'une « mission d'information » américaine se rende à Belfast. Les protestants, de leur côté, y sont hostiles, persuadés qu'un tel émissaire défendrait les intérêts exclusifs de la communauté catholique.

L'autre initiative en cours prend la forme de discussions discrètes entre Londres et Dublin. Il s'agit de réviser une sorte de cadre institutionnel pour la province de l'Irlande du Nord. Jusqu'à présent, le blocage était notamment dû au fait que la Constitution de la République irlandaise prévoit expressément la réunification des deux parties de l'île. Dublin, selon des pourparlers, pourrait se contenter de considérer la réunification comme une simple « aspiration », et non plus comme une exigence. En retour, et si une majorité d'Irlandais se prononce en ce sens, le gouvernement britannique accepterait de tirer les conséquences législatives et institutionnelles d'une telle décision populaire. Ce nouveau « cadre » serait alors plus favorable pour reprendre les discussions intercommunautaires entre partis nord-irlandais.

LAURENT ZECCHINI

ESPAGNE : la garde civile accusée de « tortures »

La mort de deux membres présumés de l'ETA relance l'agitation au Pays basque

La mort de deux membres présumés de l'ETA, organisation indépendantiste basque, suscite des interrogations sur les méthodes de la police contre le mouvement nationaliste.

MADRID

de notre correspondant

Miren Garmatz Yanci avait trente et un ans. Arrêté à 2 h 30 du matin, jeudi 23 septembre, dans la province de Guipuzcoa, pour ses relations présumées avec l'ETA, cette jeune femme a été retrouvée morte, vendredi vers 4 heures du matin, dans sa cellule de la prison de Tres Cantos, à proximité de Madrid, où elle avait été transférée. L'autopsie pratiquée dès le lendemain sur le corps de la victime a permis d'établir qu'elle avait sans doute succombé à « une insuffisance cardio-respiratoire » sans que l'on sache encore ce qui est à l'origine de ces troubles. Des analyses plus approfondies sont en cours. Son mari a immédiatement accusé la police basque d'avoir torturé son épouse et notamment de lui avoir placé un sac en plastique sur la tête avant son transfert à Madrid. Au cours de la nuit, la détenue s'était plainte de douleurs à la poitrine et un médicament lui avait été administré par ses gardiens.

Xabier Calpasoro avait vingt-sept ans. Il avait été arrêté, jeudi 23 sep-

tembre, vers 20 heures à Bilbao pour « détention illégale d'armes, intimidation et tentative de vol de véhicules » selon le communiqué diffusé par la police. Soupçonné d'être un ancien membre du commando Donostia, il était interrogé dans les locaux d'un commissariat de police quand vers 3 h 30 trente du matin, il a bousculé son gardien, s'est précipité vers la fenêtre et s'est jeté dans le vide du deuxième étage selon la version de la police. Grièvement blessé, cet ancien chef de presse de Herri Batasuna, parti politique proche de l'ETA, a finalement succombé dimanche après avoir sombré dans un coma profond.

Vingt-deux hématomes

Durant le mois d'août déjà, un autre membre présumé de l'ETA est mort dans sa cellule d'une crise cardiaque. Aucun élément n'avait permis d'établir qu'il avait été victime de mauvais traitements. Cette fois, Herri Batasuna et les organisations pro-indépendantistes accusent la police et la garde civile de « tortures et de violence », tandis que le gouvernement annonce des « enquêtes approfondies » pour déterminer les causes de la mort de ces deux terroristes présumés.

La majorité de la vingtaine de militants appréhendés au cours de la semaine dernière ont dénoncé les mauvais traitements dont ils auraient

été victimes dans les locaux des forces de l'ordre. Maria José Lizarrabar, présentait, selon le médecin qui l'a examinée lors de son incarcération à la prison de Carabanchel, vingt-deux hématomes sur les bras et sur les jambes. Le juge Carlos Buerba a immédiatement ordonné qu'un constat soit effectué et des photos prises de cette jeune femme de trente-deux ans qui est restée à la disposition de la garde civile de lundi dernier jusqu'au samedi.

Ces deux morts surviennent au moment où l'ETA apparaît de plus en plus marginalisée et déçue après la mort, il y a deux semaines, d'un garde civil retraité âgé de soixante-dix-sept ans, tué par sa voiture piégée, et surtout, l'enlèvement et la séquestration depuis le 5 juillet d'un industriel basque, Julio Iglesias Zamora. Ce kidnapping continue de susciter une grande émotion au Pays basque et en Espagne. Xabier Arzalluz, président du PNV (Parti nationaliste basque) a estimé, dimanche, que Herri Batasuna n'avait aucune légitimité pour parler de tortures « quand précisément ce sont eux (Herri Batasuna) qui se taisent face aux assassinats et aux méthodes barbares de l'ETA ». De nombreux incidents ont opposé, samedi et dimanche soir, des manifestants aux forces de l'ordre au Pays basque et en Navarre.

MICHEL BOLE-RICHARD

GRÈCE : le scrutin du 10 octobre

Andréas Papandréou et le PASOK partent favoris pour les élections législatives

Depuis le début de la campagne pour les élections législatives anticipées du 10 octobre, Constantin Mitsotakis, premier ministre sortant et président des conservateurs de la Nouvelle Démocratie (ND), s'est lancé dans une course de vitesse pour combler son handicap face à son adversaire depuis trente ans, le socialiste Andréas Papandréou, chef du PASOK et favori de la consultation.

ATHÈNES

de notre correspondant

Chaque jour, M. Mitsotakis, qui est âgé de soixante-cinq ans, se démeuble comme un diable, sillonnant les campagnes et les îles, inaugurant toute une série de réalisations : il a lancé les thèmes, essentiellement d'ordre économique, de sa campagne en inaugurant, le 11 septembre, la 58^e Foire internationale de Salonique, dans le nord du pays, avec le slogan-clé : « La Grèce ne retournera pas en arrière ». Après trois ans et demi d'austérité, « l'heure était venue de recueillir les fruits des sacrifices », mais la marche du gouvernement a été interrompue par une coalition d'intérêts économiques et d'« ombres personnelles », a insisté M. Mitsotakis, qualifiant de « traître » son ancien protégé, Antonis Samaras - chef d'un nouveau parti, le Printemps politique (POLA), - à l'origine du déclenchement des élections. « On n'a pas eu le temps de finir, nous avons été victimes d'une conspiration », a souligné le premier ministre.

M. Mitsotakis ne cesse de rappeler, par ailleurs, le niveau désastreux qui était celui de l'économie grecque quand il est arrivé au pouvoir en avril 1990 et la nécessité impérieuse de prendre « des mesures drastiques ». Les socialistes, au pouvoir de 1981 à 1989, avaient créé une « société de consommation » basée exclusivement sur les emprunts : le quart des recettes fiscales sert toujours à payer les intérêts des prêts contractés pendant cette période. « Nous avons mis sur pied, a dit le chef du gouvernement, une Grèce qui travaille et qui produit, et non plus une Grèce qui consomme et qui emprunte, une Grèce sérieuse et responsable qui inspire confiance. Nous avons fait un vrai pas en avant ».

M. Mitsotakis s'est félicité des résultats obtenus sur les fronts de l'inflation, du déficit budgétaire, de la balance des paiements, de la croissance, des grands travaux, des privatisations et de la tenue de la drachme. Il a cité des rapports de l'OCDE et du FMI qui indiquent que le pays se trouve « sur la bonne voie » et qui soulignent la nécessité de persévérer. Selon lui, tous ces efforts seraient « récompensés » si les socialistes revenaient au pouvoir

avec leurs « expériences tiers-mondistes », le pays perdrait la confiance et sombrerait dans les erreurs du passé, dans « le déclin économique et national ».

M. Mitsotakis a promis, s'il est réélu, la fin de l'austérité, avec des augmentations - supérieures à l'inflation - des retraites, des revenus des fonctionnaires et des employés du secteur public. Le premier ministre n'a pas manqué, non plus, de lancer quelques coups bas en mettant en doute la capacité physique de M. Papandréou, âgé, lui, de soixante-quatre ans, à gouverner. « L'injure et les sous-entendus sont les seuls arguments qui restent à M. Mitsotakis », a rétorqué le dirigeant socialiste.

M. Papandréou, qui a subi un triple pontage coronarien pendant l'été 1988 à Londres, n'a plus la fougue d'antan et se contentera d'un nombre réduit de déplacements en province. Il a ouvert lui aussi, le week-end dernier, sa campagne à Salonique, en organisant un meeting monstre de quelque 300 000 personnes, une véritable démonstration de force.

« Nous allons délivrer la Grèce d'une élite onéreuse, obscurantiste et corrompue », a déclaré M. Papandréou, affirmant que la victoire du PASOK est « assurée ». Il a accusé M. Mitsotakis d'avoir « sapé l'avenir immédiat de l'économie grecque », en citant « le brochage » des entreprises publiques, « l'existence d'un chômage », « la crise de l'agriculture et des petites entreprises. Restait vague sur son programme, M. Papandréou a dit qu'il ne promettait « pas de miracle », mais qu'il pouvait « sortir le pays de la crise ».

Agé de quarante-deux ans, Antonis Samaras, le chef du POLA, qui a fait tomber le gouvernement de M. Mitsotakis, s'affirme comme l'homme de l'avenir, du « dépassement » des deux camps dominés par des hommes du passé. Héritier du nationalisme, il a accusé le premier ministre d'avoir « planté un poignard dans le dos de la Macédoine ». Mal organisé, sa campagne manque de souffle et de présence. Les hommes qui le soutiennent sont pour la plupart des transfuges de la Nouvelle Démocratie, ou même du PASOK, mis sur la touche depuis plusieurs années. Le POLA ne semble pas être en mesure de réaliser un score important, mais son résultat - la grande inconnue du scrutin - pourrait cependant être suffisant pour affaiblir la ND et apporter la victoire au PASOK.

Quant aux deux autres petits partis de gauche, le parti communiste KKE et la Coalition de gauche et de progrès, susceptibles de dépasser le seuil des 3 % pour accéder au Parlement, ils veulent tous deux être le troisième parti, devant M. Samaras - un pari improbable, surtout pour la Coalition, en perte de vitesse.

DIDIER KUNZ

AUJOURD'HUI, LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE S'ENGAGE SUR UN LONG TERME SÛR ET PERFORMANT.



NOUVEAU QUANTOR. LE PLACEMENT À DOUBLE GARANTIE.

A une époque où investir à court terme est devenu moins attrayant, rien n'est plus évident que de vous conseiller le long terme. Encore faut-il en accepter les risques ! Avec le nouveau Quantor, la Société Générale vous permet d'investir en bourse à long terme avec la double garantie de pouvoir profiter de la hausse de la bourse sans risquer votre capital. ■ **Performance.** Vous touchez 50 % de la hausse du CAC 40 au terme de votre placement. Si cela vous est plus favorable, la Société Générale vous garantit un rendement au minimum de 4 % l'an capitalisés. ■ **Sécurité.** Vous récupérez en fin d'investissement votre capital initial (hors droits d'entrée et hors rachats éventuels), majoré de la performance garantie. De plus, le nouveau Quantor existe en deux options fiscales particulièrement avantageuses : PEA (5 ans) ou Assurance-Vie (8 ans). Vous pouvez souscrire Quantor à la Société Générale du 15 septembre au 9 novembre 1993 au soir. **N° Vert 05060701**



CONJUGUONS NOS TALENTS.

PROCHE-ORIENT

Violences enfantines à Gaza

Grâce au dessin, au théâtre et aux jeux, des mères palestiniennes tentent d'apaiser la colère et l'inquiétude des plus jeunes

KHAN-YOUNIS (Bande de Gaza)

de notre envoyé spécial

Un préau planté dans le sable, un bâtiment préfabriqué et un mur qui tente de faire oublier les bidonvilles, les maisons délabrées d'à côté.

Elégantes, certaines habillées à l'occidentale, d'autres, le visage recouvert d'un voile, Nahida, Tahani, Amal et Itidal s'affairaient en compagnie de leurs amies. Elles enchevêtraient sur réunion, préparant du thé et des biscuits, discutant, s'emportant et plaisantant à propos de leurs divergences.

Certaines ont fait de la prison, d'autres ont distribué à manger dans les camps de réfugiés, participé aux manifestations, écrit leurs propres comités affiliés aux partis qui composent l'OLP. Nahida, Tahani, Amal et Itidal ont vu aussi grandir leurs enfants. Les cauchemars, la violence, le dégoût pour les jouets et souvent de longs silences, le secret.

Elles n'ont pas attendu l'accord de paix pour soigner ces derniers effets de la guerre. En 1991, elles ont été - avec l'aide de l'organisation Enfants réfugiés du monde - un centre d'animation qu'elles ont appelé « Al Shuruf Wal Amal ». En français, « Le lever du soleil, l'espoir ». Ou comment faire disparaître des esquisses et des dessins enfantins, les grenades et les mitraillettes, les soldats israéliens, les combattants palestiniens.

« Envie de frapper de tout casser »

« Regardez, ils commencent à raconter la vie », Amal, l'animatrice, sort les meilleures planches, Ibrahim, cinq ans, a peint les pyramides d'Égypte, des chameaux et des tentes de bédouins. Myriam, six ans, un champ de fleurs, des enfants et des ballons, une voiture arrêtée à un feu de circulation, un soleil gris. Bien sûr, Ibrahim et Myriam n'ont pas pu s'empêcher d'apposer dans un coin le croquis d'une arme, la gerbe d'une explosion.

Mais à côté des représentations habituelles des lésés de la mort, des poings arrachés, des fils barbelés, ou des poignards en forme de Palestine percant le cœur d'une étoile bleue - accompagnés du slogan « Ne meurs pas avant de tuer ton agresseur » - ces dessins « sont joyeux », dit Amal. Chaque jour, la jeune femme tente de convaincre les enfants de ne pas signer leurs œuvres des signes du mouvement palestinien.

« Force qu'ont eux, c'est la guerre, ils ont peur », moi je suis Hamas, moi je suis Fatah, moi je suis FPLP et ils racontent, déchirent les dessins de ceux qui ne sont pas de leur côté. Nous devons leur expliquer qu'ils doivent se respecter, qu'ils ont le droit de se respecter, qu'ils ont le droit de se respecter, qu'ils ont le droit de se respecter. « Si chacun déchire le dessin de l'autre, il n'y a plus de différence entre eux et ce nous formons un seul peuple, le peuple palestinien. Ils ont le droit de comprendre. Déjà, ils nous demandent à quel groupe nous sommes nous-mêmes affiliés ». Amal ajoute : « Si chacun déchire le dessin de l'autre, il n'y a plus de différence entre eux et ce nous formons un seul peuple, le peuple palestinien. Ils ont le droit de comprendre. Déjà, ils nous demandent à quel groupe nous sommes nous-mêmes affiliés ». Amal ajoute : « Si chacun déchire le dessin de l'autre, il n'y a plus de différence entre eux et ce nous formons un seul peuple, le peuple palestinien. Ils ont le droit de comprendre. Déjà, ils nous demandent à quel groupe nous sommes nous-mêmes affiliés ».

Un jour, Taha, onze ans, est venu au centre « très calme, doux et posé ». Taha s'est mis à écrire contre les enfants, « il était violent, il n'a rien voulu raconter ». Il est entré dans la « chambre des dessins » et s'est mis à peindre des soldats israéliens, avec au loin les « chebab » (les miliciens palestiniens armés et masqués) et « ou premier plan, un soldat qui donnait des coups de pied à un enfant ». Taha se promenait dans la rue lorsqu'il est tombé nez-à-

nez sur des manifestants et des soldats. Taha n'a rien dit, tout juste dessiné.

Amhan, quatre ans, est resté plusieurs jours figé, incapable de parler. Les animatrices ont tenté de l'interroger, elles sont allées enquêter dans la rue, à l'école, chez ses parents, « nous nous sommes relayées, ça lui faisait mal, mais il s'est expliqué : une nuit, des soldats israéliens avaient pénétré dans la maison à la recherche de son oncle. Celui-ci avait cherché à s'enfuir en enfilant un mur, les soldats avaient tiré, l'oncle s'était écroulé sur les clous qui avaient été scellés à l'extrémité du mur... ».

Depuis, Amhan n'a pas voulu sortir, ni se séparer de son père. « Il demandait à être occupé, même pour aller du salon à la cuisine. Son père ne l'a pas supporté, il avait tendance à être violent... » Au centre d'animation, Amhan n'a plus le goût de jouer, ni de dessiner.

Certains enfants arrivent le matin et « on sent qu'ils ont une envie de frapper, de tout casser ». Particulièrement après les nuits de persécution. « Les soldats ne nous ont pas empêchés de détruire à l'intérieur des maisons », affirment les animatrices. Sharif, lui, a vu des Palestiniens massés entrer chez lui et frapper son oncle avec des barres de fer, lui tirant plusieurs balles de revolver dans les genoux, le traînant par terre en l'accusant de « boire de l'alcool, de fumer du hashish ».

L'onele banni pour cause de « danger pour la sécurité », le père fait prisonnier et déjà condamné à douze années de détention dans les geôles israéliennes, Sharif s'est retrouvé, à l'âge de douze ans, « le seul homme de la famille, par conséquent, l'unique responsable, de ses cinq sœurs, pour sa mère et sa tante il était effrayé. Incapable de se concentrer plus d'une minute sur une activité, il frottait avec méchanceté en cherchant à faire très mal, il ne peignait qu'avec des couleurs grises et noires. Il était devenu le petit homme, que nous, les animatrices, devions respecter lorsqu'il nous ordonnait, par exemple, de ramasser ses jouets ».

Amal et Itidal se souviennent des heures passées à discuter avec lui et le rassurant, lui expliquant qu'il n'était pas le seul à connaître ce genre de situation, lui proposant des idées de conciliation dans les sabbats qu'ils faisaient jouer aux enfants. « Il a fini par accepter ». Sharif, au théâtre, dans des habits de juge de paix chargé d'apaiser la fureur de deux combattants. « On sentait bien qu'il avait envie de se battre », Sharif, tenant son rôle de juge, jusqu'à ce qu'il ait dit : « Ça l'a calmé ». Petit père de famille, complètement déboussolé.

Quand l'espoir renaît

Grâce au théâtre, à la musique et à la ludothèque, on tente d'oublier et de se réconcilier avec les jeux, les jouets. « Leur premier réflexe quand ils ont un Lego, c'est de le reconstruire une armée. Dans la cour, les uns font les israéliens, les autres les palestiniens et ils s'amusent à se faire une Intifada ». Les animatrices les détournent alors vers une séance de « Kapla », du nom de ces poutrelles de bois que les enfants assemblent selon leur imagination, construisant des ponts, des immeubles ou des maisons. Les petits bagarriers deviennent des architectes, des « designers », obligés de penser aux formes qu'ils vont élaborer, allant du simple au compliqué. « Mais certains se retiennent de ne pas tout balayer ».

On essaye aussi de reconstruire un climat de sécurité, « ce qui n'était pas évident pendant l'Intifada : nous-mêmes, nous n'étions pas rassurés », explique Itidal, qui, avec son salaire d'animatrice, fait vivre une famille entière de douze personnes. « Souvent les écoles étaient fermées et quand elles fonctionnaient, les enfants quittaient la violence de la rue pour retrouver celle de leurs professeurs. Ceux-ci étaient facilement dépassés, avec des classes de cinquante enfants, sans vraiment de formation, ils avaient pris l'habitude de la frapper. Aujourd'hui, ils ont envie de changer, certains viennent nous voir pour discuter ».

Petit à petit, les trois cents enfants inscrits au centre auraient,

si l'on en croit les animatrices, retrouvé une « sociabilité, développé leurs capacités de concentration, une envie de jouer ». Ils auraient appris « à moins crier, à écouter, à respecter l'autonomie, la liberté, même s'ils ont du mal à admettre les règles, les limites qui leur sont imposées ». Auparavant, les enfants souffraient pour la plupart d'« instabilité, d'hyper-activité, d'agressivité, d'anxiété et d'une tendance à la dépression ». Mieux de têtes, perte d'appétit, douleurs, insomnies et crampes d'estomac. Les animatrices du centre de Khan-Younis savent qu'elles ne peuvent pas tout régler, que tout « est long », qu'il « faut parler, parler... ».

Le jour de la signature de l'accord de paix à la Maison Blanche, les comités de femmes tenaient justement un conseil d'administration décidant de l'événement de leur institution. « Évidemment nous avons regardé la télévision, nous étions fermement divisées, mais on en a rigolé, raconte Tahani. Celles qui n'étaient pas d'accord avec Arafat ont dit aux autres : Maintenant que vous avez des chances d'être au gouvernement, nous attendons de voir comment vous allez nous recevoir... ».

Récemment, le centre a été attaqué par des hommes du FPLP et du PC. « Comme nous balayons toutes les sensibilités de l'OLP, il s'est trouvé des femmes du FPLP et du PC, qui comme toutes les autres ont protesté ». Mieux, elles n'ont pas été sans exercer une certaine influence sur les militants de leur propre parti.

« Et le résultat, c'est que les « chebab », nous venons nous proposer de rembourser ce qu'ils avaient cassé. » Les femmes de l'Intifada disent qu'elles ont appris à vivre comme cela : « Avec des divergences, mais qui ne changent rien à ce qu'elles veulent faire sur le terrain ». D'ailleurs, lors de ce conseil d'administration, où elles avaient, la tête à Washington, celles-ci ont décidé de créer un nouveau centre à l'intention des adolescents. Un deuxième « Lever du soleil », ou deuxième « Espoir » à Khan-Younis. Déjà, elles pensent à d'autres centres sur la bande de Gaza.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Le Hamas revendique plusieurs attentats-suicides contre des Israéliens

Le mouvement de la résistance islamique Hamas a revendiqué, dimanche 26 septembre, une tentative d'attentat à la voiture piégée perpétrée dans la matinée par un Palestinien, près d'une colonie israélienne dans la bande de Gaza.

Plusieurs activistes du Hamas ont revendiqué, par haut-parleurs dans des mosquées de Gaza, la responsabilité de cet attentat. Selon eux, le Palestinien qui a été tué était membre du Hamas. Arafat Mahdi conduisait une voiture remplie de grenades et d'explosifs, qui a explosé à 1 kilomètre des limites de l'implantation de Netzarim, dans

le sud de la ville de Gaza. Son corps a été retrouvé dans l'épave déformée du véhicule. Les activistes du Hamas ont également revendiqué deux autres attentats-suicides, commis les 12 et 14 septembre, et qui avaient visé respectivement un autobus des autorités pénitentiaires et le quartier général de la police de Gaza.

Samedi, un soldat israélien avait été légèrement blessé à coups de couteau dans le cou par un Palestinien à un barrage établi à El Bireh en Cisjordanie. La Palestine avait réussi à s'enfuir. (AFP)

Les caméras de surveillance de l'ONU ont été activées en Irak

Un responsable de l'ONU a annoncé, dimanche 26 septembre à Bagdad, que six caméras de surveillance installées par l'ONU sur deux sites d'essai balistique irakiens, avaient été activées la veille. Il s'agit des sites de Yamm al-Azim et al-Rafah, à une soixantaine de km au sud de Bagdad.

« Les caméras sont actuellement opérationnelles et transmettent des images vers le bureau de l'ONU à

l'hôtel Sbaroto à Bagdad », a affirmé Guy Martelle. Des employés de l'ONU « sont sur place pour surveiller les caméras ». Cette mesure est la première application concrète du programme de surveillance à long terme de l'armement de l'Irak. Elle était la condition de la poursuite des pourparlers entre les Nations unies et Bagdad sur les questions de désarmement. (AFP)

Dans une grande Université CALIFORNIE FLORIDE

Stage linguistique ou Études
Départs possibles tous les 2 mois, en 1994 : 50 000 F env., semestre (4 mois) : 28 000 F env.
Cours, logement, repas inclus
University Studies in America
CEPES, 42, av. Bosquet, 75007 PARIS
(1) 45-60-28-28

« Palestine cherche policiers... »

En Cisjordanie et à Gaza, des milliers de jeunes gens se présentent aux bureaux de recrutement du Fath

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Nom, prénom, adresse, profession, âge, mensurations... Malgré les heures d'attente qu'on lui avait fait subir à la porte du tout nouveau bureau du Fath, le premier étage d'un petit immeuble à Jérusalem-Est, Maher ne regrettait pas d'être venu. « Jusque-là, c'est facile », pensa-t-il en mâchonnant son crayon. Dans la cage d'escalier, derrière la porte, plusieurs dizaines de jeunes gens, et même deux ou trois filles déjantées, en jeans et tennis, patientaient à leur tour.

Il sont formés, commis d'épicerie, coursiers, chauffeurs-livriers, maçons, couvreurs, journaliers agricoles, ou tout simplement dévoués, ébénistes depuis des années parfois. Ils sont grands ou courts, barbus ou pleins, sportifs ou un peu affaiblis, mais tous ont la même ambition : entrer dans la future maréchaussée palestinienne.

L'OLP n'a même pas eu besoin d'imprimer des affiches. Une simple annonce publiée la semaine précédente dans *Al Quds*, le quotidien arabe de Jérusalem-Est, a suffi pour déclencher le grand rush. Partout, à Naplouse, Jérusalem, Hébron, Beït-Léhem, Gaza, et partout, depuis le 24 septembre, les bureaux de recrutement du Fath ont été pris d'assaut.

« Sur instruction de son excellence, le frère Yasser Arafat, disait l'encart publicitaire, il a été décidé de mettre en place une force de police palestinienne pour préserver la sécurité des citoyens, leurs propriétés et leur souveraineté sur les terres (...). Âgés de 18 à 35 ans, les candidats devront se présenter avec leurs papiers d'identité et quatre photos aux adresses suivantes... »

En vingt-cinq ans d'occupation de la Cisjordanie et de Gaza, la consigne militaire israélienne n'avait jamais vu cela... Mais depuis « la poignée-de-main-du-siècle » entre Itzhak Rabin et Yasser Arafat, le 13 septembre à Washington, « on ne s'encombre plus de rien », grogne le censeur. Pensez donc ! On a même vu samedi, dans la vieille ville arabe, un juif religieux, avec kippa sur le crâne et ôble de prière blanc sur les épaules, jouer au jacquet ou pleine rue avec un boutiquier palestinien de la via Dolorosa. A deux cents mètres du Mur des lamentations et un jour de Kippour ? Qui. Des photographes français qui passaient par là ont

mitraillé la scène à bout portant. Incroyable ? « Bof, les choses changent tellement vite ces temps-ci... »

Au « bureau du Fath », dans la grande salle réservée aux candidats-policiers, Maher a retourné le formulaire. Ses yeux bruns courent sur le texte arabe. Ses sourcils se froncent, le jeune homme pose le stylo sur la longue table de formica, et s'adosse à la chaise plastique. Pas de doute, cela devient plus compliqué : « Expliquez vos motivations. Pourquoi voulez-vous entrer dans les services de sécurité palestiniens ? Quel rôle ces services devront-ils jouer ? ». Maher réfléchit. Les accords conclus entre Israël et l'OLP sont formels : dans la période intermédiaire de cinq ans, au cours de laquelle ils s'autogouverneront, « les Palestiniens mettront en place une force de police puissante... ».

Vingt-cinq mille à trente mille hommes

Oui, mais pour quoi faire exactement ? Empêcher les colons juifs de se livrer aux provocations annoncées par les plus extrémistes d'entre eux ? Arrêter les Palestiniens du même tonnerre qui ont juré de tout faire pour s'opposer au processus de paix ? Abou Ammar, nom de guerre d'Arafat, n'a fait savoir qu'une seule chose : il veut une force de vingt-cinq mille à trente mille hommes, dont entre dix mille et douze mille seront des Palestiniens « de l'intérieur ». Les autres, dont plusieurs centaines sont déjà entraînés en Égypte et en Jordanie, viendront des contingents de l'Armée de libération de la Palestine (ALP), en exil depuis 1967 dans différents pays arabes.

Jusque-là, ça va. Seulement, depuis l'annonce de cette répartition, les territoires occupés regorgent de méchantes rumeurs. Le « président » n'aurait pas une grande confiance dans « l'intérieur ». Non seulement il mettrait son veto au recrutement de Palestiniens liés à d'autres groupes politiques que celui qu'il a fondé (le Fath, principale composante de l'OLP), mais encore, mis à part certains notables qu'il connaît personnellement - et encore pas tous... -, il n'aurait pas du tout l'intention d'attribuer de vraies missions de confiance aux gens de Cisjordanie et de Gaza. « Les moi-

khbarat, les agents qui s'occupent directement de la sécurité intérieure et notamment de la lutte contre les dissidents palestiniens, seront exclusivement recrutés parmi les extérieurs de l'ALP », susurre-t-on à Jérusalem-Est.

Penché sur son papier, Maher réfléchit. Doit-il se montrer extrêmement prudent comme le lui souffle son voisin de table ? Faut-il se contenter de postuler un emploi de fic de des rues, bon pour régler la circulation et courser les voleurs de poules ? Ou bien faut-il se montrer ambitieux au risque de perdre toute chance d'être embauché ? Maher choisit le premier terme de l'alternative. Il sait que les heureux élus - Sarhan Salameh, le patron du bureau de recrutement nous l'a fait savoir tout à l'heure - seront choisis « parmi les mieux éduqués ». Or, à l'instar de dizaines de milliers de jeunes Palestiniens, Maher n'a pas pu, on pas voulu, terminer ses études secondaires. « L'Intifada, vous comprenez... ».

C'est prévu. « Si vous n'avez pas fait d'études secondaires, expliquez pourquoi », demande le formulaire. « Avez-vous été détenu ? Quand, où, combien de temps, pour quels motifs ? Attention ! Avoir séjourné dans une geôle israélienne n'est pas rédhibitoire. Au contraire. Sarhan Salameh, qui a lui-même été condamné vingt et un ans de prison en 1976 « pour activités militaires », consent-il à lâcher, très énigmatiquement, puis libère après neuf ans de cellule dans le cadre d'un vaste échange de prisonniers, Sarhan ne cache pas que les comités de sélection à l'un à Jérusalem-Est, l'autre à Tunis au siège de l'OLP - préfèrent ceux qui ont « une certaine expérience militaire ».

Israël s'appropriant, selon toute vraisemblance, à libérer l'essentiel des dix mille Palestiniens détenus dans les camps militaires et les prisons - à l'exception de ceux qui ont été jugés coupables de terrorisme actif ayant entraîné des morts ou des blessures graves - les candidats ne vont pas manquer. Bien entendu, confirme M. Salameh, les droits communs « seront écartés ». D'ailleurs, comment pourrions-nous répondre à cette autre question qui trépigne tant notre jeune Maher : « Selon vous, de la sécurité ou des droits de l'homme, qu'est-ce qui est le plus important ? ». Bonne question pour État en gestation...

PATRICE CLAUDE

A TRAVERS LE MONDE

CENTRAFRIQUE

Mise en garde des autorités contre tout « débordement » populaire

Les autorités centrafricaines ont mis en garde, samedi 25 septembre, la population contre tout « débordement » lors de la proclamation des résultats des élections présidentielle et législatives, dont le deuxième tour a eu lieu le 19 septembre. Les résultats officiels des élections devaient être annoncés lundi 27 septembre à Bangui.

Les deux candidats arrivés en tête à l'issue du premier tour, l'ancien premier ministre Ange-Félix Patassé, candidat du Mouvement pour la libération du peuple centrafricain, et Abel Gombé, de la Coordination des forces démocratiques, seraient « dans un mouchoir de poche », nous a confié, par téléphone, un diplomate occidental qui considère cette situation comme « explosive », car elle risque d'engendrer une vive contestation entre les partisans des deux candidats.

HAUT-KARABAKH

Première rencontre des présidents arménien et azerbaïdjanais

Le chef de l'État arménien, Levon Ter-Petrossian, et le président en exercice de l'Azerbaïdjan, Gueidar Aliyev, ont eu un entretien à huis clos, samedi 25 septembre, au ministère des affaires étrangères de Moscou - le premier tel genre depuis le début du conflit autour du Haut-Karabakh, il y a six ans.

M. Aliyev a indiqué que les conversations avaient porté sur des moyens de régler pacifiquement le conflit et que les deux hommes sont tombés d'accord « sur plusieurs sujets ». M. Ter-Petrossian a

déclaré que des « facteurs positifs se sont manifestés dernièrement, permettant d'espérer un règlement rapide ». Un cessez-le-feu jusqu'au 5 octobre avait été conclu à la mi-septembre entre Arméniens du Haut-Karabakh et Azerbaïdjanais, ces derniers ayant accepté la tenue d'un « prochain sommet » entre M. Aliyev et M. Robert Kotchikjan, président du Comité de défense du Haut-Karabakh, région qui s'est déclarée indépendante et vient d'être reconnue comme « partie au conflit ». Aucune information officielle n'a cependant été diffusée sur un sommet Aliyev-Kotchikjan, qui était attendu ce week-end à Moscou.

SUISSE

Le contrôle renforcé des ventes d'armes est approuvé par référendum

Les électeurs suisses se sont prononcés, dimanche 26 septembre, en faveur d'un contrôle renforcé sur les ventes d'armes, qui permettra au pays de se doter d'une législation nationale empêchant la vente libre d'armes semi-automatiques, ce qui est actuellement le cas, dans de nombreux cantons de la Confédération helvétique.

Les électeurs ont également approuvé une initiative visant à faire un jour férié du 1^{er} août, date de la fête nationale célébrant l'union des trois premiers cantons helvétiques en 1291. Cette proposition avait vivement été combattue par le patronat. Enfin, un arrêté fédéral visant à améliorer la protection des chamois a été adopté à une majorité de 70,4 %. L'indemnisation des personnes privées d'emploi sera allongée de cent jours, et 85 % des coûts engendrés par la formation d'un chômeur en vue de sa réinsertion professionnelle seront subventionnés. (Reuters, AFP)

CENTRE POUCHKINE

ESPACE RUSSIE

COURS DE RUSSIE TOUTS NIVEAUX,

TOUTES FORMULES,

SPECIALISÉ AU FONDAMENTAL

STAGES INTENSIFS EN IMMERSION

FORMATION ENTREPRISES

CONFÉRENCES, SÉMINAIRES,

RENCONTRES

61, rue Boudreau 75116 PARIS

Tél. 44.05.64.20 Fax 44.05.64.21

(Brochure sur simple demande)

طريق ١٥٥٠

Palestine cherche policiers...

En Jordanie et à Gaza, des milliers de policiers sont en formation pour lutter contre le terrorisme.

PALESTINE

Les autorités palestiniennes ont lancé une vaste opération de recrutement de policiers. Des milliers de jeunes sont actuellement en formation dans des camps d'entraînement à Gaza et à Jérusalem. L'objectif est de créer une force de police professionnelle capable de lutter contre le terrorisme et de maintenir l'ordre public dans les territoires occupés.

La formation est supervisée par des instructeurs israéliens et internationaux. Les futurs policiers seront équipés de matériel moderne et recevront une formation théorique et pratique complète.

Cette initiative est considérée comme une étape importante dans le processus de réconciliation et de construction d'un État palestinien démocratique.

Les autorités palestiniennes ont également lancé une campagne de sensibilisation pour encourager les citoyens à collaborer avec la police et à signaler toute activité suspecte.

Israéliens

Les autorités israéliennes ont également lancé une opération de recrutement de policiers. Des milliers de jeunes sont actuellement en formation dans des camps d'entraînement à Gaza et à Jérusalem.

La formation est supervisée par des instructeurs israéliens et internationaux. Les futurs policiers seront équipés de matériel moderne et recevront une formation théorique et pratique complète.

Cette initiative est considérée comme une étape importante dans le processus de réconciliation et de construction d'un État palestinien démocratique.

Les autorités israéliennes ont également lancé une campagne de sensibilisation pour encourager les citoyens à collaborer avec la police et à signaler toute activité suspecte.

Les autorités israéliennes ont également lancé une opération de recrutement de policiers. Des milliers de jeunes sont actuellement en formation dans des camps d'entraînement à Gaza et à Jérusalem.

La formation est supervisée par des instructeurs israéliens et internationaux. Les futurs policiers seront équipés de matériel moderne et recevront une formation théorique et pratique complète.

AFRIQUE

Angola : la guerre des villes

L'armée gouvernementale contrôle 65 % de la population et l'UNITA occupe les trois quarts du pays. Les combats se concentrent autour des grandes cités.

LUANDA ET HUAMBO

de notre envoyé spécial

Ce n'est qu'un léger réajustement, à peine la promesse d'un avenir moins sombre, mais à Luanda, dans les cercles gouvernementaux et militaires, il n'en a pas fallu plus pour faire naître l'espoir que le cours des événements pourrait s'inverser.

Jamais, depuis mars dernier, les autorités angolaises n'avaient manifesté autant d'optimisme. A l'époque, après deux mois d'une âpre bataille, la ville de Huambo venait de tomber aux mains de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA). Quelques semaines plus tard, la ville pétrolière de Soyo, perdue et reprise une première fois, retombait aux mains des rebelles.

Rien ne semblait alors devoir arrêter l'avance des troupes de Jonas Savimbi.

Entre la fin 1992, lorsque l'UNITA a repris ses opérations militaires, après sa défaite électorale de septembre, et le début de l'été 1993, le territoire contrôlé par les Forces armées angolaises (FAA) n'a cessé de se rétrécir. Formellement, le gouvernement contrôle toujours 65 % de la population et 14 des 18 capitales provinciales du pays, mais plusieurs d'entre elles sont encerclées, isolées en milieu hostile, incapables de survivre sans un ravitaillement aérien aléatoire. Seule une bande côtière englobant, du nord au sud, le long de l'Atlantique, les villes de Luanda, Sumbe, Lobito, Benguela, Lubango et Namibe échappe totalement à l'ennemi. Encore l'UNITA tient-elle, au nord, la ville pétrolière de Soyo et, depuis le 28 août, le port d'Ambriz.

Rien n'autorise donc à paroisser si ce n'est, souligne le général «T», que depuis quelques semaines, les FAA sont passées à la contre-attaque.

«En 1991, au moment de la discussion des accords de paix, explique-t-il, nous étions de graves problèmes logistiques. Notre armée comptait 300 000 hommes. Conformément aux accords, nous avons démobilisé. Il en a résulté une pagaille monstrueuse qui n'a fait qu'accentuer nos difficultés. Les officiers restés en fonctions n'avaient plus d'autorité, les soldats s'étaient débandés, parfois en emportant le matériel. Lorsque la guerre a repris, nous n'avions plus d'outil militaire. La défaite de Huambo, en mars dernier, ne s'explique pas autrement : nous avons été incapables de dominer les problèmes logistiques. Nous avons dû repartir de zéro, tout réorganiser.»

Regain de confiance

C'est ce choix, intervenu au terme d'un difficile débat politico-financier au sein du gouvernement, qui serait à l'origine du regain de confiance de l'état-major angolais. En quelques semaines, d'énormes efforts ont été consentis pour rendre opérationnelle une force qui n'avait plus d'armée que le nom. Cette réorganisation est visible jusque dans les rues de la capitale, où l'on croise des militaires vêtus d'uniformes neufs et bien coupés, circulant à bord de véhicules tout terrain fournis par le Portugal.

Les policiers ont été repris en main : désormais sobres, ils n'exigent plus systématiquement l'argent qu'ils extorquaient aux automobilistes contrôlés la nuit.

La police militaire multiplie les interventions, pourchassant les jeunes, qu'une loi récente appelle sous les drapeaux. En juillet dernier, une rafle effectuée dans un quartier de Luanda pour interpellier les insoumis a tourné à l'affrontement armé : dix policiers y auraient trouvé la mort. «Nous avons besoin de plus de 100 000 soldats», explique le général «T» (certains experts avancent le chiffre de 240 000), et la mobilisation est difficile, surtout dans les villes.

Puoi qu'il en soit, l'armée angolaise a bat à nouveau, arrivant même à desserrer l'étau de l'adversaire. Cuito, capitale de la province de Bié, au centre du pays, assiégée et violemment bombardée par les forces de Jonas Savimbi depuis le début janvier, n'est toujours pas tombée, alors que le chef d'état-major de l'UNITA, le général Arlindo Pena «Ben-Ben», laissait entendre, en avril dernier, que ce n'était plus qu'une question de jours. De même, les villes de Malange, Menongue et Luena, elles aussi assiégées par l'UNITA depuis de longs mois, ont réussi à élargir leur périmètre de sécurité, ce qui permet maintenant aux avions ravitailleurs de s'y poser.

Début août, les FAA ont lancé leurs troupes en direction de Huambo, le fief de Jonas Savimbi, qui a subi une centaine de raids aériens en un mois. Avancé à partir de Benguela, elles ont repris à l'UNITA les villes de Cubal et Ganda, réussissant à mettre en ligne des troupes et des unités de commandos convenablement équipées. Tous les milieux informés de la capitale angolaise tiennent pour acquis que les FAA s'apprêtent à lancer, dans les prochaines semaines, une offensive de grande envergure pour reconquérir Huambo.

Le général «T» ne confirme ni ne dément : «Notre but est d'établir des périmètres de sécurité autour des grandes villes, puis de rétablir les communications entre les régions, d'ici en désignant sur la carte les points où ses forces avancent. Si nous passons comme prévu, nous aurons repris toutes les capitales de province d'ici un an. D'une façon générale, Savimbi ne peut pas tenir. Mais il peut faire durer. Tout dépendra de nos moyens.»

Pour le gouvernement de Luanda, la réside sans doute la principale difficulté. Comme le dit un haut fonctionnaire : «Nous n'avons pas de problèmes de journaux, nous n'avons pas de problèmes de paiement.» Fortement endettée, ne vivant que de sa production pétrolière — les régions diamantifères de l'est sont sous contrôle de l'UNITA — que l'on dit hypothéquée pour deux ou trois ans, l'Angola a du mal à régler l'effort de guerre qu'elle s'impose. Il faut payer cash des États qui, usés à un, lèvent les restrictions qu'ils avaient mises à leurs livraisons militaires, sans pour autant consentir les crédits qui per-

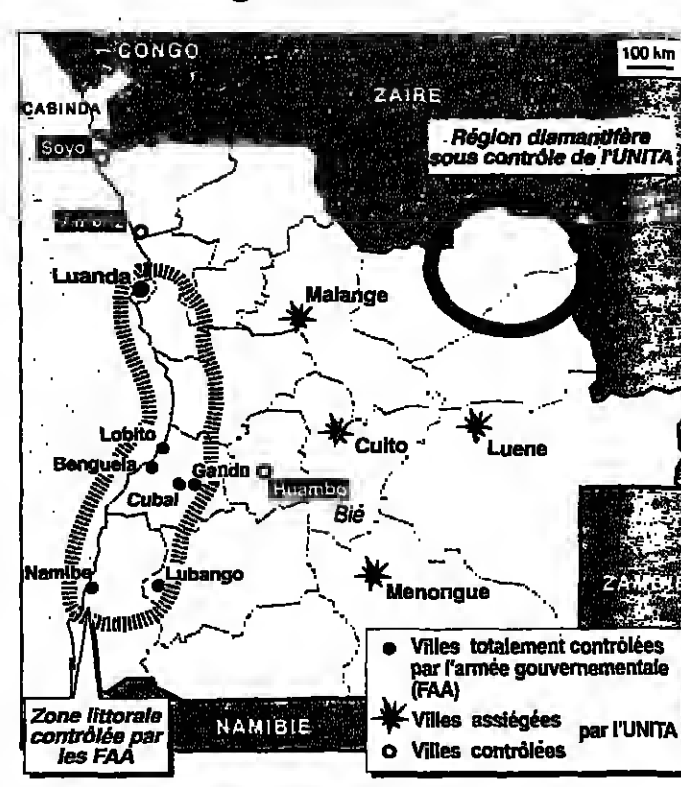
mettraient de respirer. «L'armée frappe à la porte de tous les pays, confie l'attaché militaire d'une ambassade occidentale. Elle demande des armes, des matériels, de la formation et même des uniformes.» Parfois avec succès.

Selon la communauté diplomatique, plusieurs centaines de commandos seraient à l'entraînement au Brésil. L'Ukraine et Israël auraient livré des armes. Des fusils Galil et des pistolets Jericho ont été récupérés sur les champs de bataille par l'UNITA. Tel voyageur jure avoir vu à l'aéroport de Benguela, d'où s'envolent les avions qui bombardent Huambo, des techniciens radars coréens. Selon Jonas Savimbi, Jérusalem entrainerait des pilotes et fournirait une aide logistique à l'aviation angolaise. Enfin, et malgré les démentis insistants de Luanda, il paraît assuré

que des mercenaires sud-africains, anciens des troupes spéciales et des services de renseignement, entraînent leurs anciens ennemis, sous la couverture d'«agents de sécurité» chargés de la protection des installations pétrolières.

«La qualité des combattants»

Autant de menaces qui, à Huambo, ne paraissent pas émouvoir le général Antonio Urbano «Chassanha», du bureau des opérations de l'UNITA. Planifié devant une carte, cet officier blanc, ancien de l'armée portugaise, qui a choisi le camp de Jonas Savimbi lors de l'indépendance angolaise en 1975, affirme que



l'UNITA maîtrise parfaitement la situation. La résistance des FAA encerclées n'est, selon lui, que circonstancielle, et la comparaison des pertes subies par l'un et l'autre camp parle d'elle-même : depuis le 9 janvier, l'UNITA n'aurait eu à déplorer «que» 262 morts, contre 7 653 dans les rangs ennemis, bilan partiel auquel il conviendrait d'ajouter les milliers de morts de la bataille de Cuito, toujours en cours.

La quantité d'armes récupérées à l'adversaire serait impressionnante : près de 11 000 fusils d'assaut AK-47, quelque 12 000 obus, des véhicules blindés, des canons, toutes choses qui mettraient l'UNITA à l'abri du besoin pour longtemps. C'est à peine si le général «Chassanha» admet que ses troupes connaissent des difficultés de ravitaillement en carburant. Mais, ajoute-t-il, «dans une guerre, ce n'est pas le matériel qui est décisif, mais la qualité des combattants». Ces derniers, en tout cas, ne semblent manquer de rien. Dans les rues de Huambo, comme sur les routes de la province, ils apparaissent convenablement équipés, vêtus et chaussés, ce qui n'était pas toujours le cas il y a quelques mois.

Jonas Savimbi semble tout aussi confiant. Vêtu d'un treillis dépourvu d'insignes, il reçoit ses visiteurs dans le salon d'une maison anonyme, entouré d'une poignée de collaborateurs qui ne pipent mot. Lui-même, déjà avancé, mais dans le collier se croisent des généraux en armes qui viennent au rapport ou s'en retournent au front, saluant brièvement des camarades qu'ils n'ont pas vus depuis plusieurs mois. «Nous ne faisons que nous défendre», affirme le chef de l'UNITA, mais nous voulons être libérés. Nous continuerons tant que nous n'aurons pas la garantie que notre survie n'est plus menacée.

«La guerre sera longue et cruelle, et il y aura beaucoup de morts», lui avait, par avance, répondu le général Joao de Matos, chef d'état-major des FAA. A l'évidence, jamais les chances de paix n'ont été aussi minces, même si, dans les coulisses, les diplomates s'affairent à susciter une solution politique.

GEORGES MARION

L'embargo de l'ONU contre l'UNITA entre en vigueur

L'embargo pétrolier et militaire, décrété le 15 septembre par le Conseil de sécurité de l'ONU contre l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) de Jonas Savimbi, le mouvement rebelle considéré comme responsable de la poursuite de la guerre civile, est entré en vigueur samedi 25 septembre à minuit.

En l'absence d'une notification du secrétaire général de l'ONU au

n ALGERIE : Incendies criminels dans des installations industrielles. Selon les services de sécurité algériens, des installations industrielles ont été détruites par des incendies criminels dans la nuit du samedi 25 au dimanche 26 septembre. Il s'agit d'une usine de production d'appareils électroniques près de Sidi-Bel-Abbes, dans le Sud-Ouest, et de certains bâtiments de l'entreprise des infrastructures ferroviaires de Boufarik, près d'Alger. Depuis le début de l'été, les incendies criminels, attribués aux groupes armés islamistes, se sont multipliés en Algérie. — (AFP)

o Un étudiant congolais défenestré dans l'est algérien. Un étudiant congolais, dont l'identité n'a pas été révélée, a été défenestré samedi 25 septembre à Annaba, dans l'est algérien, a indiqué le quotidien le *Matin*. Selon le journal, le ressortissant congolais était connu des services de sécurité pour ses «démarches avec ses compatriotes et avec les Algériens», en raison de ses fréquentations féminines. — (AFP)

DANS NOTRE PROCHAIN NUMERO

Le Monde INITIATIVES

AFRIQUE DU SUD : répondant à l'appel de Nelson Mandela

Les États-Unis et le Commonwealth lèvent leurs sanctions économiques

L'appel lancé, vendredi 24 septembre, par le président du Congrès national africain (ANC), Nelson Mandela, pour la levée de toutes les sanctions économiques frappant encore l'Afrique du Sud, a été entendu. Le président Bill Clinton et le secrétaire général du Commonwealth (qui comprend 50 pays) ont décidé de lever les dernières sanctions économiques et commerciales encore en vigueur contre Pretoria.

Le chef de l'exécutif américain, qui a appelé ses compatriotes à investir en Afrique du Sud, a également indiqué que les États-Unis «allaient prendre les mesures nécessaires» pour permettre des prêts du Fonds monétaire international à l'Afrique du Sud. La Nouvelle-Zélande, l'Australie et l'Inde ont suivi. Les États-Unis et le Commonwealth, tandis que le FMI, par la voix de son directeur général, Michel Camdessus, s'est engagé à contribuer à la transition démocratique dans ce pays.

M. Camdessus, qui venait de rencontrer le chef de l'ANC, a évoqué une prochaine aide financière du FMI — de 800 à 850 millions de dollars — destinée à atténuer les effets de la sécheresse et de la faiblesse des prix à l'exportation. Le directeur général du FMI, qui doit également rencontrer le président Frederik De Klerk à Washington dans quelques jours, a souligné qu'il «revient maintenant aux Sud-Africains de décider de la date et de l'importance de l'engagement du FMI».

De son côté, la Communauté européenne s'est félicitée des «événements» récents en Afrique du Sud.

LANGUES & AFFAIRES

FORMATION ET DIPLOMES DE LANGUES

AFFAIRES - GESTION - COMMUNICATION
Chambres de commerce étrangères - Certifiants européens de langues - TOEFL - Université de Cambridge...
Enseignements à distance toute l'année, tous niveaux
Documentation et tests gratuits à
Langues & Affaires - Service 5406, 35, rue Collange
92303 Paris-Levallois. Tel. (1) 42-70-81-88
Fax : (1) 47-31-80-96 Minitel : 36-15 LANGAF

SCIENCE & VIE HIGH TECH

LE MAGAZINE DE L'IMAGE ET DU SON

TÉLÉVISION

Comment installer votre antenne satellite ?

Science & Vie High Tech vous explique clairement comment réaliser votre installation de réception.

PHOTO

Les zooms 28-70 mm testés pour vous.

SON

Les cassettes audio au banc d'essai

LE MAGAZINE DE L'IMAGE ET DU SON

POLITIQUE

L'inauguration du mémorial des Lucs

Soljenitsyne a rendu hommage à l'insurrection vendéenne de 1793

LA ROCHE-SUR-YON

de notre envoyée spéciale
Week-end vendéen sous les ovations pour Alexandre Soljenitsyne qui, devant une assistance évaluée à quelque 30 000 personnes, présidait, samedi soir 25 septembre, l'inauguration du mémorial des Lucs-sur-Boulogne (le Monde du 25 et des 26-27 septembre) à l'invitation du président du conseil général de Vendée, Philippe de Villiers, son guide et son hôte pendant tout le séjour. La première étape du voyage vendéen avait été consacrée, le vendredi soir, à l'impressionnante « cinéscénie » du Puy-du-Fou, conçue et mise en scène par Philippe de Villiers et qui, depuis 1978, a dépassé sept cent mille spectateurs.

Dimanche, était-ce un désir de retour à la littérature, Soljenitsyne s'est rendu à Saint-Gilles-Croix-de-Vie pour y découvrir, près des dunes, une stèle à Maria Tsavtseva, un des plus grands poètes russes du vingtième siècle, qui, exilée depuis 1922, avait séjourné en Vendée en 1926 après son arrivée en France. « Je suis heureuse d'être en Vendée, qui a donné jadis un si magnifique élan de liberté », écrit-elle le 9 mai 1926.

Convité à célébrer le bicentenaire de la Terreur et des guerres de Vendée, l'auteur de *L'Archipel du goulag* avait dit à Bernard Pivot, dès son arrivée, à la stupéfaction



Même s'il n'est pas certain que l'homme qui a affirmé aux Lucs, le samedi soir, que « la liberté détruit l'égalité sociale » ait été sensible à l'attention du metteur en scène superposant au mot « liberté », qui marque la fin du spectacle, le mot *svoboda*...

M. de Villiers : le pardon n'est pas l'oubli

Le lendemain, l'inauguration du mémorial des Lucs, admirablement réglée devant une foule enthousiaste pour un homme qui a fait l'histoire, « l'homme qui a délivré son peuple et qui a délivré son siècle », qui réunissait des discours et un beau concert avec l'orchestre de la Capella de Saint-Petersbourg, la cantatrice Katia Ricciardi et des centaines de choristes des chorales de Vendée, faisait penser, paradoxalement, à la fête à une messe et à un grand meeting, tels que savaient les organiser jadis les Soviétiques. Il était piquant d'entendre, avant la lecture par Jean Piat du récit historique d'Alain Decaux sur les « colonnes infernales » du général Turreau, l'ex-ministre du gouvernement Rocard proclamer crânement, malgré quelques buées, qu'il était « profondément attaché aux valeurs de la Révolution française » dont il fallait « reconnaître publiquement » les erreurs.

Reste l'utilisation politique d'un

tel événement. Les élus de gauche du sud du département, même ceux dont les ancêtres avaient combattu en 1793, avaient fait savoir qu'ils seraient absents de ces manifestations. Il est certain que, dans le bocage, cette visite historique aura des répercussions et que cet hommage à la persécution ne peut pas ne pas donner lieu à une « récupération » politique. Non pas, bien sûr, de la part de Soljenitsyne qui s'est montré tel qu'en lui-même, un roc, au superbe pouvoir de persuasion et préoccupé seulement de son pays où il reviendra au printemps. Irresponsable... Mais de la part de Philippe de Villiers, président du conseil général,

député (app. UDF) du département, qui, au moment du Bicentenaire, s'était distingué en refusant de fêter la Révolution et en invitant au Puy-du-Fou le cardinal Glomp de Fologne.

Il se défendit nettement de vouloir faire de l'antirépublicanisme : « La venue de Soljenitsyne en Vendée n'est pas un événement politique, mais un événement d'ordre spirituel. Les Vendéens se sentent profondément français. Que les choses soient bien claires, affirma-t-il dans sa conférence de presse. Mais le pardon n'est pas l'oubli. L'oubli est une impasse où se nourrit secrètement la rancœur. »

NICOLE ZAND

« Toute révolution déchaîne les instincts de la plus élémentaire barbarie »

Voici le texte du discours prononcé aux Lucs, samedi 25 septembre, par Alexandre Soljenitsyne :

« Il y a deux tiers de siècle, l'enfant que j'étais lisait déjà avec admiration dans les livres les récits évoquant le soulèvement de la Vendée, si courageux et si désespérés, mais jamais je n'aurais pu imaginer, fût-ce en rêve, que sur mes vieux jours j'aurais l'honneur de participer à l'inauguration du monument en l'honneur des héros et des victimes de ce soulèvement.

« Vingt décennies se sont écoulées depuis, des décennies diverses selon les divers pays, et non seulement en France, mais aussi ailleurs le soulèvement vendéen et sa répression sanglante ont reçu des éclairages constamment renouvelés. Car les événements historiques ne sont jamais compris pleinement dans l'incandescence des passions qui les accompagnent, mais à une bonne distance, une fois refroidis par le temps. Longtemps on a refusé d'entendre et d'accepter ce qui avait été crié par la bouche de ceux qui péroraient, que l'on brûlait, vifs... les paysans d'une contrée laborieuse, pour lesquels la Révolution semblait avoir été faite, mais que cette fameuse Révolution opprima et humilia jusqu'à la dernière extrémité, eh bien oui, ces paysans se révoltèrent contre elle !

« Que toute révolution déchaîne chez les hommes les instincts de la plus élémentaire barbarie, les forces opaques de l'envie, de la rapacité et de la haine, cela, les contemporains l'avaient bien senti. Ils payèrent un trop lourd tribut à la psychologie générale, lorsque le fait de se comporter en homme politiquement modéré, ou même seulement de le paraître, passait déjà pour un crime.

« C'est le vingtième siècle qui a considérablement terni aux yeux de l'humanité l'aurore romantique qui entourait la révolution au dix-huitième siècle. De demi-siècles en demi-siècles les hommes ont fini par se convaincre, à partir de leurs propres malheurs, de ce que les révolutions détruisent le caractère organique de la société ; qu'elles ruinent le cours naturel de la vie ; qu'elles annihilent les meilleurs éléments de la population en donnant libre champ aux pires ; qu'aucune révolution ne peut enrichir un pays, tout juste quelques débouillards sans scrupules ; que dans son propre pays, généralement, elle est cause de morts incommensurables, d'une paupérisation étendue, et, dans les cas les plus graves, d'une dégradation durable de la population.

Un slogan intrinsèquement contradictoire

« Le mot « révolution » lui-même (du latin *revolvere*) signifie « rouler en arrière », « revenir », « éprouver à nouveau », « rallumer », dans le meilleur des cas mettre sans dessus dessous, une kyrielle de significations peu enviables. De nos jours, si de par le monde on accole à quelque révolution l'épithète de « grande », on ne le fait plus qu'avec circonspection, et bien souvent avec beaucoup d'amertume. Désormais, nous comprenons toujours mieux que l'effet social que nous désirons si ardemment peut être obtenu par le biais d'un développement évolutif normal, avec infimement moins de pertes, sans sauvagerie généralisée. Il faut savoir améliorer avec patience ce que nous offre chaque jour. Et il serait bien vain d'espérer que la révolution puisse régénérer la nature humaine. Or, c'est ce que votre Révolution, et tout particulièrement la nôtre, la révolution russe, avaient tellement espéré.

« La Révolution française s'est déroulée au nom d'un slogan intrinsèquement contradictoire, et

irréalisable : « Liberté, égalité, fraternité ». Mais dans la vie sociale liberté et égalité tendent à s'exclure mutuellement, sont antagoniques car la liberté détruit l'égalité sociale, c'est même là un des rôles de la liberté, tandis que l'égalité restreint la liberté, car autrement on ne saurait y atteindre. Quant la fraternité, elle n'est pas de la famille, ce n'est qu'un aventureux ajout au slogan : ce n'est pas des dispositions sociales qui font la vraie fraternité, elle est d'ordre spirituel. Au surplus, ce slogan te méme, on ajoutait sur le ton de menace « ou la mort », ce qui détruisait toute la signification.

« Jamais, à aucun pays, je n'aurais souhaité de « grande révolution ». Si la Révolution du dix-huitième siècle n'a pas entraîné la ruine de la France, c'est uniquement parce qu'il y eut Thermidor. La révolution russe n'a pas échappé à Thermidor qui a été l'arête, et, sans dévier, elle entraîna notre peuple jusqu'au bout, jusqu'au gouffre, jusqu'à l'abîme de la perdition. Je regrette qu'il n'y ait pas ici d'orateurs qui puissent ajouter ce que l'expérience leur a appris au fin fond de Chine, du Cambodge, du Vietnam : nous dire quel prix ils ont payé eux, pour la révolution.

Les grands soulèvements paysans

« L'expérience de la Révolution française aurait dû suffire pour que nos organisateurs rationalistes de « bonheur du peuple » en tirent des leçons. Mais non ! En Russie, tout s'est déroulé de façon pire encore, et à une échelle incomparable. De nombreux procédés cruels de la Révolution française ont été docilement réappliqués sur le corps de la Russie par les communistes internationaux et par les spécialistes internationaux, seuls leur degré d'organisation et leur caractère systématique ont largement dépassé ceux des Jacobins.

« Nous n'avons pas eu de Thermidor, mais — et nous pouvons en être fiers en notre âme et conscience — nous avons eu notre Vendée, et même plus d'une. Ce sont les grands soulèvements paysans, celui de Tambov en 1920-21, de la Sibirie occidentale en 1921. Un épisode bien connu : des milliers de paysans ont ébauchés de mille (1), armés de bâtons et de fourches ont marché sur Tambov, au son des cloches des églises avoisinantes, pour être fauchés par les mitrailleuses. Le soulèvement de Tambov s'est maintenu pendant onze mois, bien que les communistes, ce le réprimant, aient employé des chars d'assaut, des trams blindés, des avions, bien qu'ils aient pris en otages les familles des révoltés et qu'ils fusillèrent à deux doigts d'employer des gaz toxiques. Nous avons connu aussi une résistance farouche au bolchevisme chez les Cosaques de l'Oural, du Don, du Kouban, de Terek, étouffée dans des torrents de sang, un véritable génocide.

« En inaugurant aujourd'hui le Mémorial de votre héroïque Vendée, ma vue se dédouble : je vois en pensée les monuments qui vont être érigés un jour en Russie, témoins de notre résistance russe au déferlement de la bête communiste. Nous avons traversé ensemble avec vous le vingtième siècle, de part en part un siècle de terreur, affroyable couronnement de ce Progrès auquel on avait tant rêvé au dix-huitième siècle. Aujourd'hui, je le pense, les Français seront de plus en plus nombreux à mieux comprendre, à mieux estimer, à garder avec fierté dans leur mémoire la résistance et le sacrifice de la Vendée. »

(1) Chasseurs populaires en écorce de bouleau.



A partir du 3 novembre prochain,
votre service de R&D comprend 9000 chercheurs,
1 400 brevets et de multiples moyens d'essais.

Quels que soient la taille de votre entreprise et votre domaine d'activités,
vous pourrez participer le 3 novembre 1993 aux Rencontres CEA-Entreprises.

Dans nos 11 centres, nous vous présenterons les moyens d'essais, les brevets, les possibilités
de partenariats et les équipes qui, à votre écoute,

pourront répondre à vos besoins de recherche et de développement.

Parmi les programmes de recherche du CEA, 11 thèmes qui mobilisent chaque jour 2 500 chercheurs
ont été sélectionnés pour les Rencontres CEA-Entreprises.

Pour gagner en compétitivité, choisissez ceux qui vous intéressent et contactez-nous.

■ Matériaux céramiques performants ■ Maîtrise des risques industriels et technologiques ■ Matériaux organiques
spéciaux ■ Retombées technologiques de la fusion contrôlée et de Tore Supra ■ Systèmes technologiques complexes,
robotique ■ Microélectronique et microtechnologies ■ Lasers et optique ■ Ecoulements complexes ■ Technologie
et mise en œuvre des matériaux ■ Sciences et techniques de la santé ■ Solutions aux problèmes d'environnement.

CEA

L'ATOME, DE LA RECHERCHE À L'INDUSTRIE

N° Vert 05 08 86 92

دکتر محمد صالح

isurrection vendéenne de l'

Il y a eu, dans l'histoire de la Vendée, une révolte qui a marqué l'histoire de la France. C'est la révolte des Vendéens, qui a eu lieu en 1793, pendant la Révolution française. Cette révolte a été menée par des paysans et des nobles vendéens, qui se sont rebellés contre le pouvoir révolutionnaire. La révolte a été réprimée, mais elle a laissé une marque indélébile dans l'histoire de la Vendée.

M. de Villeneuve
répond à son ami

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

Toute révolution déchaîne les de la plus élémentaire

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

«Monsieur de Villeneuve, j'ai reçu votre lettre du 15 septembre. Elle m'a fait beaucoup de plaisir. Je vous remercie de m'avoir écrit. Je suis content de savoir que vous allez bien. Je vous envoie mes salutations. Je vous prie d'agréer, Monsieur de Villeneuve, l'assurance de ma haute estime et de mon dévouement. Votre ami, M. de Villeneuve»

ESPACE

Alors que l'Europe spatiale se penche sur son avenir

Ariane lance avec succès le satellite d'observation de la Terre Spot-3

Pour son cinquante-neuvième vol, le fusée européenne Ariane a lancé avec succès, dimanche 26 septembre, à 2 h 45 (heure de Paris), le troisième exemplaire du satellite français d'observation de la Terre Spot-3, ainsi que six micro-satellites (1). La mise à feu, effectuée avec vingt-quatre heures de retard sur l'horaire prévu en raison de mauvaises conditions météorologiques rencontrées dans la nuit du 24 au 25 septembre, s'est faite de manière acrobatique. Les responsables de cette mission ne disposaient en effet que de dix-huit minutes pour tirer leur engin, et ils n'ont pu le faire, à cause de quelques incidents mineurs enregistrés pendant le compte à rebours, qu'à la toute dernière extrémité.

KOUROU

de notre envoyé spécial

Avec ce nouveau tir effectué de la base guyanaise de Kourou, la société ArianeSpace, chargée de la commercialisation du lanceur européen, enregistre sa vingt-troisième mission réussie consécutive. Et ce pour le plus grand plaisir de son PDG, Charles Bigot, déçu de n'avoir pu tirer Ariane, que trois fois depuis le début de l'année, car les clients de la fusée, du fait de difficultés rencontrées sur leurs satellites, n'ont souvent pas été prêts à temps.

«Depuis six ans, dit-il, nous avons vécu sur un rythme de lancement irrégulier d'un tir d'Ariane par mois. Aujourd'hui, même si nous effectuons un carnet de commandes de quarante satellites à lancer pour une valeur de 17,9 milliards de francs, force est de reconnaître qu'il va nous falloir rattraper le temps perdu. ArianeSpace a donc l'intention d'effectuer trois tirs d'ici à la fin de l'année: le 21 octobre, un satellite Intelsat-7; à la mi-novembre, Solidard-1 (Mexique) et Météosat-6 (Europe); et, en décembre, DircTV-1 A (Etats-Unis) et Thaï-

com-1 (Thaïlande). «Pour 1994 et très vraisemblablement pour 1995 aussi», a précisé Charles Bigot, nous avons l'ambition de mettre quinze satellites en orbite.»

Ce nouveau tir d'Ariane est donc de nature à réjouir les Européens et à leur rappeler, en cette période d'incertitude sur l'avenir des activités spatiales, que ces succès sont le fruit de choix volontaires faits dans la douleur voilà bien des années. En 1973 d'abord, lorsque, sous la pression des Français, fut lancé le programme européen Ariane, dont les options techniques se sont révélées par la suite commercialement bonnes. En septembre 1977 ensuite, lorsque la France proposa à l'Europe de se lancer dans un programme d'observation de la Terre. Seules la Belgique et la Suède accompagnèrent alors les Français dans cette aventure risquée, qui donne lieu aujourd'hui à un véritable marché de l'image de la planète par satellite.

La encore, les choix des Européens furent inspirés, alors que le domaine était entièrement dominé par les Américains. Et aujourd'hui, la concurrence dans ce domaine d'activité s'annonce féroce. Mais les succès ne doivent pas griser, et les Européens impliqués dans le programme civil Spot et militaire Helios entendent poursuivre leurs efforts. Bien qu'Helios doive être lancé à la fin de l'année prochaine et Spot-4 dans un an et demi si nécessaire, le ministre de la défense, François Léotard, et le ministre de l'Industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur, Gérard Longuet, ont tenu à réaffirmer leur attachement à ces programmes et à «l'importance de la convergence d'action sur ce point entre le civil et le militaire».

«Nous y retons, ont-ils dit à l'occasion de la mise en orbite réussie de Spot-3, et nous nous attachons à l'offrir début 1994 avec les programmes Spot-5 et Helios-2, destinés, à la fin du siècle, à confirmer la place éminente de notre pays dans l'observation spatiale. Nul doute que cette déclaration ait rassuré les industriels français de l'espace, aux

prises pour les prochaines années avec des plans de charge en régression. Nul doute aussi qu'elle les ait confortés dans leur opinion que le gouvernement français est raisonnablement prêt à s'investir dans l'espace utile: les satellites d'observation de la Terre, les satellites de télécommunications et le lanceur lourd Ariane-5.

Une solidarité fragile

Pour le reste, cependant, les conclusions des conférences spatiales européennes de Munich en 1992 et de Grenade en 1993 ne leur laissent guère d'illusions sur les programmes de vols habités, dont la navette Hermès et le module habitable Columbus (APM) devaient être les plus prestigieux fleurons. Le premier est abandonné. Quant au second, qui devait se greffer sur la station américaine Freedom, il est fortement critiqué du fait des hésitations des Américains sur leur programme - rebaptisé Alpha - et des négociations très particulières qu'ils ont engagées sur ce point.

avec les Russes et dont l'Europe, le Canada et le Japon ont été superbement écartés.

Le programme «Homme dans l'espace» des Européens, qui n'était déjà pas brillant, prend soudain des allures de chèque-déjeuner en péril, et montre la fragilité actuelle de la solidarité européenne. L'Agence spatiale européenne (ESA) tente bien de la cimenter à nouveau. Mais il lui faut faire vite, proposer des programmes solides, acceptables, et s'employer à restaurer un axe Paris-Bonn fort, sans lequel l'espace européen aura bien du mal à vivre.

Pour René Pellat, président du Centre national d'études spatiales (CNES), les risques sont clairs. «Le succès de la mise en orbite de Spot-3 par Ariane, constate-t-il, est une démonstration de la capacité de l'Europe à faire de grandes choses. L'espace doit être une tâche journalière, et il reste ouvert à de superbes aventures. Lesquelles? Au directeur général de l'ESA, Jean-Marie Luton, de le dire et de présenter très prochainement aux

Etats membres de l'Agence des propositions raisonnables qu'ils ne puissent refuser.

Car il ne faut pas se tromper, l'Europe doit être forte si elle veut être un partenaire à part entière des Etats-Unis dans les vols habités. Faut de quoi elle ne sera au mieux, et le passé l'a tristement montré, qu'un fournisseur de composants derrière une Russie, certes vacillante, mais diablement séduisante pour le gouvernement américain.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Outre le satellite Spot-3, dont la masse s'élève à 1 907 kilos, Ariane a lancé une grappe de six micro-satellites, d'une masse totale d'environ 210 kilos: le satellite de géodésie spatiale du CNES Stella, Helios (informations médicales à des fins humanitaires et Eyestat (localisation et surveillance d'équipements industriels) pour les Etats-Unis, Posit pour le Portugal, Iamast (radio-amateur) pour l'Italie et Kijast pour la Corée. Spot-3, qui perçoit des détails au sol dont la taille est comprise entre 10 et 20 mètres, a été conçu par le CNES et construit par Matra Marconi Space pour 1,5 milliard de francs, lancement (750 millions de francs) compris.

FAITS DIVERS

Des cocktails Molotov contre le commissariat de Trappes (Yvelines)

Une cinquantaine de jeunes ont lancé des cocktails Molotov et des paings de ciment contre la façade du commissariat de Trappes (Yvelines), dimanche 26 septembre vers 20 h 30. De nombreuses vitres du bâtiment, situé en plein cœur de la cité des Merisiers, ont été brisées.

Aucune interpellation n'a eu lieu, mais la fouille des caves a permis de retrouver une caisse pleine de cocktails Molotov prêts à l'emploi. Une dizaine de jeunes avaient déjà lancé, jeudi 23 septembre, des engins incendiaires sur la façade de ce commissariat, provoquant des dégâts mineurs.

Ces attaques pourraient avoir pour origine des rumeurs circulant après un accident de voiture qui a coûté la vie à trois jeunes de ce quartier, dans la nuit du mercredi 22 au jeudi 23 septembre, à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine). Selon ces rumeurs, formellement démenties vendredi 24 par la direction départementale de la sécurité publique des Yvelines, cet accident s' serait produit lors d'une course-poursuite entre la voiture occupée par les jeunes victimes et un véhicule de police.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Crédit Lyonnais - 1^{er} semestre 1993

Un commencement de redressement handicapé par la crise économique et les pertes de deux entreprises publiques consolidées

Le Conseil d'Administration du Crédit Lyonnais, réuni le 23 septembre 1993 sous la présidence de M. Jean-Yves HABERER, a examiné les comptes du 1^{er} semestre 1993.

Résistance de l'activité

Le total du bilan consolidé (1928 milliards de francs), qui inclut la BGF Bank depuis le 31 décembre 1992, est resté stable depuis cette date.

Les prêts bruts à la clientèle accordés par le groupe augmentent de 21 % sur un an pour atteindre 961 milliards de francs. Hors BGF Bank, la progression est de 3,8 %.

Les ressources de clientèle, certificats de dépôts compris, s'établissent à 857 milliards de francs. Hors BGF Bank, la progression est de 2,4 % par rapport au 30 juin 1992; les ressources à vue se maintiennent au niveau atteint à la fin de 1992, alors que les ressources d'épargne poursuivent leur progression, notamment dans le réseau européen. Au 30 juin 1993, les emplois de clientèle sont couverts par des ressources de clientèle à hauteur de 89 %.

L'encours des capitaux gérés et conseillés pour compte de tiers atteint 450 milliards de francs, en augmentation de 15 % depuis fin juin 1992.

Sur les marchés de capitaux, le Crédit Lyonnais qui a dirigé 17 émissions obligataires en francs, a encore élargi ses activités sur les produits dérivés, les marchés de taux, de change, d'actions et d'indices sur options. Ces activités ont connu un développement international marqué, lui permettant de couvrir désormais l'ensemble des grandes places mondiales.

Le portefeuille industriel et commercial reste stable à 46,8 milliards de francs en valeur nette comptable.

Progression modérée du résultat brut d'exploitation

Le produit net bancaire s'élève à 27,7 milliards de francs, en augmentation de 13,3 %. Hors BGF Bank et Alus Finance, la progression est de 4 %.

Les activités de banque commerciale génèrent un produit net bancaire stable en France, mais croissant à l'étranger. Le produit net bancaire du groupe bénéficie aussi de l'activité soutenue sur les marchés de capitaux et des plus-values dégagées sur le portefeuille industriel et commercial. La part des commissions et autres produits dans le produit net bancaire s'établit à 35 %.

Les frais généraux et amortissements augmentent de 16,8 %. A périmètre constant, la progression est de 4 %, alors qu'elle était de 5,9 % au 1^{er} semestre 1992 et de 10 % au 1^{er} semestre 1991. Cette décélération est en ligne avec les orientations budgétaires mises en œuvre avec énergie depuis 18 mois.

Le résultat brut d'exploitation, à 7 milliards de francs, progresse de 4,2 % par rapport au 1^{er} semestre 1992. Cette progression est de 5 % hors BGF Bank et Alus Finance.

Résultat négatif en raison du maintien des provisions à un niveau élevé

La dotation nette aux provisions pour risques individuels se maintient à un niveau élevé de 7,2 milliards de francs, à comparer à 6 milliards de francs au 1^{er} semestre 1992 et 11,6 milliards de francs au 2^e semestre 1992. Ces provisions reflètent la conjoncture économique sérieusement déprimée. En particulier, le merisme persistant du marché immobilier a conduit à porter à 31 % le taux de couverture du portefeuille immobilier sensible aux fluctuations de ce marché.

Le résultat des sociétés mises en équivalence est négatif de 237 millions de francs. Malgré une progression de 63 % de la contribution de l'Union des Assurances Fédérales, ce poste est affecté par les pertes d'Usinor-Saciilor et d'Aerospaciale. En tenant compte des charges de financement, la situation de ces deux entreprises publiques est l'origine d'une perte de près de 1 milliard de francs.

Le premier semestre 1993 enregistre une perte globale de 804 millions de francs. La part du groupe est négative de 1 045 millions de francs, à comparer avec un bénéfice de 119 millions de francs au premier semestre 1992 et une perte de 1 967 millions de francs au second semestre 1992. Malgré les conséquences multiples de la crise économique sur les comptes, une première étape apparaît dans leur redressement.

Stabilité des fonds propres

Les fonds propres du groupe, qui avaient fortement progressé au 2^e semestre 1992, se stabilisent à 85,6 milliards de francs dont 62,8 milliards de francs de fonds propres durs. Le ratio de solvabilité du groupe s'établit à 8,3 % au 30 juin 1993 contre 8,2 % au 31 décembre 1992.

L'actif net estimé part du groupe atteint 51 milliards de francs, soit 1 114 francs par titre. L'actif net comptable par titre est de 961 francs.

Perspectives

Les résultats du second semestre devraient bénéficier de la poursuite de la décélération des frais généraux et de la baisse des taux courts intervenue notamment en France, mais restent sujets à l'environnement économique et monétaire, lequel ne permet guère d'espérer, au second semestre, une baisse des provisions.



GROUPE CREDIT LYONNAIS

ROGER CANS

SOCIÉTÉ

INTEMPÉRIES

Des pluies diluviennes provoquent la mort de huit personnes en France, en Suisse et en Italie

Les pluies diluviennes qui sont tombées pendant trois jours sur le sud de l'arc alpin ont fait au moins huit morts et ont complètement désorganisé la circulation automobile et ferroviaire. En Savoie, où l'on n'avait pas connu de crues semblables depuis 1957, un touriste suisse de soixante-cinq ans, emporté par une coulée de boue sur la route du Mont-Cenis, a été retrouvé mort samedi 25 septembre à Lans-le-Villard. Les liaisons avec la Suisse et l'Italie ont, pour la plupart, été rouvertes à la circulation samedi ou dimanche, sauf pour la voie ferrée Paris-Milan, coupée en plusieurs endroits de la Maurienne et du Val d'Aoste. En Suisse, la ville de Brigue, dans le canton du Valais, a subi les plus gros dégâts, avec une coulée de boue qui a submergé tout le centre de la cité. Deux cadavres ont été retrouvés par les pompiers, et l'on était toujours sans nouvelles, lundi, de personnes signalées disparues. La région de Brigue a été déclarée zone sinistrée.

C'est en Italie que le déluge a été le plus meurtrier. Deux frères ont été asphyxiés dans leur voiture près de Turin ainsi qu'une jeune femme à Gènes. Et deux personnes ont été retrouvées noyées dans le Val d'Aoste. Partout dans le Piémont, en Lombardie et en Ligurie, les rivières ont débordé, emportant routes, ponts et voies ferrées. Le préfet de Turin a estimé dimanche qu'il en coûterait au moins 20 milliards de lires (70 millions de francs) pour remettre en état le seul réseau routier.

Deux détenus s'évadent à l'aide de draps noués. — Deux détenus de la maison d'arrêt de Béziers (Hérault) ont réussi, samedi 25 septembre, une « belle » à l'ancienne. Après avoir coupé les barreaux d'une fenêtre avec une scie de fortune, ils ont réussi à franchir le mur d'enceinte de vingt mètres de haut avec une corde de draps noués. Les deux hommes, l'un emprisonné pour attaques à main armée et l'autre pour participation présumée à un meurtre, n'étaient pas encore passés en jugement. Il semble qu'un complice les attendait en bas du mur d'enceinte. L'enquête a été confiée au service régional de police judiciaire de Montpellier (Hérault).

Pendant ce temps, aux États-Unis, le Missouri est de nouveau sorti de son lit et l'état d'urgence a été déclaré dans plusieurs secteurs du Kansas, de l'Oklahoma et du Missouri, où trois personnes ont trouvé la mort depuis le 22 septembre.

MÉDECINE

AIDES crée des observatoires de pratiques médicales et sociales à l'égard des victimes du sida

A l'occasion de ses assises nationales

Les 6^{es} Assises nationales d'AIDES, qui ont eu lieu du 24 au 26 septembre, à Lyon, sur le thème « Savoir, pouvoir, vouloir », ont, de nouveau, mis en évidence les obstacles médicaux et sociaux rencontrés par les malades du sida. Les dirigeants de la principale association de soutien et d'accompagnement aux personnes contaminées par le virus ont appelé les 2 600 volontaires à créer des observatoires de pratiques médicales et sociales afin d'obtenir des pouvoirs publics la disparition des attitudes discriminatoires et de faire reconnaître, dans un projet de loi, « le droit des personnes malades et hospitalisées ».

LYON

de notre bureau régional

« Donner du temps au temps, pour lutter avec le temps contre le temps. » Cette parole d'Arnaud Marty-Lavazelle, président de la Fédération nationale d'AIDES, pouvait être reçue comme une invite aux quelque 560 délégués à rester vigilants et mobilisés. C'était aussi une façon

d'avancer que, faute de solution miracle, il fallait continuer d'entretenir une « fleur d'espoir », même si, comme l'ont montré de nombreux témoignages, beaucoup, parmi les personnes atteintes, ont baissé les bras, se sentant exclues d'un système médical et social peu adapté à leur souffrance et à leur demande de prise en charge.

Deux ans après l'apparition de l'épidémie, bientôt dix ans après sa création, en 1984, AIDES, inscrit son action dans la durée, le temps qu'il faudra pour qu'une véritable politique de santé publique de réduction des risques, par l'éducation, l'information, la prévention, ait quelque chance de freiner, même modestement, la progression des contaminations. Toute la stratégie du mouvement est désormais bâtie sur cette affirmation : « Le sida est une maladie qui menace la vie, mais n'est pas un diagnostic de mort annoncée certaine. »

Ce constat s'appartient guère dans la logique prédictive médicale ou les statistiques officielles, dont certaines, échauffées sur des projections alarmistes, ne ferment qu'entretenir un sentiment de fatalité. Tout en se gardant d'une généralisation hâtive, les volontaires d'AIDES l'ont décelé dans leurs expériences de suivi de malades, décidés à ne pas renoncer

lorsqu'ils sont entourés d'un soutien efficace. A condition, toutefois, que cessent les discriminations multiples et que « l'exclusion ne soit plus un facteur de risque aggravant ».

Arnaud Marty-Lavazelle a dû dénoncer, avec véhémence, le manque de confiance dans les processus thérapeutiques, qui se traduit par l'absence ou le retard de soins, la prolifération des médecines parallèles, comme la simple assistance psychologique en guise de traitement préalable. Selon lui, pourtant, les recherches en cours semblent apporter quelque espoir, grâce notamment à la combinaison de plusieurs traitements.

L'attitude discriminatoire des compagnies d'assurances

AIDES souhaite s'imposer comme « médiateur et intermédiaire d'un système de santé dont le malade serait le principal acteur ». Les responsables de l'association ont ébauché une proposition de loi sur le « droit du malade et des personnes hospitalisées », et qui s'attachent à « restaurer un rapport de confiance avec les professionnels ».

La mobilisation doit aussi s'exercer dans le secteur social. Appelés en renfort et souvent en urgence, les comités locaux citent une foule d'exemples de difficultés rencontrées

dans le domaine du logement, de la perte d'emploi et de ressources, de l'aide familiale, où la faiblesse des moyens de l'État n'a d'égales que la méfiance et la réserve des collectivités locales. Les attitudes de rejet se manifestent, d'après les dirigeants d'AIDES, dès le dépistage volontaire. Ainsi, à propos de l'accès des séropositifs à l'assurance, que la loi « anti-discrimination » du 10 juillet 1990 a exclue de son champ, Pierre Lascombes, responsable de la commission juridique, note-t-il, dans un rapport inédit, que, « pour toute une série d'activités sociales, les séropositifs ont un intérêt direct, voire égoïste, à rester dans l'ignorance de leur état ». Il viderait à la fois le blocage de la convention entre les compagnies et les pouvoirs publics sur le droit des séropositifs, lorsqu'ils veulent bénéficier d'une assurance ou contracter un emprunt auprès des banques. Outre de multiples tracasseries, le postulant se voit infliger une surprime de 5 à 7 % sur un montant de prépaiement (1).

MICHEL DELBERGHE

(1) « Assurance des séropositifs : la poignée ou l'écueil », rapport de la commission juridique d'AIDES (septembre 1993), 247, rue de Belleville 75019 Paris.

Selon une étude de l'UNICEF

La situation des enfants s'est dégradée aux États-Unis et au Royaume-Uni depuis vingt ans

Parce qu'il estime que le progrès ne se résume pas à l'augmentation du PNB des nations, l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance) a décidé de publier régulièrement une plaquette qui classe celles-ci selon les progrès qu'elles ont accomplis dans les domaines de la santé, de la nutrition, de l'éducation, de la planification familiale et de la promotion des femmes.

Dans l'édition 1993, qui vient de sortir, on découvre que la situation des enfants aux États-Unis et au Royaume-Uni est plus mauvaise aujourd'hui qu'en 1970. Reprenant des études américaines et des données de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'UNICEF note que le pourcentage des familles vivant en dessous du seuil de pauvreté a doublé entre 1976 et 1986 au Royaume-Uni et s'est accru de 40 % aux États-Unis. C'est également aux États-Unis que l'on relève le plus fort taux d'homicides commis sur des jeunes (15-24 ans) : « Sur dix meurtres de jeunes dans les pays industrialisés, neuf ont lieu dans ce pays ».

Toujours dans les pays industrialisés, l'UNICEF constate, ces vingt dernières années, une augmentation du taux de suicide des jeunes de 15 à 24 ans. Exceptions : en Suède et au Japon (qui détiennent un triste record en la matière) où l'on enregistre, comme dans l'ancienne République fédérale d'Allemagne, un recul. En ce qui concerne la France, l'organisation internationale estime que « les progrès enregistrés en matière de protection infantile sont tout juste pour la vaccination contre la rougeole ». Avec 69 % d'enfants vaccinés contre cette maladie, la France figure en deçà du taux moyen des pays industrialisés qui est de 77 %. De même, elle pourrait mieux faire dans la protection des femmes pendant et après l'accouchement. Elle se situe actuellement au dix-septième rang, derrière des pays comme Hong-Kong et le Koweït.

C'est dans ce domaine de la mortalité maternelle que l'UNICEF remarque les plus grandes disparités entre nations. Plusieurs pays d'Afrique enregistrent des taux de mortalité maternelle proches de 1 000 pour 100 000 naissances vivantes, soit 1 %, alors qu'en Irlande ce même taux est de 2 pour 100 000. Au sein des nations en voie de développement, ce ne sont pas toujours les pays les moins développés qui fournissent les plus grands efforts en faveur des enfants. Ainsi, quatre des pays les plus pauvres — Vietnam, Chine, Sri-Lanka et Honduras — ont actuellement un taux de mortalité d'enfants de moins de cinq ans compris entre 20 et 60 pour 1 000, alors que ceux de l'Afrique du Sud, du Brésil et de la Turquie, pays nettement plus riches, sont de 72, 67 et 91 pour 1 000.

Ch. Ch.

► Les progrès des nations, UNICEF-3, rue Duguy-Trouin, 75282 Paris Cedex 08.

ÉDUCATION

Les écoles à deux vitesses de la Ville de Paris

Ecole publique où enseignement privé ? Aux Parisiens qui hésitent encore entre les deux systèmes d'enseignement le Guide de la rentrée, édité par la Mairie de Paris et distribué gratuitement dans les mairies d'arrondissement, propose un éclaircissement bien comparatif. Préfacé par Jacques Chirac, le maire de Paris, il résume avec l'appui des revues *l'Éducateur* et *Profession parents*, le petit fascicule dresse en deux pages concises la liste des « avantages » et des « limites » des deux systèmes d'enseignement, et assure sans équivoque la promotion des établissements privés que la Ville de Paris avoue financer « bien au-delà de ses obligations légales ». Cela explique, est-il précisé, « qu'à Paris, la part du privé soit nettement supérieure à la moyenne nationale ».

A lire cette brochure, on peut se rassurer en apprenant que l'enseignement public détiendrait « des résultats aux examens plus qu'honorables » et quelques établissements « d'excellence », mais « les revers de la médaille », apprend-on, « sont indéniables » : « lourdeur des effectifs, anonymat des élèves, manque de suivi dans la scolarité, choix de l'établissement limité par la section géographique ». Aussi les parents d'élèves parisiens sont-ils informés, à l'inverse, que « l'enseignement privé a tous les avantages d'une très bonne image de marque, d'étayage de sérieux et de réussite » et subside, par conséquent, « contrairement à l'idée répandue, la participation financière demandée aux parents ne tourne actuellement qu'autour de 2 000 à 3 000 francs par an ».

On comprend mieux, devant tant de sollicitude à l'égard de l'enseignement public, que des fonctionnaires — tel ce directeur d'une école maternelle de la capitale, qui souhaite garder l'anonymat — se soient déclarés « scandalisés » par des « propos insultants et méprisants » : « insultants pour l'ensemble des fonctionnaires qui, dit-on, maintiennent leurs élèves dans l'anonymat au sein de classes surchargées et sont incapables d'un « suivi dans la scolarité des enfants », et méprisants pour les parents que l'on pourrait, d'après l'article, classer en deux grandes catégories : les pauvres, tenus pour raisons économiques de se satisfaire de la médiocrité du service public dont un des rares avantages est la gratuité, et les imbéciles, qui continuent comme vents et marées à inscrire leur progéniture dans le « public » malgré le tableau qu'on leur en fait. Qui a parlé d'école à deux vitesses ?

JEAN-MICHEL DUMAY

Coupe du monde USA 94.
Un événement à l'échelle d'American.



American Airlines, transporteur officiel de la Coupe du Monde de Football en 1994, propose 200 destinations aux États-Unis. Alors, si vous allez à Chicago, Dallas Fort Worth, Los Angeles, Miami, New York, Orlando, San Francisco, ou toute autre ville pour vos affaires, appelez votre agent de voyage ou American Airlines au 42 89 05 22 (Paris/Île-de-France) ou 05 23 00 35 (n° vert/Province).

Aucune autre compagnie ne connaît l'Amérique mieux qu'American.

American Airlines®
Official Airline of World Cup USA '94

*Transporteur officiel de la Coupe du Monde de Football USA 1994.

15/11/93

SPORTS

AUTOMOBILISME : le Grand Prix de formule 1 du Portugal

Génération Prost

L'Allemand Michael Schumacher (Benetton Ford) s'est imposé, dimanche 26 septembre, dans le Grand Prix de formule 1 du Portugal. Alain Prost, deuxième, a obtenu sa première victoire depuis 1993. Prost, deuxième, a obtenu sa première victoire depuis 1993.

ESTORIL

Alain Prost n'est sans doute pas le plus rapide des pilotes, mais c'est un pilote intelligent. Il a su tirer le meilleur parti de sa voiture, et c'est ce qui lui a permis de remporter la victoire.

Fangio

Dernier à effectuer son changement, Alain Prost ressortait des stands juste derrière Michael Schumacher, le grand bénéficiaire de cette opération. Prost a su tirer le meilleur parti de sa voiture, et c'est ce qui lui a permis de remporter la victoire.

VOILE : le départ du tour du monde en équipage

La Whitbread sans favoris

Quatorze voiliers, dont cinq Maxis, ont pris le départ, samedi 21 septembre à Southampton, de la 6^e Whitbread. La course autour du monde en équipage, qui comporte six étapes, est longue de 60 000 km et devrait s'échouer en avril 1994. Deux catégories de monocoques, les Maxis et les W 60 (Whitbread 60, plus petits), ont été engagées dans deux classements séparés. La suprématie des premiers, éclatante lors de la précédente édition (1989-1990), pourrait être mise en jeu cette année.

SOUTHAMPTON

Une multitude de voiliers éblouissants se croisent dans une chorégraphie complexe. Ils ne viennent pas de Southampton, mais de tous les coins du monde. Ils sont là pour participer à la 6^e Whitbread, la plus grande course de voile au monde.

Tout marin rêve de participer à cette course qui, créée il y a vingt ans, a déjà une légende. Les héros de la course sont les équipages qui ont réussi à traverser l'océan en moins de cent jours.

70 millions pour un Maxi
Ces mastodontes, soumis à une jauge très contraignante, sont l'architecture de pointe de la voile. Ils sont conçus pour résister à des vents de force 10, et pour parcourir de longues distances.

Sur le papier, ils ne devraient pas être inquiétés par les W 60. Mais, sur l'eau, tout est différent. Les W 60 sont plus rapides, et ils ont une meilleure tenue au vent.

Whitbread, trois d'entre eux ont eu le front de battre les Maxis. Des mesures ont été prises pour brider les performances. Le règlement prévoit que les Maxis ne pourront pas dépasser une certaine vitesse.

Bruce Farr n'est pas aussi catégorique. L'architecte néo-zélandais, qui a dessiné les deux tiers de la flotte engagée dans la Whitbread, ne parle que par équilibre. Il pense que les Maxis ont encore de beaux jours devant eux.

Daniel Mallé est lui aussi optimiste. Il pense que les Maxis ont encore de beaux jours devant eux. Il pense que les Maxis ont encore de beaux jours devant eux.

FOOTBALL : le championnat de deuxième division

L'encombrante célébrité de Jacques Glassmann

Soul footballer impliqué dans l'affaire Valencienno-OM, le défenseur valenciennois Jacques Glassmann a repris le championnat de France de deuxième division avec son club. Son rôle dans l'affaire lui vaut les attaques des supporters des équipes adverses.

C'est un da des professionnels, ni star ni tocard, qui font l'ordinaire des équipes de football. Un figurant des terrains qui aurait dû rester à l'écart de tout scandale.

Sur les terrains, Jacques Glassmann s'est peu à peu imposé. Il est devenu un joueur incontournable. Il est devenu un joueur incontournable.

«Je ne suis pas un justicier»

Allez, les bêtes la guatta. Sur les terrains d'Alcalá, Jacques Glassmann est devenu un joueur incontournable. Il est devenu un joueur incontournable.

«Quand j'entends cette parole du public qui me dit, explique Jacques Glassmann, je me dis que je ne suis pas un justicier. Je ne suis pas un justicier.

Les résultats

Gueugnon b. Nice 1-0
Sedan et Beauvais 1-1
Classement : 1. Bastia, 19 pts ; 2. Nancy, 17 ; 3. Nîmes et Rennes, 16.

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE (messieurs)
Pro A (quatrième journée)
Sceaux b. Gravelines 88-73
Racing-PSG b. Limoges 71-81
Villeneuve b. Dijon 91-89
Lyon b. Pau-Orthez 91-72
Montpellier b. Châlons 84-81
Cholet b. Antibes 68-65
Classement : 1. Cholet et Montpellier, 8 pts ; 2. Pau-Orthez, Antibes et Racing-PSG, 7.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE (Toussaint)
Deuxième division
La Mans b. Nancy 2-1
Laval b. Rouen 2-1
Valenciennes b. Nîmes 2-2
Rennes b. Charleville 2-1
Nîmes b. Saint-Étienne 2-0
Dunkirk b. Valenciennes 1-1
Red Star b. Albi 1-0
Tours b. Bourges 2-1

Edberg. Les Australiens, Jason Stokkenberg, Wally Masur et le paire Woodford-Woodbridge, se sont imposés en finale face aux tennisseurs français.

GOLF

RYDER CUP
Les États-Unis ont conservé la Ryder Cup de golf en battant l'Europe, dimanche 28 septembre, sur le parcours anglais de Belfry, près de Birmingham, par 15 points à 13, lors de la 30^e édition de cette compétition biennale. En tête après les deux premiers jours, l'Europe s'est inclinée devant les Américains vainqueurs, dimanche, de six des onze simples au programme.

CESTA PUNTA

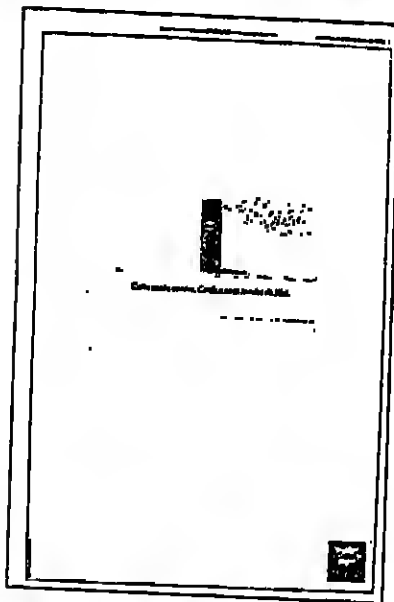
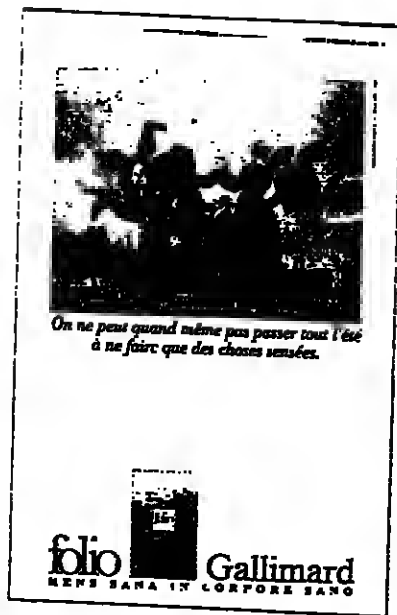
Championnat du monde professionnel
Les Basques français Daniel Micholena et André Padrouzo ont remporté, samedi 25 septembre, la troisième édition du championnat du monde professionnel de cesta punta (35-31) devant les Espagnols Chiquito de Bolívar et Félix. En l'emportant 35 à 31, les deux Français, professionnels à Miami et Mexico, ont créé la surprise en bousculant l'hégémonie des Espagnols de la région de Biscaye, inventeurs de ce sport.

Occasion de ses assés
ryatoires de pratiques médicales et socia
égard des victimes du sida

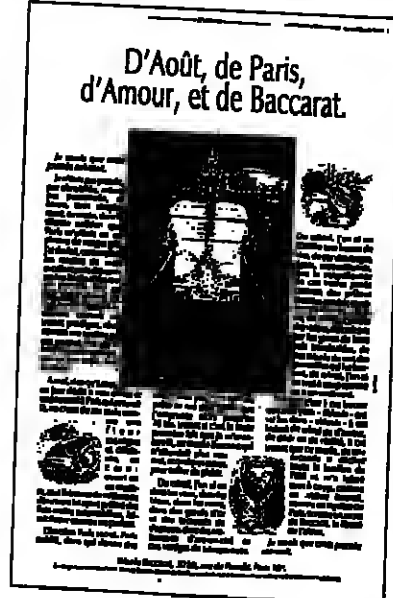
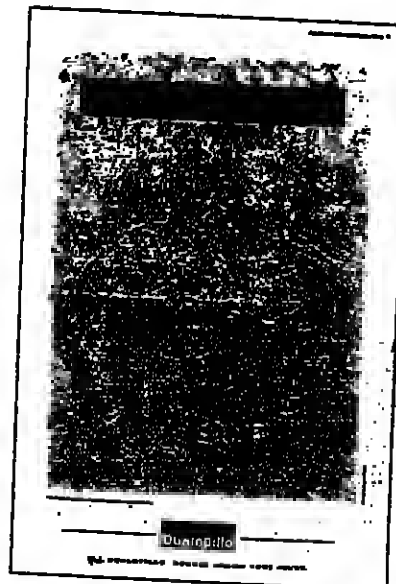
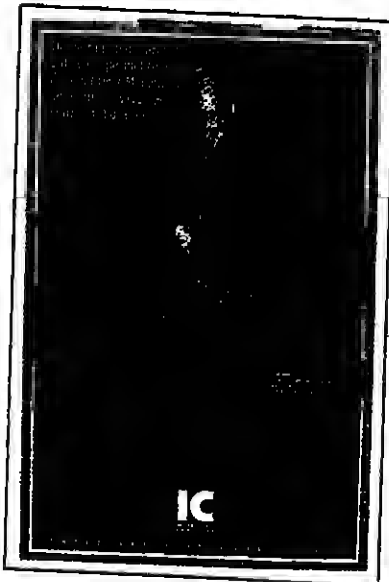
La situation des...
s'est détaché...
et au Royaume...
depuis vingt...

erican.

es.



La créativité, c'est comme le bronzage.
Plus il y en a l'été, il en reste l'hiver.



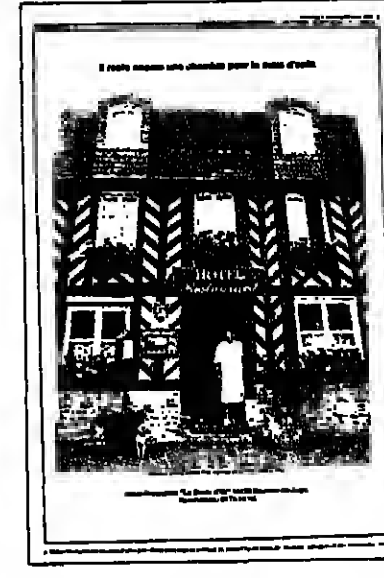
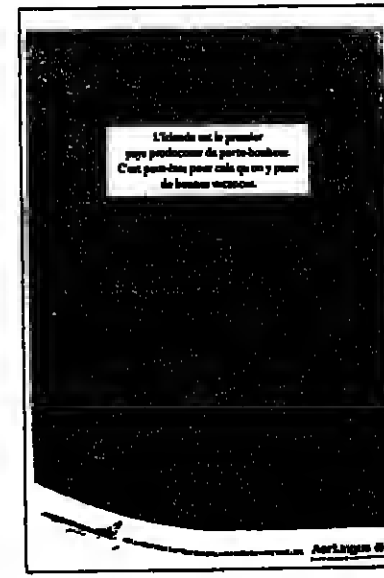
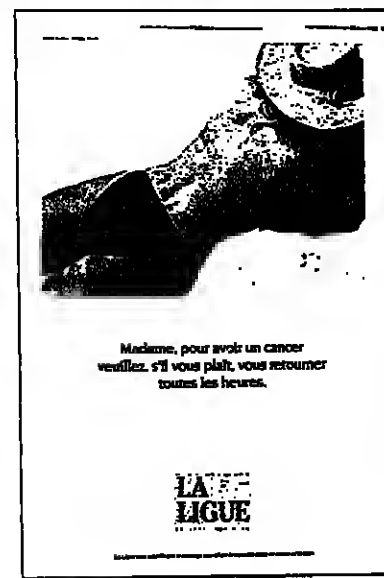
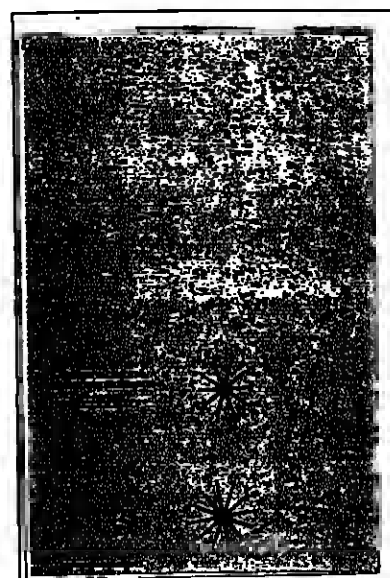
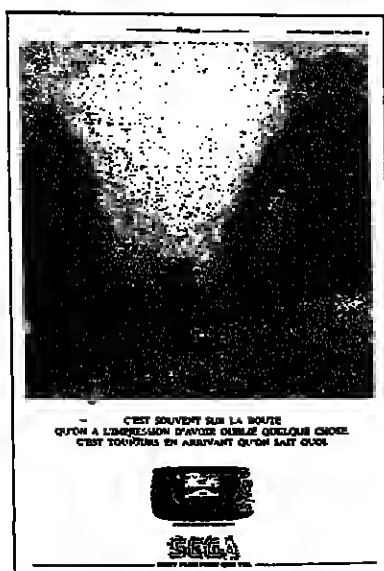
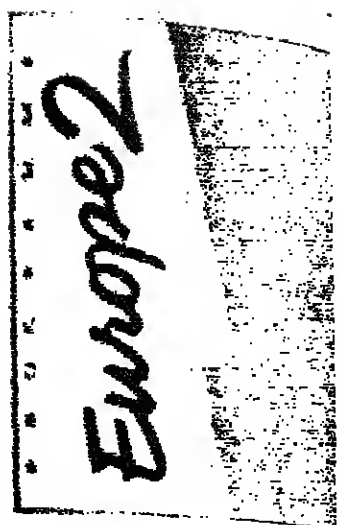
EUROPE 1

طاقة امير

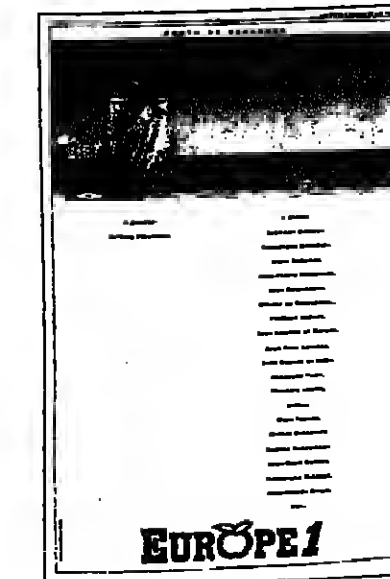
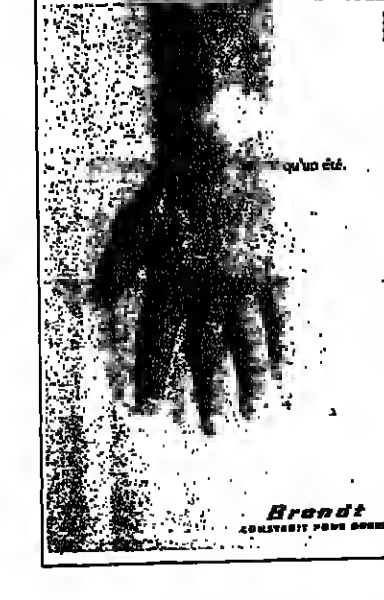
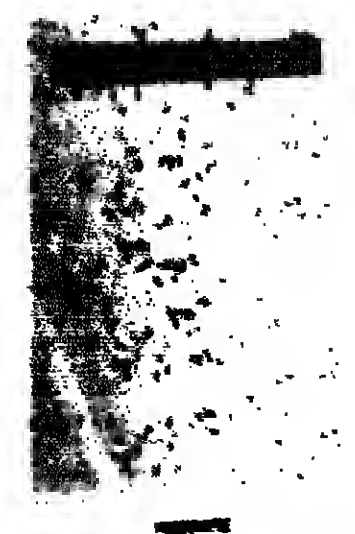
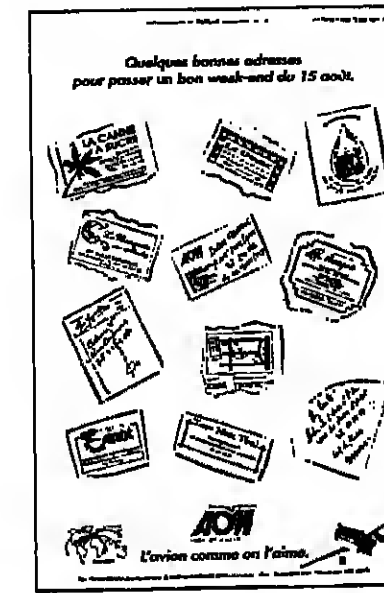
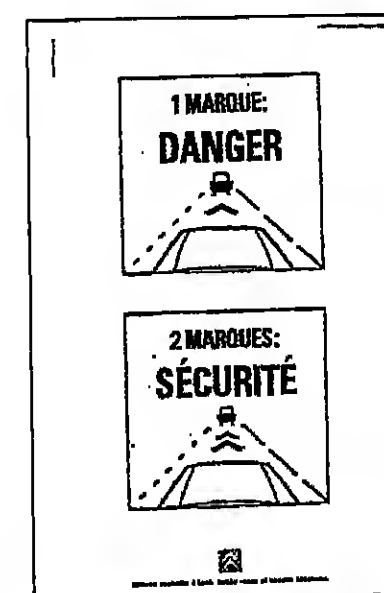
مذكرة

(Publicité)

• Le Monde • Mardi 28 septembre 1993 15



La créativité, comme le bronzage..
Plus il y en a l'été il en reste l'hiver.



AACC

L'AACC remercie Le Monde d'avoir permis, cet été, à 38 agences de pouvoir témoigner de leur passion des marques.

ASSOCIATION DES AGENCES-CONSEILS EN COMMUNICATION
40, boulevard Malesherbes 75008 Paris. Tél : (1) 47 42 13 42

CULTURE

PHOTOGRAPHIE

L'hymne au désespoir de Richard Avedon

Un livre, en forme de fresque tragique, embrasse soixante ans d'images du célèbre portraitiste américain

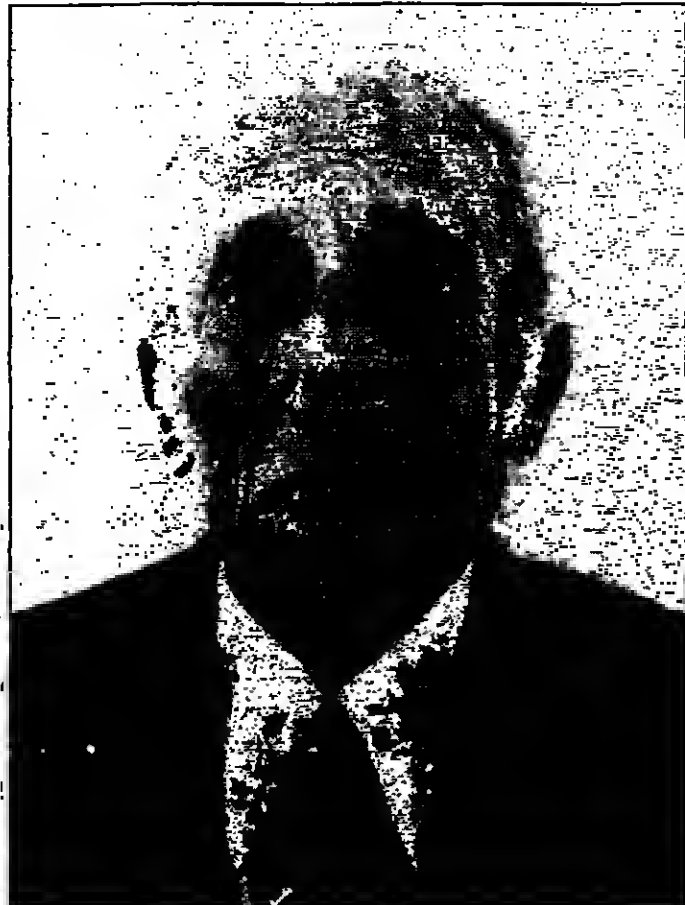
UNE AUTOBIOGRAPHIE
de Richard Avedon.
Édition en anglais,
texte français inédit,
Schirmer/Mosel, 432 p.,
285 photos, 798 F.

Cette autobiographie-fléuve de Richard Avedon est un des plus grands livres de photographie jamais publiés. Une fresque tragique, une véritable histoire, qui embrasse près de soixante ans d'images. Avedon bouscule tout, souvenir tendre et désespoir, angoisse et rire, mode et portrait, les catacombes et son père. On tourne les pages en se demandant quel choc Avedon nous réserve à la suivante. Arrivé au bout, mourir ou détruire, on trouve une photo de mutants (*Porte de Brandebourg, réveil de fin d'année 1989-1990*), une image de l'au-delà. La mort? Pas encore, mais elle arrive.

Quand trop de photographes réduisent le livre à une succession d'images imprimées, Richard Avedon redonne au genre sa fonction propre, bien distincte de l'exposition ou du journal. Quand trop de photographes publient leur cinquième livre à trente-cinq ans, Avedon transforme chacun des siens en événement : *Observations* (1959) avec Truman Capote; *Nothing Personal* (1964) avec James Baldwin; *Portraits* (1976) avec un essai lumineux d'Harold Rosenberg; *Photographs 1977*, l'essentiel de ses photos de mode; *Portraits de l'Ouest américain* (1985). Quand les trois quarts des livres de photos de l'année se retrouvent, quelques mois plus tard, chez le soldat, ceux d'Avedon sont introuvables ou se négocient chez les collectionneurs au prix fort.

Difficile, d'abord, d'évacuer l'objet. Rectangulaire, rigide, épais, lourd. Une couverture de toile beige aux lettres rouges sombres (un design déjà utilisé pour *Portraits*). Un texte dense et précis rédoit à mot double-page blanchâtre (ce même blanc que l'on retrouve au « fond » de ses portraits). Un découpage en trois parties limpides. Les photographies qui se succèdent folle page, sans marge, et s'entrechoquent. Un rythme poignant, parfaitement orchestré par Mary Shanahan (anciennement directrice artistique de *Vogue*).

Un index où toutes les photos sont reproduites en petit format avec des légendes claires. Une photographie irréprochable, un brochage qui ne trahit pas les images. Et sur la dernière page, cet autoportrait récent, frontal et fragile (il accompagnait l'entretien que le photographe nous avait accordé en juillet dernier (1)). Richard Avedon a soixante dix-



Portrait de Jacob Israel Avedon, père de Richard Avedon
Sarazola (Floride), 25 août 1973.

ans et il est bien vivant. Malgré ces quatre cent trente-deux pages de douleur.

Richard Avedon prend le lecteur à contre-pied. Une couverture sans image, une autobiographie qui se regarde plus qu'elle ne se lit, une chronologie houleuse, des photos de mode qui en sont plus.

L'histoire de trois illusions

Les mots? Richard Avedon a déjà montré qu'il avait le maniement : son long texte *Borrowed Dogs* (Chiens d'emprunt), publié dans la revue *Grand Street Magazine*, est un bijou : il y montre comment la réalité devient fiction. Mais à quoi bon les mots quand chaque image révèle un peu plus l'homme et le photographe?

La chronologie? Avedon la refuse net : « Je n'ai pas vécu de façon chronologique. Personne du genre ». Et un père dans le jardin d'Irving Penn, autre dinosaure de

la photo américaine qui, il y a un an, passait en revue sa vie, année après année, dans *En passant* : un livre fastidieux et raide. Penn et Avedon se respectent mais n'ont jamais fait bon ménage, depuis que le premier a fait les beaux jours de *Vogue* et le second ceux de *Harper's Bazaar*.

La mode? Celui qui a révolutionné la photo de mode dans les années 50 a toujours considéré le genre comme « un prétexte ». Prétexte à montrer le lien entre folie et beauté, entre bonheur et désespoir. Un exemple : *Dovima et les Éléphants*, sans doute l'image la plus célèbre de Richard Avedon, où figure pas dans ce livre. Tout simplement parce qu'elle ne « cadrerait pas avec son histoire ».

Dovima, mannequin célèbre des années 50, apparaît ailleurs, ouvrant sa robe de la même façon qu'Audrey Hepburn, sur la page opposée, découvre son torse lacéré de cicatrices. Quelle douleur la femme cache-t-elle derrière la carapace du vêtement et du maquillage?

Reste l'histoire développée par Richard Avedon, son histoire. Elle est rythmée par les portraits de ses proches, parfois doux comme du Lartigue (photographie qu'Avedon a fait découvrir aux États-Unis), parfois meurtris comme du Diane Arbus : Anna, sa mère, en 1932, tenant les rames dans une barque, souvenir des années heureuses; John, son fils, au regard étrange; William, son petit-fils, tenant une arête de poisson; Evelyn, sa femme, d'abord insouciance puis absente; Louise, sa sœur, belle comme un mannequin, morte dans un asile d'aliénés à trente ans; Jacob Israel, son père, dont il a saisi le visage rongé par le cancer. Et Richard, bien sûr, depuis le surprenant visage fuyant au Photomaton en 1965, jusqu'au formidable autoportrait de 1980.

Dans son texte, Richard Avedon explique que le livre raconte « l'histoire de trois illusions erratiques qui ont déterminé le cours de sa vie : La première partie est consacrée à l'illusion du rêve et à la subtile différence, que l'on découvre jeune homme, entre l'illusion et l'affolement. La seconde partie est consacrée à l'illusion du pouvoir, le troisième à la partie de toutes les illusions ». Richard Avedon a fait l'apprentissage de la joie et de la douleur en ne cessant de se confronter à l'autre. Sa photographie ne tient que par ce que l'autre lui donne, son corps, son regard, ses émotions. Voilà pourquoi il est toujours soucieux de « la surface » des visages et non de la façon dont le sujet était composé dans le cadre.

Ainsi, l'interminable galerie de portraits suit le chemin d'une lente descente aux enfers. Marilyn Monroe en deux visages : celui du rire forcé, puis du regard perdu. Groucho Marx résigné, Anna Magnani douloureuse, Giacometti comme un pantin figé, Henry Miller absent, Truman Capote patétique, Caruso « McCullers » désespéré, Genet fatigué, Bacon ailleurs. Et puis qui? Quelques comètes guidées dans leurs robes de papilotes, quelques hommes politiques pilotables (Gerald Ford, Eugene McCarthy, Henry Kissinger, Dwight Eisenhower) et ces dizaines d'anonymes au masque tragique, énoyant, éynulque. A-t-on déjà vu un livre aussi désespéré? Richard Avedon tient la réponse. L'état d'âme, il nous dit-il en finissant : « Le seul moyen de ne pas se tromper, c'est de miser sur l'apocalypse ».

MICHEL GUERRIN

(1) « Le Monde-Arts et Spectacles » du 1^{er} juillet.

MUSIQUE

LE CHEVALIER À LA ROSE au Châtelet

Maréchale, la voilà

Felicity Lott, grande dame toute simple dans le plus « viennois » des opéras

Vienne. La mention d'origine est traditionnellement accolée au *Chevalier à la rose*. Raccourci commode pour désigner, dans la musique de Richard Strauss comme dans le livret de Hugo von Hofmannsthal, un tissu de décadence, de raffinement, de mélancolie, de désinvolture, de perversité, de sérieux, de plaisanterie, de convenance, d'amoralité. Cherche-t-on à en délimiter les fils? Tout l'ouvrage se défait. On s'avise que la vulgarité guette les sous-entendus les plus sophistiqués, que seuls les appétits sont assouvis, que la passion est un sentiment périmé, que le romantisme a des allures de citations, que la noblesse a définitivement pactisé avec la bourgeoisie. Que cette « comédie pour musique » o'est vraiment sublime que lorsqu'elle en vient à ces banalités : il faut être jeune pour croire au Père Noël et à l'amour éternel.

Mais comme cela est dit! Par de fugaces effets de ralenti, de brusques changements de climat et de tonalité, des mots de rien, de petites phrases glissées dans une conversation en musique extrêmement rapide, extrêmement animée, voire touloute et désordonnée lorsque tous les corps de métier débarquent dans la chambre à coucher de la Maréchale au premier acte, ou quand le baron Ochs se pourrui, au dernier, par des apparitions, des conjurés masqués, une fausse épouse et une fausse progéniture éplorée.

Mais il y aura eu ces mots brebis, ces mots glissés, que la Maréchale, quand elle est à la hauteur de son rôle, sait ne pas rendre imperceptibles. « *Kinmal* » : une fois, se rappelle-t-elle après l'extase, prenant le petit déjeuner avec Octavian, une fois déjà, son mari a failli la surprendre dans les bras d'un amant. « *Déjà?* », s'effare Octavian. Ainsi Hofmannsthal dit-il d'un mot l'âge de la Maréchale, et donne-t-il tout un passé au personnage. Mieux encore à la fin. L'imbroglio s'est dénoué, la femme vieillissante s'est effacée devant sa juvénile rivale, on retourne aux clichés de la conversation mondaine : « *Ces jeunes sont incorrigibles*, dit le père de la fiancée. — *Oui, oui*, répond la Maréchale. On donnerait tous les airs de la trahison pour ces deux « oui ».

Alors quand on prend, comme acclimaté au Châtelet, le risque de monter le *Chevalier* — le plus subtil, le plus « viennois » des opéras — il faut savoir choisir sa Maréchale. Il y a les stars, les divas, les incontestables, celles qui ont d'emblée l'auréole, l'expérience, la réputation, le nom : Schwarzkopf, Ludwig, Crepin ont,

par exemple, marqué le rôle. Felicity Lott n'a pas encore atteint ces sommets. Elle a moins de grâce, peut-être, moins de rondeurs vocales que Kiri Te Kanawa (vue dans une récente captation télévisée). Mais cette Londonienne a la classe, le port, le chien, le cran d'une Edwige Feuillère autrefois. Habillée sans faiblesse par Bettina Julianne Walter, elle n'est ni trop languide ni trop poudrée. Sa tristesse sous-jacente se passe de mimiques éplorées. De bout en bout, on jurerait qu'elle est ce qu'elle chante, sans avoir à le jouer.

Un rôle périlleux

Armin Jordan n'est pas le chef straussien qui mériterait une si grande dame. Il dirige au premier degré, dégrisé d'emblée avec une ouverture pérorante et désordonnée. L'Orchestre Philharmonique paraissait, au soir de la première du 24 septembre, un peu raide, un peu pinot, mais les musiciens anglais se détendent sans doute au fil des répétitions. Pour le reste, la production est pleine de vie et de simplicité. Centré sur l'essentiel (l'expression des sentiments), dans un décor qui évite le rococo et les viennoises habilités (signé Mathias Fischer-Dieskau), la mise en scène d'Adolf Drescher parvient à rendre drôle en enlevant un troisième acte généralement languissant. Comme dans le *Lulu* de Berg, qu'il avait dirigé sous le même toit, l'artiste allemand s'amuse des conventions du théâtre bourgeois pour diriger le plateau d'une main ferme. Ce qui nous vaut un baron Ochs (excellent Kurt Rydl) sobre dans ses excès.

Un mot enfin pour Octavian. Le théâtre espère Ann Murray, qui se désista l'an dernier. Il faut décider une jeune chanteuse pour le plus périlleux des rôles de mezzo : traversi vraisemblable lors même qu'il se « déguise » en femme, Chérubin mûri, déjà proche de Don Juan, fragile amant au premier acte, prince d'opérette au second, Tamino ayant trouvé sa Pamina au dénouement. Rendi Stene est tout cela à l'état naissant. Elle chantait son premier Octavian à Copenhague l'an dernier. Elle n'a pas fini de le chanter.

ANNE REY

► Théâtre du Châtelet, place du Châtelet, Paris (1^{er}). Tél. : 40-28-28-40. Métro Châtelet. Prochaines représentations : les 27, 29 septembre et 6 octobre à 19 h 30, le 3 octobre à 17 heures. De 70 à 495 F.

Le projet de budget ménage le théâtre et la musique

Jacques Toubon estime que les crédits en faveur de son ministère sont préservés.

Les socialistes dénoncent le plus mauvais budget depuis 1981



JEAN GAUDIN

28 ET 29 SEPT. 20'30
les Paupières rebelles... création1^{re} ET 2 OCT. 20'30
Ecarlate 19886, 7, 8 ET 9 OCT. 20'30
LA LA LA
HUMAN STEPS
Infante,
c'est destroy 1991

2 PL. DU CHATELET 42 74 22 77

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Le Monde
INITIATIVES

Le projet de budget présenté par Jacques Toubon pour 1994 s'élève à 13,45 milliards de francs, soit 0,95 % du budget national. Est-il en augmentation par rapport à l'année précédente? A l'automne 1992, la loi de finances contenait un budget de la culture représentant 1 % de celui de l'Etat. La vieille revendication exprimée dès le début des années 70 par Jean Vilar était enfin atteinte. Quelques mois plus tard, il était amputé, par le gouvernement Bérégovoy, de 225 millions de francs.

Le budget ne représentait donc plus que 0,98 % de celui de l'Etat. En outre, 665 millions de francs étaient « gelés ». Mesure toute provisoire, précisait Jack Lang à l'époque. Son successeur, Jacques Toubon, transforma ce gel en assouplissement : « C'était inévitables », affirma-t-il — lors du collectif budgétaire qui suivit l'arrivée à Matignon d'Edouard Balladur. Le budget effectif de la culture, pour 1993, était donc de 0,93 %, si l'on tient compte de la loi de finances rectifiée. Selon ces critères, contestés par l'opposition, il augmente effectivement de 4,3 %.

Tout de passe-passe ou exploit en ces temps de rigueur? Cela dépend des lunettes que l'on chausse. C'est « le plus mauvais

budget de la culture depuis 1981 », affirment les députés socialistes, dans un communiqué diffusé le 23 septembre. Ceux-ci qualifient d'« habillage comptable » l'accroissement annoncé de 4,3 %, dans la mesure où il est évalué « par rapport à la loi de finances rectifiée ». Pour Jacques Toubon, « le budget mis à la disposition de la vie culturelle et artistique de notre pays est préservé, malgré un contexte exceptionnellement difficile ».

Budget qui devrait se déployer davantage en direction de la province (selon la vulgate du RPR), mais qui favorise toujours Paris et sa région. La formation et la sensibilisation (autres idées-forces de Jacques Toubon) devraient voir leurs moyens renforcés, avec un peu plus d'un milliard de francs, dont la répartition n'est pas facile à suivre.

Une loi-programme pour le Patrimoine

La troisième priorité de la Rue de Valois est, on le sait, l'action internationale et la francophonie. La situation est complexe, car si Jacques Toubon récupère de jure ces deux antécédents supplémentaires, leurs budgets restent pour l'essentiel entre les mains du ministère des affaires étrangères. Or, sans finances...

D'une façon générale, la rigueur touche les moyens de fonctionnement du ministère et les crédits d'équipement. Les deux secteurs qui en sortent avec le plus de bonheur sont le théâtre et la musique, qui, en gros, maintiennent leurs budgets.

Le premier perd quelques fractions de point (-0,4 %, portant essentiellement sur des crédits d'équipement en province) et la seconde en gagne quelques uns (+0,2 %) — dû à l'injection de crédits pour la Cité de la musique, qui devrait ouvrir ses portes en janvier 1995. En revanche, l'Opéra de Paris subit une petite ponction, et le lyrique ne retrouve pas le niveau de la loi de finance de 1993.

Situation plus confuse pour le cinéma. Le ministère annonce que les crédits d'intervention atteindront 2,1 milliards de francs — en augmentation par rapport à l'année précédente, mais on remarque que la subvention de l'Etat au Centre national de la cinématographie baisse de 39,6 %.

La différence devra être comblée par des recettes issues de la profession. Pour le livre, la baisse des subventions en direction des éditeurs, des revues et de l'exportation se conjugue avec un déblocage de 106 millions de francs « pour favoriser le déve-

loppement de la lecture chez les jeunes ».

Le patrimoine bénéficie d'une programmation sur cinq ans avec une (modeste) augmentation minimum garantie de 2 % et, pour cette année, 1,5 milliard de francs. Jack Lang, qui avait lui aussi proposé le vote d'un tel texte, était plus gourmand. Comme Jacques Toubon d'ailleurs, qui espérait bien obtenir au moins 2,5 %. Le ministre du budget en a décidé autrement.

Il faut également noter que les 60 millions de francs destinés à la rénovation du jardin des Tuileries tiennent désormais dans l'enveloppe du patrimoine. Le poids des grands travaux diminue considérablement (ils ne représentent plus que 10 % du budget du ministère contre 16 % en 1993), du fait de leur progressif achèvement.

Les perdants : Archives et musées

Les grands perdants sont les Archives, qui voient leurs crédits amputés de près de 20 %. Et surtout les musées. Leurs crédits d'acquisitions, qui avaient fait les frais du dernier collectif budgétaire avec une réduction de plus de la moitié, restent au même étage. Les dépenses d'équipement et les crédits desti-

nés aux travaux des musées nationaux (hors Louvre) sont logés à la même enseigne (-24 %). Le fonds d'urgence nécessaire aux achats exceptionnels ne retrouve pas son niveau de 1992.

Les établissements de province seront sans doute les premiers à souffrir de ces mesures. Autre coupe claire : celle qui a été effectuée à la délégation aux développements et aux formations, direction qui permettait de débloquent des fonds exceptionnels (pour les festivals, par exemple) affectés à des directions régionales et de doter de petits équipements certaines régions.

Dans le domaine des arts plastiques, le budget des grandes écoles est pour l'essentiel maintenu. Celui des centres d'art contemporain subit, en revanche, une érosion par rapport à la loi de finances de 1993. Et les sommes consacrées aux ateliers et aux écoles d'art de province restent en deçà du collectif du printemps dernier.

Quant aux services administratifs du ministère et aux personnels qui en dépendent (plus de vingt mille personnes), ils devront, eux aussi, se serrer la ceinture.

EMMANUEL DE ROUX

Jacques Toubon

Le président du Crédit mutuel, M. Jean-Louis Laroche, a été élu à la présidence de l'association des banques de France. Il a été élu à la présidence de l'association des banques de France. Il a été élu à la présidence de l'association des banques de France.

Un entretien avec le président du Crédit mutuel

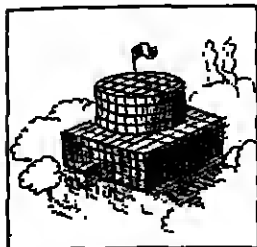
Le président du Crédit mutuel, M. Jean-Louis Laroche, a été élu à la présidence de l'association des banques de France. Il a été élu à la présidence de l'association des banques de France. Il a été élu à la présidence de l'association des banques de France.

Le président du Crédit mutuel, M. Jean-Louis Laroche, a été élu à la présidence de l'association des banques de France. Il a été élu à la présidence de l'association des banques de France. Il a été élu à la présidence de l'association des banques de France.

البيان

VOICI 5 ARGUMENTS DE TAILLE POUR PASSER À L'ACTION.

Devenez actionnaire de la première banque des entreprises françaises.



Si aujourd'hui les cent premières entreprises françaises et le tiers des PME-PMI ont choisi la BNP, ce n'est pas sans raison. C'est d'abord parce que les chargés d'affaires de la BNP connaissent les préoccupations des entreprises et sont proches d'elles. C'est ensuite parce que la BNP propose une gamme complète de financements et de services, adaptés à la taille et aux besoins de chaque entreprise. C'est enfin parce que la BNP est au cœur du tissu économique français. Autant de raisons qui expliquent que tant d'entreprises aient accordé leur confiance à la BNP et à son professionnalisme.

Devenez actionnaire de la banque qui est au service de 4 500 000 clients.



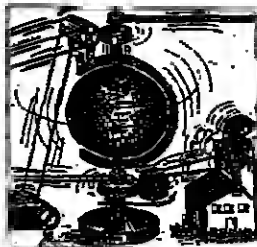
Avec 4 500 000 clients particuliers et un réseau de 2000 agences réparties sur tout le territoire national, la BNP est depuis toujours une grande banque de proximité.

Elle offre à sa clientèle une palette complète de services, de produits d'épargne et de financement. Certains sont particulièrement novateurs : le contrat Présence, par un système d'abonnement à la carte, regroupe, selon différentes formules, tout un ensemble de prestations pour faciliter la banque au quotidien. Les clients ne s'y sont pas trompés : ce contrat, qui est assorti d'un engagement qualité de la banque, a été souscrit en 12 mois par plus d'un million d'entre eux. Le service aux particuliers ne s'arrête pas là : la BNP est leader en matière de gestion de patrimoine. Elle a spécialisé dans ce domaine un millier de conseillers. Elle gère aujourd'hui plus de 200 milliards de francs de SICAV et de fonds communs de placement. En 1992, le magazine financier "Mieux Vivre" lui a décerné, dans le cadre de ses "Corbeilles", le premier prix pour la

qualité de sa gestion de SICAV sur 5 ans.

Pour répondre aux besoins spécifiques des professions libérales, des artisans, des commerçants, la BNP achève la mise en place dans son réseau de 850 spécialistes.

Devenez actionnaire d'une banque qui accompagne ses clients partout dans le monde.



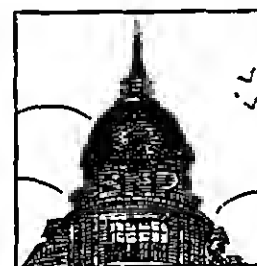
Avec près de 600 implantations, la BNP est présente dans 77 pays, dont 20 en Europe. Son réseau international est l'un des cinq premiers au monde. C'est un tremplin formidable pour accompagner ses clients français et étrangers aux quatre coins du monde.

De New York à Tokyo, de Londres à Sydney, de Francfort à Hong-Kong, la BNP est présente sur toutes les grandes places financières. Avec 26 salles de marchés, elle peut intervenir partout et à tout moment pour faire bénéficier ses clients des meilleures opportunités.

Son savoir-faire lui permet également de financer les grands projets internationaux : du Tunnel sous la Manche aux centrales électriques aux États-Unis et en Asie, des autoroutes en Californie au traitement des eaux en Australie, en passant par des systèmes de télécommunication par satellite à Hong-Kong et au Canada.

Pour se développer, une grande banque doit sans cesse anticiper, se tourner vers de nouveaux horizons. Grâce à sa coopération avec la deuxième banque allemande, la Dresdner Bank, la BNP, déjà implantée à Prague, Budapest, vient d'ouvrir à Saint-Petersbourg.

Devenez actionnaire d'une banque reconnue pour sa solidité financière.



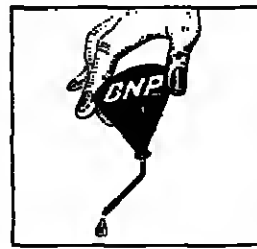
Dans le monde financier, la signature de la BNP est reconnue et recherchée comme l'une des meilleures : c'est une banque digne de confiance aux yeux de tous les professionnels.

Son bilan est solide. Ses engagements sont d'une grande diversité sectorielle et géographique, ce qui est un gage de sécurité. Elle mène une politique rigoureuse et prudente en matière de provisionnement.

Autant d'atouts qui valent à la BNP une très honore notation au plan mondial.

Autant d'atouts qui mettent la BNP en situation de profiter pleinement, le moment venu, des effets de la reprise de l'économie.

Devenez actionnaire de la banque qui veut permettre à ses clients d'avancer.



La BNP n'a de cesse d'avancer pour permettre à ses clients de faire de même.

Elle a su se développer dans de nouveaux métiers. A travers ses filiales, BNP BAIL et CREDIT UNIVERSEL, elle est présente dans le domaine du crédit bail et du crédit à la consommation. Sa filiale NATIO VIE, avec 600 000 clients, est la 8^e compagnie d'assurance-vie française. Dans le cadre de son alliance avec l'UAP, 1^{re} compagnie d'assurance française, elle a créé une filiale commune NATIO ASSURANCES qui commercialise des contrats d'assurance dommages (habitation, automobile, santé).

Au-delà des structures, le développement passe aussi par les hommes. La BNP a conduit une politique ambitieuse de formation pour améliorer en permanence les conditions d'accueil et la qualité de services offerts par ses 57 000 collaborateurs.

La BNP s'appuie aussi systématiquement sur les technologies nouvelles. Elle dispose de 22 000 terminaux et de plus de 1300 guichets automatiques de banque. Elle est la première banque française en télématique avec plus de 2 millions d'appels de particuliers par mois.

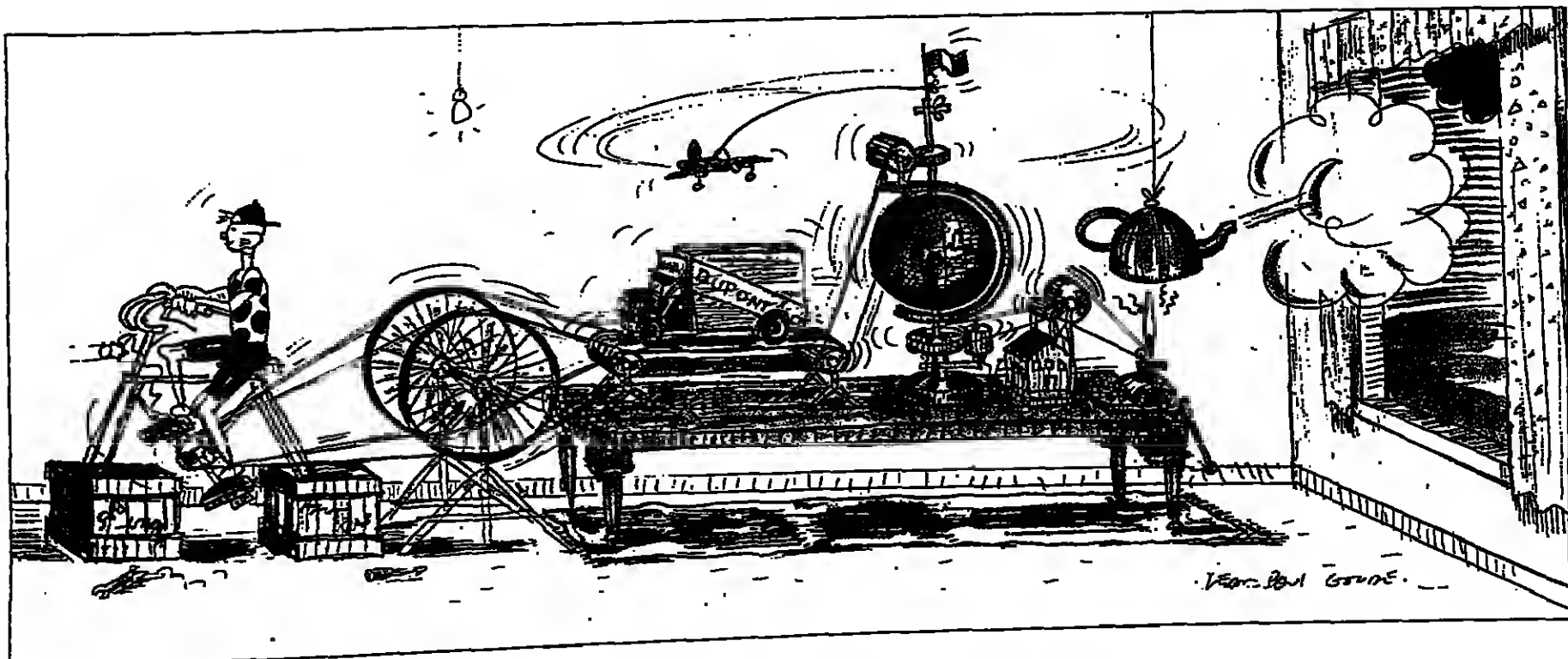
Pour toutes ces raisons, la BNP est aujourd'hui un rouage indispensable pour permettre aux entreprises d'avancer dans le monde, pour permettre aux particuliers d'avancer dans leur vie. Bientôt vous allez pouvoir devenir actionnaire de la BNP.

Des mandats d'achat sont d'ores et déjà disponibles chez votre intermédiaire financier et dans toutes les agences de la BNP. Il est précisé que ceux-ci sont révoqués jusqu'à la fin de l'avant dernier jour de bourse précédant le jour de clôture de l'offre.

Un document de référence a été élaboré (cf. R 93-020 du 03/09/93) et une Note d'Opération Préliminaire a été validée par la COB. Ces documents sont disponibles sans frais chez votre intermédiaire financier et dans toutes les agences de la BNP. Une Note d'Opération Définitive sera disponible le jour de l'ouverture de l'Offre Publique de Vente, dans les mêmes lieux.

Pour tout renseignement, appelez le **NEVERT 05 1993 05** ou tapez le 36 14 code BNP. 3614 BNP

GRANDISSONS ENSEMBLE.



ÉCONOMIE

BILLET

La Poste
sous surveillance

Gérard Longuet sera-t-il satisfait ? A peine arrivé aux affaires, le ministre avait très sévèrement critiqué la situation de La Poste, établissement public placé sous sa tutelle. Brandissant le spectre d'un déficit de 3 milliards de francs d'ici à la fin de l'année, il avait exigé, en mai, des mesures draconiennes. Après une hausse du prix du timbre, de 2,50 à 2,80 francs, et un plan d'économies de 950 millions de francs, le Poste espère désormais terminer son exercice 1993 en équilibre. Cet objectif ne semble pas « hors de portée » à son président, Yves Cousquer. « Tout dépendra de la nature comptable des 1,125 milliards de francs que l'Etat souhaite prélever et s'il y aura ou non une contrepartie à ce prélèvement », a-t-il indiqué. En clair, un prélèvement qui, d'une manière ou d'une autre, appaierait au sein de La Poste, sans affecter le compte d'exploitation, serait le bienvenu. La Poste, entité juridique autonome depuis juillet 1990, éprouve des difficultés à établir des relations claires avec l'Etat. L'établissement n'a toujours pas de contrat de plan. Un nouveau document fixant les grandes orientations pour la période 1994-1996 doit être élaboré dans les mois à venir. Soupçonné de « laxisme » par sa tutelle directe, La Poste travaille sur un plan stratégique interne qui devra être convaincant. Yves Cousquer, dont le mandat vient à échéance fin 1993, est dans le collimateur de Gérard Longuet. Et le rétablissement des comptes est loin de garantir son renouvellement.

CAROLINE MONNOT

Les grands argentiers appellent
à une conclusion rapide du Cycle de l'Uruguay

Mickey Kantor, représentant spécial de Bill Clinton pour les questions commerciales, devait recevoir, lundi 27 septembre à Washington, Sir Leon Brittan, commissaire européen pour les relations économiques extérieures, afin d'évoquer le précaire de Blair House dont un conseil des ministres européen du 21 septembre a demandé qu'il soit « rediscuté ». La crainte d'un échec des négociations commerciales a plané sur la réunion du G7 et sur les travaux préparatoires à l'assemblée annuelle du FMI.

WASHINGTON

de nos envoyés spéciaux

Les grands argentiers du monde sont inquiets. Et, cette année, ce n'est ni la monnaie ni la dette qui alimentent leurs craintes, mais bien le commerce mondial. Les réunions préparatoires à la 48^e assemblée annuelle du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, qui se sont tenues à Washington au cours du week-end, ont été très largement dominées par les appréhensions que suscite dans la communauté financière internationale la perspective d'un échec dans les négociations en cours du Cycle de l'Uruguay (Uruguay Round). Avant la rencontre décisive, lundi 27 septembre, entre Mickey Kantor, représentant spécial du président Clinton pour le commerce, et Sir Leon Brittan, commissaire européen chargé des relations économiques extérieures,

les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales, réunis dans la capitale fédérale, ont multiplié les appels en faveur d'un compromis global.

Dans une déclaration conjointe – un procédé inhabituel – les trois responsables des institutions issues de Bretton-Woods, Lewis Preston, président de la Banque mondiale, Michel Camdessus, directeur général du FMI, et Peter Sutherland, directeur général du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) devaient à leur tour, lundi, inviter fermement les responsables politiques des pays concernés à tout mettre en œuvre pour parvenir au plus vite, et en tout état de cause avant le 15 décembre, à un accord qui doit, à leurs yeux, non seulement accroître les échanges mondiaux mais aussi soutenir l'activité économique.

« Les marchés font
ce qu'ils veulent »

Réunis samedi, les membres du G7 – les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales des sept pays industrialisés – n'ont certes pas publié de communiqué final à l'issue de leurs discussions. Pour Piero Barucci, ministre italien du Trésor, la raison était très prosaïque. « Nous avons constaté que, maintenant, les marchés financiers font ce qu'ils veulent... Alors qu'auparavant, nous étions convaincus qu'ils tenaient compte de ce communiqué... », a-t-il expliqué. Plusieurs participants ont cependant fait savoir que la sortie de la crise dans laquelle se trouvent plongés depuis maintenant

plus de trois ans les pays industrialisés passait par la conclusion d'un accord global au GATT. Le plus pressant et le plus précis a été Lloyd Bentsen, secrétaire américain au Trésor. Il a jugé « absolument essentielle » la conclusion des négociations en cours.

Les pays en voie de développement, réunis dimanche au sein du groupe des 24, ont, eux, publié un communiqué dans lequel ils ont affirmé qu'il fallait « mener à bon terme, de toute urgence », ces négociations. Un échec « ébranlerait la confiance des agents économiques et compromettrait les stratégies de développement des pays en développement et des pays à économie anciennement planifiée ». De son côté, le comité intérimaire, qui s'est réuni le même jour, s'est inquiété de « la faiblesse continue de la croissance dans les pays industrialisés et de la progression du chômage » et il a jugé lui aussi « crucial » l'aboutissement du Cycle de l'Uruguay avant la fin de l'année.

Le comité intérimaire avait auparavant auditionné M. Sutherland, une démarche remarquée. Ce dernier avait déjà rencontré M. Kantor vendredi, à Washington, et il devait s'entretenir dimanche soir avec Sir Leon. Devant le comité intérimaire puis devant les journalistes, le nouveau patron du GATT a repris à son compte les résultats d'une étude conjointe de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de la Banque mondiale, rendue publique dimanche, sur les bénéfices du libre-échange sur la croissance mondiale (lire ci-dessous). Après avoir fait état de progrès récents réalisés à Genève dans les négociations sur la libéralisation des services et sur l'accès aux marchés, M. Sutherland a évoqué le dossier agricole qui fait l'objet d'une différend entre les Etats-Unis et l'Europe, notamment la France, et qu'il a qualifié de « problème sérieux ». « Nous sommes là dans une impasse », a-t-il expliqué, estimant

que, dans l'état actuel des déclarations des uns et des autres, il ne voyait pas d'issue immédiate au conflit.

Le déblaiement de la situation nécessite, à ses yeux, « des décisions politiques courageuses ». S'il veut conserver leur crédibilité, les responsables des deux parties concernées, qui affirment constamment leur volonté de conclure, « doivent surmonter certains intérêts sectoriels ». Evoquant son récent entretien avec Edouard Balladur, M. Sutherland a expliqué que le premier ministre lui avait dit que la France était « désireuse de parvenir à un accord » mais que, pour Paris, le précaire de Blair House devait être « d'une manière ou d'une autre révisé ». Au cours de ces derniers jours, la France a été mise en cause à plusieurs reprises à Washington pour son attitude dans cette affaire. Ainsi Kenneth Clarke, chancelier britannique de l'Echiquier, a-t-il déclaré en public que « la France était en fait le seul pays opposé à la conclusion des négociations de l'Uruguay Round ».

Relations envenimées
entre Paris et Washington

S'il a quelques idées sur la manière de sortir de l'impasse, le directeur général du GATT n'a pas voulu les préciser. Il juge cependant peu probable une issue à la crise dès ce lundi. Un sentiment partagé par tous ceux qui ont approché les négociateurs. Prévu de longue date, ce tête-à-tête entre M. Kantor et Sir Leon ne devrait durer que très peu de temps alors que l'ordre du jour, très abondant, ne comporte pas que le volet agricole. Les relations entre Paris et Washington se sont, semble-t-il, envenimées. M. Kantor a répondu par une fin de non-recevoir à la demande de rencontre que lui avait adressé le ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé, actuellement présent à New-York où il participe à l'Assemblée générale annuelle de l'ONU. Pour sa part, Einarning Christophersen, vice-président de la Commission euro-

péenne, a fait montre d'une grande prudence. « Nous allons commencer à discuter, mais je pense qu'il faudra du temps, plusieurs semaines peut-être, avant que le problème puisse être réglé », a-t-il déclaré dimanche à Washington à la veille de la rencontre Kantor-Brittan.

Outre la libéralisation des échanges, les grands argentiers réunis à Washington ont aussi débattu des politiques économiques susceptibles de favoriser la croissance. Toujours à la recherche d'emplois « plus nombreux et mieux payés », selon l'expression de M. Bentsen, les Etats-Unis ont confirmé que la réunion du G7 sur l'emploi, annoncée par le président Clinton au sommet de Tokyo au mois de juillet, se tiendra bien « cet automne » à Washington. Les Etats-Unis ont en outre demandé aux Européens – sans mentionner nommément l'Allemagne ou la France – d'assouplir plus rapidement leur politique monétaire, tandis que le nouveau ministre japonais des finances, Hirohisa Fujii, a déclaré, avec un franc-parler auquel les familiers du G7 n'étaient pas habitués, que la hausse trop rapide du yen menaçait de bloquer une éventuelle reprise dans l'archipel.

Trop occupés par le Cycle de l'Uruguay, par la situation politique en Russie, par la question de la levée éventuelle de l'embargo sur l'Afrique du Sud et par la mise en place de financements pour le Proche-Orient, les grands pays industriels ont donc écarté, cette fois-ci, les conflits de famille. Aucun d'entre eux n'a reçu d'indications marquées ou de conseils appuyés. De quel justifier la remarque ironique faite par le ministre italien du Trésor à l'issue de la réunion du G7. « Finalement, cela aurait été une bonne idée si les Sept étaient restés chez eux », a assuré M. Barucci.

ERIK IZRAELEWICZ
et SERGE MARTI

Selon une étude de l'OCDE et de la Banque mondiale

Un compromis sur le GATT
rapporterait 213 milliards de dollars par an

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

La libéralisation du commerce mondial, telle que prévue par les accords en cours de négociation dans le cadre du Cycle de l'Uruguay (Uruguay Round), devrait permettre à l'économie mondiale de bénéficier en 2002 d'un revenu annuel supplémentaire de 213 milliards de dollars (avec la valeur du dollar de 1992), selon une étude menée pendant quatre ans par l'OCDE et la Banque mondiale et rendue publique dimanche 26 septembre à Washington. Pour parvenir à cette démonstration, les experts de ces deux organisations ont fait tourner un modèle macro-économique mondial comportant 77 000 équations.

Selon les auteurs du rapport, une libéralisation totale apporterait des gains bien supérieurs à l'ensemble de l'humanité, de l'ordre de

450 milliards de dollars par an. Mais tous n'en sommes pas là. Le Cycle de l'Uruguay ne conduit qu'à une libéralisation partielle. Le revenu supplémentaire estimé, de 213 milliards de dollars, est cependant « une estimation basse ». Elle ne prend en effet en compte que l'agriculture et le secteur manufacturier, sur la base d'une baisse des tarifs douaniers de 30 %. Les services ne sont volontairement pas pris en compte dans cette étude, pas plus que les « effets psychologiques » d'un compromis sur le GATT.

Le gain de cette libéralisation des échanges n'est pas également réparti. Ce sont les pays industrialisés les plus protégés qui devraient en être les principaux bénéficiaires : Etats-Unis, Communauté européenne, Association européenne de libre-échange et Japon. Au total, la zone OCDE bénéficierait de 135 milliards de dollars de revenus

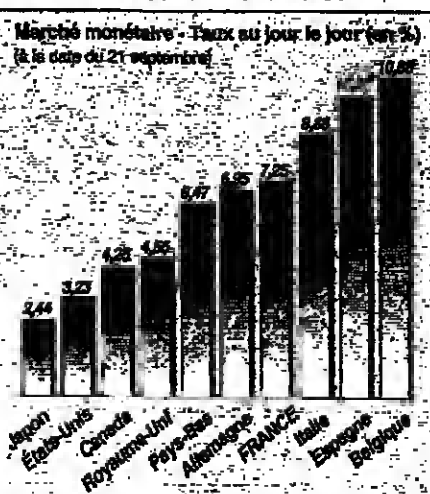
supplémentaires. Mais il devrait y avoir des perdants. Les pays importateurs de produits alimentaires pourraient souffrir de la hausse des prix mondiaux. Les pays pauvres d'Afrique subsaharienne devraient accuser des pertes de l'ordre de 7 milliards de dollars par an. Les experts préconisent des dispositions particulières en leur faveur.

Interrogé sur ces estimations, Edmond Alphandéry, ministre français de l'économie, a répondu, en souriant, qu'à titre d'« économiste professionnel » il savait la « valeur » qu'il fallait accorder à ce type de prévisions. Il n'en a pas moins réaffirmé la volonté de la France de parvenir à « un accord global et équilibré » au GATT.

E. I.

Des taux d'intérêt très différenciés

Les Etats-Unis et, de façon plus discrète, le Fonds monétaire international (FMI) ont beau jeu de reprocher aux pays européens – la France en tête – de freiner la reprise économique mondiale par leur politique de taux d'intérêt élevés (le Monde du 27 septembre). Le décalage est en effet saisissant entre ceux pratiqués sur le Vieux Continent (plus de 7 % pour le taux au jour le jour en France) et outre-Atlantique (à peine plus de 3 %). Et que dire du Japon, où le taux d'escompte a été ramené de 2,5 % à 1,75 % le 21 septembre, soit son plus bas niveau historique ?



□ SNCF : perturbations dans la région de Marseille. – Le trafic ferroviaire subira « quelques perturbations » sur l'ensemble de la région de Marseille, à la suite d'un arrêt de travail des agents de conduite du dépôt de Marseille à l'appel de la CGT, de la CFDT et des autonomes (FGAAC), entre le dimanche 26 septembre et le mardi 28 septembre. « Pour les trains rapides et express, des perturbations sont à craindre sur la relation Marseille-Nice et retour (deux trains sur trois). Le trafic devrait être normal à destination du Languedoc-Roussillon et de la vallée du Rhône », indique la direction régionale de la SNCF. Les lignes de banlieue seront affectées par un service réduit, pour les relations d'Avignon à Orange et au départ de Marseille pour Avignon, Miramas, Aix-en-Provence et Toulon-Les Arcs. Le programme sera normal sur les lignes de la banlieue de Nice.

Jean-Luc Delarue et
l'équipe d'Europe 1 éclairent
l'info du matin.

7h à 9h

EUROPE 1

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

ÉCONOMIE

sur le commerce international

Moscou s'engage à accroître le rôle du marché

Pour les représentants du groupe des sept pays les plus industrialisés (G7), réunis le samedi 25 septembre à Washington, l'audition du ministre russe des finances, Boris Fyodorov, avait un double avantage. Elle leur permettait d'obtenir un instant les soucis que leur causent une croissance anémique et des déficits en cascade, et elle leur fournissait l'occasion de prodiguer des remèdes à plus mûre qu'eux. Devant le G7, le vice-premier ministre Fyodorov a indiqué que Boris Eltsine ne voulait pas recourir à la force pour déloger les « défenseurs » du Parlement et se dévouant de façon simultanée, à une dette pas encore fixée, permettraient d'« assainir » la situation politique à Moscou.

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

M. Fyodorov s'est employé à justifier la politique économique et monétaire suivie par son pays – et les dérapages de ces derniers mois – en assurant que Moscou comptait prendre bientôt de « nouvelles mesures » pour accélérer la transition vers l'économie de marché, tout en respectant les engagements financiers pris à l'égard des créanciers de la Russie, qu'ils soient publics ou privés.

Le détail de ces « nouvelles mesures », actuellement discuté avec des représentants du FMI à Moscou, ont été en outre sources de certitude. Selon des sources proches du Trésor américain, la Russie envisagerait de réduire les subventions sur les céréales (la banque centrale accorde actuellement des prêts à l'agriculture, dans des secteurs jugés prioritaires, à

des taux de 25 % par an, soit l'équivalent d'un mois d'inflation) et prendrait des mesures drastiques, notamment par la voie fiscale. D'après Ernesto Hernandez-Cata, directeur adjoint du département « Europe II » du FMI chargé de la Russie, le gouvernement russe ferait adopter l'instauration d'une taxe à la valeur ajoutée (TVA), projet déjà déposé, mais constamment bloqué par le parlement que Boris Eltsine vient de dissoudre.

M. Fyodorov a réaffirmé que la Russie se conformerait aux engagements souscrits auprès du Club de Paris, au titre de l'accord de réajustement de sa dette publique. Sur la dette privée de la Russie, des représentants du gouvernement avaient reconstruit le 24 septembre à Francfort, le Comité de coordination des banques privées. Ils avaient indiqué à cette occasion que Moscou s'engageait à régler en trois versements (en octobre, novembre et décembre) les quelque 500 millions de dollars dus à ces établissements à la fin 1993.

Déclaration de soutien

L'exercice a valu au ministre russe des finances d'empêcher une déclaration de soutien des participants au G7, lesquels « ont réaffirmé leur engagement en faveur du programme d'aide (à la Russie) approuvé à Tokyo au mois d'avril ». Mais M. Fyodorov, plaçant à nouveau la cause de son pays dimanche devant le Comité intermédiaire du FMI (2), n'a pas cherché une mesure de faveur, comme un évènement associatif, des conditions de déblocage de la deuxième tranche de crédit de 1,5 milliard de dollars prévue dans le cadre de la facilité d'ajustement systémique (FAS) mise en place par le FMI pour les pays dits « en transition » et qui aurait dû être versée à la Russie au cours de l'été (le Monde du 25 septembre).

Lors de la discussion, les membres du comité ont manifesté leur

encouragement à la « politique Eltsine », en l'accompagnant de fermes recommandations. Le secrétaire américain au Trésor, Lloyd Bentsen, tout en se félicitant de « l'amélioration de la situation macro-économique », a demandé avec insistance à la Russie que « ses importants développements se traduisent par des actions concrètes ». Moscou doit s'assurer que « son programme fiscal est remis sur les rails ». Toujours d'après M. Bentsen, la banque centrale russe doit pratiquer « des politiques plus transparentes » et entretenir « des consultations plus étroites avec le gouvernement (russe) et avec le FMI ». Pour illustrer son propos, M. Bentsen a cité le cas du Kazakhstan qui, selon lui, fait un usage tout à fait approprié de la facilité d'ajustement systémique qui lui a été concédée par le FMI. Un (bon) exemple repris par Yasushi Mieno, gouverneur de la banque du Japon, qui a également félicité ce pays pour le « bon fonctionnement » de son économie.

De nombreux participants ont manifesté l'optimisme exprimé précédemment par M. Mieno que le FMI et la Russie conviennent rapidement d'un programme de réforme économique cohérent et que Moscou puisse bénéficier d'un accord de crédit « stand-by ». Mais les experts du FMI se voient prudents. « La situation politique peut se stabiliser très vite. Mais nous nous inquiétons (de la Russie) vers une période pré-électorale agitée », rappelle un expert, M. Hernandez-Cata. « Ce n'est pas le meilleur moment pour essayer de stabiliser une économie et pour faire accepter des réformes nécessairement impopulaires ».

S. M.

(1) Allemagne, Canada, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon.
(2) Le Comité intermédiaire du conseil des gouverneurs, créé en 1974, est chargé de conseiller les instances dirigeantes du FMI, qui regroupe 178 pays-membres, sur la politique à suivre en matière de système monétaire international et de développements susceptibles de compromettre l'économie mondiale.

Une décision d'une cour d'appel fédérale

Le traité de l'ALENA n'est pas contraire à la législation américaine sur l'environnement

Une des menaces qui planait sur la ratification du traité de libre-échange nord-américain (ALENA), entre les États-Unis, le Canada et le Mexique, vient de disparaître. La cour d'appel fédérale a infirmé, vendredi 24 septembre, un précédent jugement (le Monde du 3 juillet) selon lequel le projet de l'ALENA violait le National Environmental Policy Act, la loi fédérale sur la protection de l'environnement. Si la cour d'appel avait donné raison aux plaignants – des organisations écologistes –, c'est l'ensemble du traité de l'ALENA qui aurait été remis en question, car la mesure où le traité aurait pu être attaqué par différents autres lobbies.

Mais la cour d'appel, à l'unanimité de ses membres, en a décidé autrement. Au-delà du traité de libre-échange, c'est également le sort du Cycle de l'Uruguay (Uruguay Round) qui est conforté : les arguments juridiques utilisés pour mettre à bas l'ALENA auraient pu être utilisés contre le Cycle de l'Uruguay, une fois celui-ci terminé.

■ Air France : appel à la grève à l'Orly-Nord. – Quatre syndicats d'Air France à l'Orly-Nord, la CGT, FO, le SNMSAC (mécaniciens au sol, autonomes) et le SICTAM-CGT, ont appelé les personnels à cesser le travail, mardi 28 septembre, pendant trois heures quarante, en fin de semaine, pour protester contre le nouveau plan social à Air France, ont-ils indiqué dans un communiqué. Ce mot d'ordre coïncide avec une journée nationale d'action interprofessionnelle de la CGT.

ÉNERGIE

Réunis en conférence à Genève

Les pays de l'OPEP tentent de trouver un accord

Après deux jours de discussions à Genève, samedi 25 et dimanche 26 septembre, les ministres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ne sont pas parvenus à un accord sur les quotas de production. La réunion plénière des douze membres de l'organisation a été reportée à lundi 27 septembre, afin de permettre des consultations bilatérales. L'objectif est de définir un plafond de production pour le quatrième trimestre – entre 24 et 24,5 millions de barils/jour, – et de permettre ainsi, en limitant l'offre face à la demande, de stopper la chute des prix du baril. Avant la reprise de la séance, l'Iraq et l'Arabie saoudite parvenaient à une « entente commune » sur le nouveau plafond de production.

Mais les discussions se heurtent à la répartition des quotas de production entre les différents pays, notamment le Koweït, qui, n'ayant pas respecté le précédent accord, entend bénéficier d'un relèvement de sa part (plus d'un million de barils/jour) pour qu'elle soit égale à celle des Émirats arabes unis (2,6 millions de barils/jour). L'Iraq s'y oppose farouchement, et demande dans ce cas un relèvement de 25 % de son quota. L'Arabie saoudite, tout en étant prête à accepter une baisse du quota koweïtien, a fait savoir qu'il était hors de question de baisser sa propre production en dessous des 8 millions de barils/jour actuels (le Monde du 25 septembre).

INDUSTRIE

Saint-Gobain confirme les pressions de Volkswagen

L'action Saint-Gobain a chuté en baisse de 0,91 %, à 546 francs, vendredi 24 septembre à la Bourse de Paris, après que le groupe a confirmé les pressions exercées par le constructeur automobile allemand Volkswagen pour obtenir une baisse d'environ 15 % du prix de ses pare-brise et vitres. Interrogé sur des informations publiées la veille dans le quotidien britannique Evening Standard, le groupe a précisé qu'il était « excessif » de prétendre que Volkswagen demandait un chiffre d'affaires de 13 milliards de francs, dont 40 % environ pour l'automobile. Le groupe se refuse à préciser le chiffre d'affaires réalisé avec Volkswagen.

nos prix, cela ne se fera pas du jour au lendemain, mais dans le cadre d'un véritable partenariat à long terme ».

En avril, déjà, Jean-Louis Boffa, PDG de Saint-Gobain, avait reconnu subir des pressions des constructeurs automobiles. « Ils demandent la lune. Mais il n'est pas dans notre vocation de perdre de l'argent », L'an dernier, la branche vitrage de Saint-Gobain a réalisé un chiffre d'affaires de 13 milliards de francs, dont 40 % environ pour l'automobile. Le groupe se refuse à préciser le chiffre d'affaires réalisé avec Volkswagen.

Jean-Pierre Elkabbach interviewe sans concession toutes les personnalités.



7h40 et 8h30
EUROPE 1

La réunion du G7 à Washington

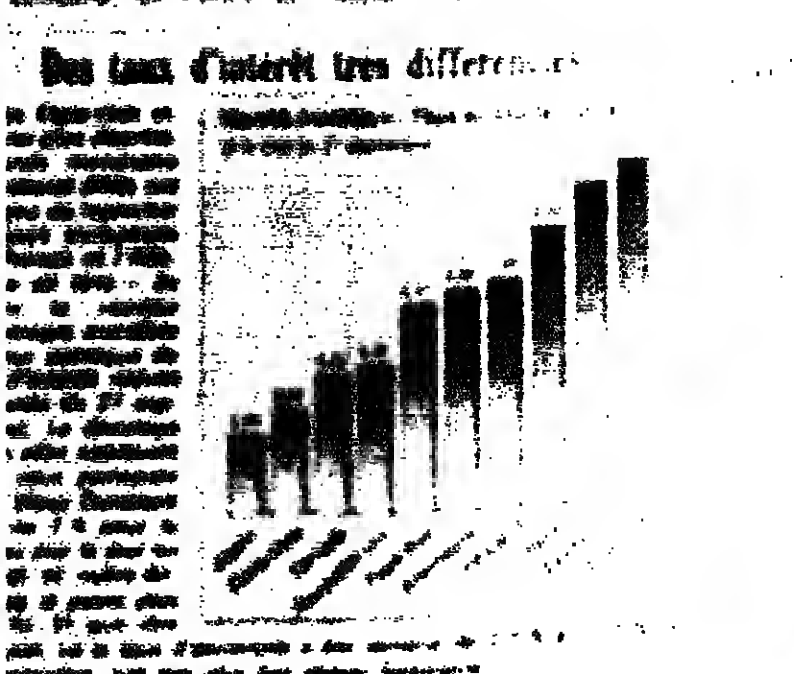
Argentiers appellent l'arrêt du Cycle de l'Uruguay

Les représentants du groupe des sept pays les plus industrialisés (G7) ont réuni à Washington, le samedi 25 septembre, une audition du ministre russe des finances, Boris Fyodorov, pour discuter de la situation économique de la Russie et de ses engagements envers le FMI.

Le détail de ces « nouvelles mesures », actuellement discuté avec des représentants du FMI à Moscou, ont été en outre sources de certitude. Selon des sources proches du Trésor américain, la Russie envisagerait de réduire les subventions sur les céréales (la banque centrale accorde actuellement des prêts à l'agriculture, dans des secteurs jugés prioritaires, à

Un compromis sur le GATT apporterait 213 milliards de dollars

Le G7 a adopté un communiqué qui appelle à une « coopération accrue » entre les pays industrialisés et les pays en développement, dans le cadre du système multilatéral de commerce international.



Le FNB : les éléments essentiels du plan de relance sont préservés. – Le projet de budget pour 1994 « présente pour l'essentiel les éléments prévus du plan de relance du bâtiment », a estimé, vendredi 24 septembre, la Fédération nationale du bâtiment.

VIE DES ENTREPRISES

Les difficultés
de l'industrie du luxe

Investcorp prend le contrôle total de Gucci

Investcorp (Arabian Investment Banking Corp.), banque d'affaires fondée en 1982 par un Irakien en exil, Nemir A. Kirdan, devait annoncer, lundi 27 septembre, la prise de contrôle quasi totale de Gucci, l'un des plus grands noms de l'industrie italienne du luxe.

Révélateur par le quotidien britannique *Financial Times*, l'opération donne à la banque, qui détenait déjà 50 % des actions de la société, le contrôle total de la firme italienne. Investcorp achète, en effet, les 50 % restants, jusqu'ici détenus par Maurizio Gucci, le petit-fils du fondateur de la société, pour 170 millions de dollars (932 millions de francs).

Contrôlée par des capitaux arabes du Golfe, Investcorp figure parmi les banques les plus rentables de la planète et vise toujours un retour sur investissement de 15 % à 20 % par an malgré la crise (le *Monde* du 10 août 1992). Outre la distribution et l'agroalimentaire, la banque a, il est vrai, privilégié les investissements dans des sociétés prestigieuses comme Tiffany's et Saks Fifth Avenue aux États-Unis, Chaumet et Breguet en France, Riva et, bien sûr, Gucci en Italie.

En 1989 déjà, la banque d'affaires avait mis à profit les dissensions de la famille Gucci pour prendre 50 % du capital de Guccio Gucci Spa, la maison-mère du groupe à Florence, ainsi que 50 % de Gucci America Inc. Elle devrait profiter de cette fois de la crise du luxe, qui a fait plonger les résultats de Gucci dans le rouge et chuter son chiffre d'affaires d'environ 25 % en deux ans. Selon le *Financial Times*, Maurizio Gucci devrait abandonner toute responsabilité dans l'entreprise familiale.

P.-A. G.

Enregistrant une amélioration de ses comptes au premier semestre

Essilor serait sur la voie du redressement

« Nous sommes sortis du tunnel », a affirmé, jeudi 23 septembre, Gérard Cotter, PDG d'Essilor International, numéro un mondial des verres pour lunettes, « mais nous émergerons dans un paysage plutôt brumeux ». En tout cas, pour un chiffre d'affaires de 2,87 milliards de francs au premier semestre 1993, en hausse de 6,5 %, le groupe a enregistré une augmentation de 22 % de son bénéfice d'exploitation à 311 millions de francs, de 74 % pour un résultat net de 137 millions de francs contre 77 millions, chiffre supérieur à ce qui était initialement prévu.

A l'origine de ce redressement qui fait suite à deux exercices antérieurs assez difficiles, on trouve d'abord la diminution des charges de personnel, de l'ordre de 55 millions de francs. Depuis 1991, les effectifs du groupe ont été ramenés à 13 000 personnes,

après suppression de 1 500 emplois, dont 1 200 en France. S'y ajoutent les « effets positifs de la réduction des coûts de production », expression pudique pour qualifier le recroqueillage du groupe sur ses métiers de base après quelques aventures coûteuses. Ainsi, la filiale Angénieux a été vendue à Thomson et à L'Air liquide.

Les frais financiers ont diminué. L'endettement a été ramené à 985 millions de francs, soit 37 % des capitaux propres, contre 44 % auparavant. Commercialement, la bonne tenue des ventes sur le marché nord-américain (+ 17 % en devises) a plus que compensé la morosité du marché européen, pratiquement stable, le chiffre d'affaires augmentant néanmoins de 5 % en France malgré la crise. Pour le second semestre 1993, on attend, chez Essilor, un redressement de l'Europe, déjà amorcé, et la confirmation des performances

en Amérique du Nord, ce qui permettrait d'obtenir des résultats globaux en ligne avec ceux du premier semestre.

Dans le domaine technique, on note une relance sur l'Europe des verres progressifs Varilux et leur très vif développement aux États-Unis, où les verres organiques photochromiques Transitions, dont la couleur foncé sous l'action du soleil, ont effectué une percée spectaculaire après des débuts initiaux. D'une manière générale, la concurrence reste très dure sur les marchés internationaux, que ce soit de la part des Japonais Hoya, Seiko et Nikko ou de celle de l'américain Sola, numéro deux mondial, qui vient de changer de mains au profit d'un groupe d'investisseurs privés originaire des États-Unis.

FRANÇOIS RENARD

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

MANAGEMENT

□ Ferruzzi : renouvellement du conseil d'administration de la filiale suisse. Le conseil d'administration de la filiale de oïlée du groupe italien Ferruzzi, la société Ferruzzi Italia, a été entièrement renouvelé par l'assemblée générale de la société, qui s'est tenue à Ravenne (Italie) vendredi 24 septembre. L'assemblée générale a nommé M. Emilio Mauri au poste de président de Ferruzzi Italia, et au poste d'administrateur Guido Agnoloni et Stefano Rossetti Zannoni. Précédemment, le conseil d'administration était composé notamment de Arturo Ferruzzi, de son beau-frère Vittorio Giuliani-Ricci et de Romano Venturi, ex-directeur général du secteur oïlée. M. Mauri était déjà responsable du secteur « négoce de matière pre-

mière » de la holding Ferruzzi Finanziaria depuis juillet.

RÉSULTATS

□ AGF : très légère progression au premier semestre. Le groupe d'assurance public, les AGF, a enregistré sur les six premiers mois de l'année un résultat net consolidé de 1,411 milliard de francs ou très légère progression par rapport à celui de la période équivalente de 1992 (1,402 milliard). Le président des AGF, Michel Albert, s'est déclaré « relativement confiant » pour l'ensemble de l'année 1993 mais n'a donné aucune précision chiffrée. En 1992, les AGF avaient dégagé un résultat net (par du groupe) de 1,49 milliard de francs, pour l'essentiel réalisé au premier semestre.

PROJET

□ Lyonnaise-Dumex va fusionner avec une société détenant 4,16 % de son capital. Lyonnaise des Eaux-Dumex, le groupe français spécialisé dans le bâtiment-travaux publics et les services aux collectivités, va fusionner avec la société Sogepor, qui détient 4,16 % de son propre capital. Sogepor est elle-même détenue par la famille Chenonfor (les anciens propriétaires de Dumex) et par quatre institutions : BNP, Société générale, AXA et Crédit national, précise un communiqué publié mercredi 22 septembre. Ce projet se traduira par une augmentation du capital de Lyonnaise des Eaux-Dumex au profit des actionnaires de Sogepor et par la création d'une ligne d'autocoût. Ce projet pourrait aboutir avant la fin 1993.

CRISE

□ La compagnie charter danolse Sterling Airways a été déclarée en faillite. La faillite de la société danolse Sterling Airways, qui a été dans les années 70, la plus grande compagnie charter privée du monde a été prononcée mercredi 22 septembre. Créée en 1962 par un pasteur visionnaire, Eilif Krogsager, propriétaire du groupe de voyages Tjærborg, la vente de Tjærborg à son concurrent Spies, en 1989, a soulevé le glas de Sterling privée de sa clientèle de base. Grevée par des dettes de plus de 600 millions de francs, Sterling Airways va son chiffre d'affaires passer de 1,36 milliard de francs en 1989, à 935 millions de francs en 1993. Elle a effiéché des pertes de 316 millions de francs, contre des bénéfices de 90 millions de francs, quatre années plus tôt. Sterling Airways comptait 1400 salariés et transportait environ 700 000 passagers par an. (Corresp.)

FUSION

□ Equipements pétroliers américains : accord entre Dresser et Baroid. Dresser Industries et Baroid Corporation, deux compagnies américaines spécialisées dans les équipements de prospection et d'exploitation pétrolières ont annoncé récemment la conclusion d'un accord de fusion. Cette fusion, par échange d'actions pour un montant de 900 millions de dollars environ, devait être effective à la mi-janvier prochain. Elle permettra à Dresser de développer ses activités dans le secteur des services pour l'industrie pétrolière, à laquelle la firme dans un communiqué. Les produits et services fournis par les deux sociétés sont « très complémentaires », a souligné le président de Dresser John Murphy. Dresser Industries, dont le siège est à Dallas (Texas), a réalisé en 1992 un chiffre d'affaires de 4,8 milliards de dollars. Le chiffre d'affaires de Baroid, basé à Houston (Texas), est de 755 millions de dollars.

OUVERTURE

□ Ted Lapidus inaugure une boutique de prêt-à-porter à Alma-Ata. Le couturier parisien Ted Lapidus a inauguré, à la mi-septembre, sa première boutique à Alma-Ata, capitale du Kazakhstan. La maison de couture a choisi le cadre de la Maison de la France pour ouvrir cette nouvelle vitrine, décorée à l'image des boutiques parisiennes, où seront diffusés le prêt-à-porter masculin et féminin, la maroquinerie et les accessoires.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 27 septembre ↑
Bien orientée

Dans le sillage de la séance de vendredi, le marché boursier d'octobre, la Bourse de Paris poursuivait sa progression lundi 27 septembre. En hausse de 0,53 % au début des transactions, les valeurs françaises s'appréciaient de 1,07 % une heure plus tard. Aux alentours de 13 heures, l'indice CAC 40 gagnait 0,96 % à 2 112,65 points.

Traditionnellement, au début du mois boursier, la Bourse est soutenue par de nouvelles prises de position, indiquant un optimisme. C'est ce qui a été vu aujourd'hui que le marché corrigé une baisse qui a été interrompue jusqu'à jeudi dernier, s'est ajusté.

Préoccupés la semaine dernière par les événements en ex-URSS, les boursiers reprennent confiance lundi, et croient toujours à une prochaine baisse des taux d'intérêt.

Mais certains professionnels estiment que les anticipations de baisse de taux sont présentes dans les esprits depuis des semaines et que, même si la baisse s'est concrétisée lundi, elle ne produira guère d'effets. En revanche, le décalage du CAC 40 par rapport à l'indice CAC 40 constitue un signal d'achat très fort et l'indice pourrait aller tester 2 120/2 122.

Des professionnels soulignent que les valeurs qui enregistrent les plus fortes variations ne sont pas toujours les plus importantes de la cote.

La Sogefi gagne 5,2 % dans un volume de 465 titres. Le volume continu de profiter de la hausse de 13,4 % à 179,2 millions de francs de son bénéfice net au premier semestre.

BSN gagne 0,8 % à 876 francs. Le groupe alimentaire a annoncé la semaine dernière une baisse marginale de son bénéfice. Selon un professionnel, « la guerre des prix sur les biscuits a pesé sur les marges, mais BSN reste une belle valeur ».

TOKYO, 27 septembre ↓ Net reculé

La Bourse de Tokyo a clôturé en nette baisse, lundi 27 septembre, malgré une hausse initiale, et l'indice Nikkei a perdu 1,06 % à 12 094,11 points. Le volume des échanges s'est élevé à 2 000 millions d'actions, une baisse considérable par rapport à vendredi où il s'était élevé à 3 022 millions de titres.

La cote a reculé sous la pression de ventes de parts lors que la majorité des investisseurs étaient en la touche, en l'absence d'éléments direc-

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Indices généraux de base 100 : 31 décembre 1982

	17-4-93	24-9-93
Valeur totale, à rev. variable	117,8	117,8
Valeur industrielle	112,2	111,8
Valeur commerciale	122,2	122,2
Valeur financière	117,8	117,8
Valeur agricole	117,8	117,8
Valeur énergétique	117,8	117,8
Valeur des services	117,8	117,8
Valeur des transports	117,8	117,8
Valeur des communications	117,8	117,8
Valeur des loisirs	117,8	117,8
Valeur des autres	117,8	117,8

Base 100 en 1982

	17-4-93	24-9-93
Valeur totale, à rev. variable	4 642,3	4 642,3
Valeur industrielle	4 473,7	4 473,7

Base 100 en 1982

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

	17-4-93	24-9-93
Indice général	577,4	577,4
Indice des valeurs	577,4	577,4
Indice des services	577,4	577,4
Indice des transports	577,4	577,4
Indice des communications	577,4	577,4
Indice des loisirs	577,4	577,4
Indice des autres	577,4	577,4

Base 100 en 1981

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

	17-4-93	24-9-93
Indice général	577,4	577,4
Indice des valeurs	577,4	577,4
Indice des services	577,4	577,4
Indice des transports	577,4	577,4
Indice des communications	577,4	577,4
Indice des loisirs	577,4	577,4
Indice des autres	577,4	577,4

Base 100 en 1981

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

MARCHÉS FINANCIERS

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 27 SEPTEMBRE

Liquidation : 22 octobre
Taux de report : 7,25

Cours relevés à 13 h 30
CAC 40 : +0,93 % (2112,01)

Règlement mensuel									
VALEURS	Cours	Différence	%	VALEURS	Cours	Différence	%	VALEURS	Cours
EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200
EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200
EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200
EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200
EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200
EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200
EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200
EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200
EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200

Comptant (sélection)

VALEURS	Cours	Différence	%	VALEURS	Cours	Différence	%	VALEURS	Cours
EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200
EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200
EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200
EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200
EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200
EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200
EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200
EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200
EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours	Différence	%	VALEURS	Cours	Différence	%	VALEURS	Cours
EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200
EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200
EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200
EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200
EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200
EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200
EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200
EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200
EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200	+0,01	0,00	EDF-EDF 3%	3200

Marché des Changes

Cours indicatifs	Cours	Cours	Cours des billets
Base (100 US)	5,8800	5,7570	5,40
Base (100 DM)	348,4400	347,0000	328
Base (100 FF)	116,2500	115,3000	107,5
Base (100 Sfr)	310,2700	309,9200	300
Base (100 lire)	3,3500	3,3500	3,37
Base (100 yen)	85,0000	85,7000	80
Base (100 esc)	6,1100	6,1100	6,15
Base (100 dracmes)	8,9125	8,9125	8,25
Base (100 dracmes)	2,4200	2,4200	2,69
Base (100 dracmes)	400	399,9000	398
Base (100 dracmes)	70,0000	70,0000	70
Base (100 dracmes)	75,0000	75,0000	75
Base (100 dracmes)	40,0000	40,0000	40
Base (100 dracmes)	4,3500	4,3500	4,35
Base (100 dracmes)	4,3100	4,3100	4,35
Base (100 dracmes)	5,3500	5,3500	5,20

Marché libre de l'or

Monnaies et devises	Cours	Cours
Or fin (100 grammes)	6400	6400
Or fin (100 grammes)	374	374
Or fin (100 grammes)	374	374
Or fin (100 grammes)	374	374
Or fin (100 grammes)	374	374
Or fin (100 grammes)	374	374
Or fin (100 grammes)	374	374
Or fin (100 grammes)	374	374
Or fin (100 grammes)	374	374
Or fin (100 grammes)	374	374

LA BOURSE SUR MINTEL

36-15	TAPEZ LE MONDE
36-15	TAPEZ LE MONDE
36-15	TAPEZ LE MONDE
36-15	TAPEZ LE MONDE
36-15	TAPEZ LE MONDE
36-15	TAPEZ LE MONDE
36-15	TAPEZ LE MONDE
36-15	TAPEZ LE MONDE
36-15	TAPEZ LE MONDE
36-15	TAPEZ LE MONDE
36-15	TAPEZ LE MONDE

Matif (Marché à terme international de France)

NOTIONNEL 10 %	Cours	Cours	Cours	Cours
NOTIONNEL 10 %	126,86	126,86	126,86	126,86
NOTIONNEL 10 %	126,86	126,86	126,86	126,86
NOTIONNEL 10 %	126,86	126,86	126,86	126,86
NOTIONNEL 10 %	126,86	126,86	126,86	126,86
NOTIONNEL 10 %	126,86	126,86	126,86	126,86
NOTIONNEL 10 %	126,86	126,86	126,86	126,86
NOTIONNEL 10 %	126,86	126,86	126,86	126,86
NOTIONNEL 10 %	126,86	126,86	126,86	126,86
NOTIONNEL 10 %	126,86	126,86	126,86	126,86

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux	L = Lille
Ly = Lyon	M = Marseille
Ny = Nancy	Ne = Nantes

SYMBOLS

1 ou 2 = catégorie de notation - sans indication catégorie 3 = valeur éligible au PEA
o = offert - d = demandé - l = offre réduite - r = demande réduite - f = contrat d'animation

MÉTÉOROLOGIE

LEGENDE

- ENSOLEILLÉ
- ÉCLAIRCI
PEU NUAGEUX
- NUAGEUX
COUVERT
ÉCLAIRCI
- TRÈS NUAGEUX
OU COUVERT
- FLEuve
OU BRUNE
- MERGE
- AVERGES
- ORAGES
- FROID ET
BOUILLONNANT
- SECS DE
DÉVELOPPEMENT

METEO FRANCE

TEMPS PRIS LE MARDI 26 SEPTEMBRE 1998 VERS MIDI

L'après-midi, le thermomètre atteindra 11 à 14 degrés sur la moitié sud, localement 20 degrés près de la Méditerranée.

FRANCE			STRASBOURG			LUXEMBOURG		
A	B	C	D	E	F	G	H	I
aveue	brune	covert	deu	trange	orange	pluie	tempete	oiseig
JACQOT	21	19	N	8	14	5	N	11
MIARTY	16	11	N	8	14	5	N	11
BOREDAUX	16	11	N	8	14	5	N	11
SOURRES	16	11	N	8	14	5	N	11
CARN	16	11	N	8	14	5	N	11
CHERDROU	16	11	N	8	14	5	N	11
CHERDROU-FER	16	11	N	8	14	5	N	11
LYON	16	11	N	8	14	5	N	11
GRENOBLE	16	11	N	8	14	5	N	11
LILL	16	11	N	8	14	5	N	11
LIMOGES	16	11	N	8	14	5	N	11
LYON-BROU	16	11	N	8	14	5	N	11
MARSEILLE	21	19	N	8	14	5	N	11
NANCE	16	11	N	8	14	5	N	11
NANTES	23	18	D	8	14	5	N	11
PARIS-MONTN	16	11	N	8	14	5	N	11
PAU	16	11	N	8	14	5	N	11
PERPIGNAN	16	11	N	8	14	5	N	11
POURTE-POURTE	23	18	D	8	14	5	N	11
RENNES	21	19	N	8	14	5	N	11

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

DANIEL SCHNEIDERMAN

Galerie des glaces

aussi, une sorte de fronde, dirigée vers deux cibles : d'abord les hauteurs féodales de la France balnéaire, bourgeoise et assoupie comme les rentiers Grégoire de Zola ; et aussi les envahisseurs américains, porteurs d'une culture sans savoir et sans histoire (Renaud) ; aussi lointains et menaçants que l'invisible compagnie qui s'enrichit de la sueur des mineurs. Allant voir *Germinal*, le public ne s'effraie donc pas seulement deux grandes heures de douloureux plaisir. Pour le prix d'un seul billet, il manifesterait sa fraternité aux pauvres et, criant silencieusement « *US go home* », il exprimerait l'opiniâtre résistance des profondeurs de la nation.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
 ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◊ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 27 septembre

23.55 Continentales.

20.35 Cinéma : Face à face. □

22.35 ► Les Brûlures de l'Histoire.

0.10 Concert. Symphonie Ray Ch
Au Printemps de Bourges 1987.

Mardi 28 septembre

22.19 Documentaire : Libre-échange.
De Guy Saguez. . . .

pour piano et cordes n° 2 en mi bémol
majeur K 493, de Mozart.

0.50 Musique : Flashback. La saga de 1961.

0.00 L'Heure bleue.

هكذا من اجل

Galerie des glaces

Le 27 septembre, à 20 heures, sur France 2, la diffusion de la série "Galerie des glaces" de Pierre Maril. Cette série, qui a été diffusée en 1992, raconte l'histoire d'un homme qui se bat contre le sida. Elle est basée sur le livre de Pierre Maril, "Le Sida, la mort à visage humain".

Lundi 27 septembre

68 **Parti Maril**
LIRE SANS LIRE
Pierre Maril, auteur de "Le Sida, la mort à visage humain".

27-28 septembre, à 20 heures, sur France 2, la diffusion de la série "Galerie des glaces" de Pierre Maril. Cette série, qui a été diffusée en 1992, raconte l'histoire d'un homme qui se bat contre le sida. Elle est basée sur le livre de Pierre Maril, "Le Sida, la mort à visage humain".

Mardi 28 septembre

28-29 septembre, à 20 heures, sur France 2, la diffusion de la série "Galerie des glaces" de Pierre Maril. Cette série, qui a été diffusée en 1992, raconte l'histoire d'un homme qui se bat contre le sida. Elle est basée sur le livre de Pierre Maril, "Le Sida, la mort à visage humain".

29-30 septembre, à 20 heures, sur France 2, la diffusion de la série "Galerie des glaces" de Pierre Maril. Cette série, qui a été diffusée en 1992, raconte l'histoire d'un homme qui se bat contre le sida. Elle est basée sur le livre de Pierre Maril, "Le Sida, la mort à visage humain".

30 septembre, à 20 heures, sur France 2, la diffusion de la série "Galerie des glaces" de Pierre Maril. Cette série, qui a été diffusée en 1992, raconte l'histoire d'un homme qui se bat contre le sida. Elle est basée sur le livre de Pierre Maril, "Le Sida, la mort à visage humain".

الجمهورية العربية السورية

Une célébration à Notre-Dame de Paris pour les homosexuels morts du sida

La mémoire et le pardon

Il y a un temps pour se battre, il y a un temps pour se souvenir, dit Edmond-Luc Henry, vice-président de l'Association française des homosexuels. Après le drame du sang contaminé, plusieurs centaines d'homosexuels, entourés de leurs proches, avaient choisi de se réunir, samedi 25 septembre à Notre-Dame de Paris, pour se recueillir et prier à la mémoire des disparus (1). « Je ne me souviens pas d'avoir été si, au fond du cœur, au lieu du souci de la vérité, j'avais eu de la haine, poursuit E.-L. Henry. La vérité est désormais établie. Les plaies sont encore très ouvertes, mais il faut laisser place à l'espérance. »

Dans la chœur de la cathédrale, entourés des pasteurs Jean-Marie Viallet, de l'Eglise réformée, Frédéric Kellermann, de l'Eglise luthérienne, du diocèse André Chérel, de l'Eglise orthodoxe, le cardinal Lustiger célébrait la messe à l'intention de ceux qui sont morts du sida et de ceux qui en souffrent. Au-delà des convictions de chacun,

dit-il, l'Eglise est un lieu pour toutes les douleurs, les supplications, tous les espoirs. Un lieu de « miséricorde » aussi. Il rend hommage au souci de vérité des homosexuels contaminés, de leurs associations, de leurs familles. Il entend témoigner de leur « malheur », et dont vous pouvez imputer la cause à la condition de l'homme ou à la responsabilité d'autrui. Il propose enfin le mot de pardon, tout en ajoutant : « Je sais, par expérience personnelle, qu'on ne peut pardonner à la place d'un autre. » L'archevêque de Paris préfère parler de « réconciliation » et de « confiance » entre malades et médecins et d'un nécessaire « retournement du cœur ».

H. T.

La documentation du « Monde » sur Minitel

Au côté de son service téléphonique normal (3615 LEMONDE), le Monde ouvre un nouveau service permettant d'accéder par Minitel à son fond documentaire. Tous les articles publiés par le quotidien pendant près de quatre ans (depuis le 1^{er} janvier 1990, soit plus de 120 000 textes) peuvent désormais être consultés de deux manières différentes : - Un premier palier 3617 LEMONDE (5,48 F la minute) permet une recherche ciblée par thème, rubrique, pays, auteur, mots du titre, etc. Le système affiche les références des articles pertinents (date de publication, titres, signataire, ainsi que la longueur des textes). L'utilisateur qui ne dispose pas d'une collection du journal peut alors commander le texte complet, qui lui est envoyé à son choix soit par fax (en quelques minutes), soit par la poste. Les commandes sont réglées par carte bancaire, toujours en utilisant le Minitel.

- Un second palier 3629-04-56 (9,06 F la minute) offre les mêmes services que le précédent, mais l'utilisateur peut consulter immédiatement sur son écran le texte intégral des articles, les imprimer ou les charger sur son ordinateur, selon l'équipement dont il dispose.

Dans les deux cas, un système d'abonnement - également accessible par Minitel et réglé par carte bancaire - offre d'importantes réductions sur les commandes d'articles et un gain de temps appréciable à la consultation. A tout moment, l'utilisateur peut visualiser sa commande, la modifier, la valider ou l'annuler. Des justificatifs précis accompagnent tout envoi d'article.

Venant après la mise en vente d'un CD-ROM contenant jusqu'à une année entière d'articles et qui vise en priorité un public professionnel et universitaire (le Monde du 23 juin), ce nouveau service s'adresse cette fois au grand public, à tous ceux qui ont besoin de retrouver rapidement une référence ou un article du Monde.

Depuis 1985, date à laquelle les locaux du centre de documentation du Monde avaient été fermés au public, les nombreux lecteurs qui sollicitaient ses services (jusqu'à sept par jour) devaient être dirigés, pas toujours à leur satisfaction, vers les bibliothèques et d'autres services documentaires. Ces lecteurs pouvaient désormais trouver tout ce dont ils ont besoin dans un service « sur mesure », et sans se déranger.

M. T.

Se démarquant du FLNC-Canal historique

Resistenza appelle les nationalistes corses à se garder des « dérives hainesuses »

L'organisation clandestine Resistenza a organisé, dans la nuit du dimanche 26 au lundi 27 septembre, dans le maquis corse, une conférence de presse, en présence d'une soixantaine d'hommes encapés et armés, à l'occasion du troisième anniversaire de la création de ce mouvement clandestin. Après avoir revendiqué une quarantaine d'actions de commando et autant d'attentats, dont certains sur le continent, le porte-parole du mouvement, troisième organisation clandestine corse après les deux branches du FLNC, a tenu un long discours politique.

Evoquant l'affaire Robert Sozzi, du nom du militant nationaliste dont l'assassinat avait été revendiqué par le FLNC-Canal historique (le Monde du 10 août dernier), Resistenza estime qu'un « mécanisme suicidaire s'est mis en branle ». Alors qu'une large frange du mouvement nationaliste opte pour une attitude consensuelle avec l'Etat, la droite semble avoir rectifié le tir, même si les problèmes de fond demeurent. Resistenza considère que « la violence ne saurait être menée avec une extrême inconscience ». Elle propose aux autres mouvements de « réfléchir, tous ensemble, à la réconciliation du mouvement nationaliste, pour empêcher que l'idée nationale corse ne sombre ou ne s'égare dans les dérives hainesuses et totalitaires que l'on voit émerger un peu partout dans le monde ».

Mort de Paule Thévenin éditrice des œuvres d'Antonin Artaud

Paule Thévenin est morte samedi 25 septembre à son domicile parisien des suites d'un cancer; elle était âgée de soixante-dix ans.

Le nom de Paule Thévenin est indissociable de celui d'Antonin Artaud. C'est en 1946 que, jeune interne en psychiatrie âgée de vingt-trois ans, elle rencontre le poète dans une maison de santé à Ivry. A la mort d'Artaud, en 1948, elle se voit confier, par Gallimard, le soin d'établir l'édition complète de ses œuvres. C'est à ce travail, accompli à partir de la masse énorme de manuscrits laissés par Artaud, qu'elle consacre dès lors sa vie. Vingt-cinq des vingt-huit volumes prévus avaient paru lorsque les ayants-droit d'Artaud obtinrent, en 1991, la suspension de l'édition (voir le Monde du 8 février et 1^{er} mars 1991). Au début de cette année, Paule Thévenin avait rassemblé ses textes sur Artaud sous le titre, *Antonin Artaud, ce Dérivé qui nous parle* (Seuil, voir l'article de Francis Marmande dans le Monde des livres) du 5 février.

M. T.

Dans un document de sa commission sociale

L'épiscopat réclame une « autre logique » pour l'emploi

Face au chômage, changer la logique, sous ce titre, une déclaration de la commission sociale de l'épiscopat français, présidée par Mgr Albert Rouet, a été rendue publique lundi 27 septembre. Sa prononciation pour une « autre logique » du travail et de l'emploi, elle a été précédée par une large consultation d'organisations sociales et politiques.

S'il est un secteur où la réflexion de l'épiscopat français est l'une des plus constantes, c'est bien celui de l'emploi. En 1982, au nom d'une logique redistributive des emplois et des revenus (notamment par le partage du travail), d'inspiration décalée (Jacques Delors, proche de l'épiscopat, était alors ministre de l'économie du gouvernement Mauroy), le conseil permanent des évêques publiait un document *Pour de nouveaux modes de vie* appelant les Français à changer leurs comportements individuels et collectifs (jusqu'à la renonciation au cumul des emplois et des salaires dans le couple) pour répondre à la montée du chômage.

Pour partager les richesses du pays, encore faut-il les créer. Cette déclaration de 1982 avait provoqué une levée de bouillottes dans les milieux patronaux notamment, reprochant aux évêques d'ignorer les règles les plus élémentaires de l'économie, celles de la créativité et de la production. Six ans après, en 1988, la commission sociale de l'épiscopat corrigait le tir et publiait un autre document intitulé *Face au chômage, créer et partager*.

Entretiens, d'autres textes (*Attention pauvres. Pouvez-vous, solidarité*) devaient alerter les pouvoirs publics sur les risques de désertion sociale provoqués par le développement du chômage. Dans celui qui vient d'être publié, c'est un changement radical de la conception même du travail et de

l'emploi qui est proposé par la commission sociale de l'épiscopat français. Ce texte a été précédé par une consultation d'organisations professionnelles, syndicales, politiques, de mouvements d'Eglises (1) et par la réunion d'un groupe de recherches autour de Mgr Albert Rouet, évêque auxiliaire de Paris et président de la commission. L'épiscopat tire la conviction que toutes les propositions de répartition nouvelle du travail qu'il ne faut pourtant pas oser d'encourager - sont devenues insuffisantes face au caractère « structurel » de la crise : le déplacement du cap des trois millions de chômeurs et la condamnation - dans les faits - de toute perspective de retour au plein emploi rémunéré imposent, dit-il, un « déplacement culturel fondamental ».

« Prétention hégémonique » d'une certaine économie

« On ne peut se permettre d'oublier aucune anamnèse, même ponctuelle », écrit la commission sociale qui invite à poursuivre les recherches sur l'emploi à temps partiel et sur la réduction du temps moyen de travail. L'objectif est, en effet, de « diminuer le chômage et de libérer du temps à côté de l'emploi rémunéré ».

Mais demeurent, en quantité, des besoins non satisfaits (logement, éducation, santé), ainsi que le coût humain imposé aux personnes écartées de l'emploi : « Notre société pourrît-elle, longtemps encore, ignorer le coût financier supporté par la communauté nationale du fait du chômage et de ses conséquences humaines ? », interrogent les évêques, qui déplorent la « résignation » avec laquelle le pays accueille les « lois » imposées par le système économique : « L'absence de projet social et politique dynamique et mobilisateur laisse une certaine conception de l'économie se présenter comme la seule rationalité pour

faire vivre le monde. On passe insensiblement de la nécessaire reconnaissance des règles économiques à un « économisme » qui tient lieu de doctrine sociale et philosophique. »

« Cette prétention hégémonique d'une certaine économie, ajoute le document épiscopal, s'appuie sur les comportements individualistes qu'elle entraîne et renforce. « Ressortir du vie » a pris le pas sur « ressortir de vie » : ce modèle a pu être le moteur de la consommation, de la production, de la croissance. Il montre aujourd'hui ses limites. Il crée une société inégale. Il obère des voies de développement humain. Il nous fait changer de logique, car cet ancien modèle contribue à l'exclusion de beaucoup. »

Prompt à dénoncer les situations inégalitaires, l'épiscopat se montre assez averse de propositions et de solutions, mis à part le souhait d'une conception nouvelle du travail comme « porteur de l'économie sociale », c'est-à-dire d'intégration de la personne et de cohésion de la société. De même, estime-t-il, « le moment est venu » de reconsidérer le temps de travail par rapport à « l'ampleur d'une vie, avec des alternatives de formation, de culture, de création autre que la production marchande ». Mais pour bâtir « une société plus humaine », encore y faut-il « une volonté politique ». Si des soupçons continuent de peser sur leur compétence, les évêques de France sont dans leur rôle quand ils proposent ainsi à la collectivité des points de repère sur un sujet aussi sensible.

HENRI TINCOU

(1) Les partenaires sociaux qui ont répondu à la consultation de l'épiscopat sont les suivants : CFDT, CFTC, CGT, CIP, jeunes dirigeants, CGC, CGPME, CNFP, etc. Du côté des partis, ont répondu le RPR, l'UDF, le CDS, le PS, le PCF, le MRG, les Verts. La déclaration de la commission sociale de l'épiscopat et les différentes contributions ont été recueillies dans un livre publié au Cerf (1242 p., 55 F.).

Second de Michel Rocard

Jean-Paul Huchon écarte l'hypothèse d'une compétition pour la candidature socialiste à la présidentielle

Invité de l'émission « L'heure de vérité », sur France 2, dimanche 26 septembre, Jean-Paul Huchon, membre de la direction nationale du Parti socialiste, a affirmé que Michel Rocard sera le candidat des socialistes à l'élection présidentielle, et cela sans « compétition », a-t-il précisé en évoquant la « vraie amitié » existant entre l'ancien premier ministre et Jacques Delors. A propos des relations entre Michel Rocard et François Mitterrand, M. Huchon a reconnu qu'« ils ne s'aiment pas » et qu'« il y a une incompréhension entre eux », mais, a-t-il observé, « ils ont travaillé ensemble, et ils n'ont pas fait du mauvais travail ».

Interrogé sur sa conception du socialisme, l'ancien directeur du cabinet de M. Rocard à Matignon a affirmé : « C'est le refus de l'individualisme, le refus d'une société qui se fracture, d'une certaine forme d'anarchie entretenue par le libéralisme, qui débouche sur un désordre majeur : le chômage. » Dénouant la politique menée par le gouvernement qui, selon lui, « ne traite pas en profondeur les problèmes des Français », il a critiqué la décision de baisser l'impôt sur le revenu, qui, a-t-il noté, ne bénéficierait pas « aux plus pauvres ».

De son côté, Dominique Strauss-Kahn, ancien ministre de l'industrie et du commerce extérieur, qui participait, dimanche, au « Forum RMC/Express », a qualifié de « gestion moutarienne » la politique du gouvernement Balladur, dont les effets, selon lui, vont se faire sentir en matière de chômage. Estimant qu'au PS « la réélection se fait » et que « Michel Rocard est aujourd'hui le candidat naturel » des socialistes à la prochaine présidentielle, il a indiqué qu'à l'heure actuelle la meilleure « voie de liste » pour les européennes de juin 1994 est l'actuel président de la direction du PS.

SOMMAIRE

DÉBATS	Un entretien avec Serge Michailof : « Les élites africaines sont au pied du mur »..... 2	ÉCONOMIE	La réunion du G7 à Washington et les discussions sur le commerce international..... 22 et 23
ÉTRANGER	Russie : un compromis pourrait être trouvé entre Boris Eltsine et les parlementaires..... 3	COMMUNICATION	M. Carignon est partisan d'une présidence commune France 2-France 3..... 20
	AIDES créées des observatoires de pratiques médicales et sociales à l'égard des victimes du sida..... 12		Un entretien avec le président du Crédit mutuel..... 20
	Grèce : la campagne pour les élections législatives..... 5	L'ÉCONOMIE	
	Royaume-Uni : les partis catholiques d'Irlande du Nord préparent une initiative commune..... 5		Entretiens avec Antoine Riboud et Michel-Edouard Laclaire : la grande consommation face à la crise..... 29 à 38
	Angleterre : la guerre des villes..... 6		« Dossier : les banques de données » Turquia : capitalisme en uniforme • Opinion : IBM, le dernier des géants », par Daniel Bell..... 29 à 38
POLITIQUE	Les journées d'étude des parlementaires RPR à La Rochelle..... 8 et 9	Services	
	Jean-Marie Le Pen prend date avec l'avenir..... 9		Abonnements..... 37
	Neuf élections cantonales et une municipale partielles..... 9		Annuaire classé..... 18
socialité			Carnat..... 19
	Ariane lance avec succès le satellite d'observation de la Terre Spot-3..... 11		Loto, Loto sportif..... 19
	AIDES créées des observatoires de pratiques médicales et sociales à l'égard des victimes du sida..... 12		Marchés financiers..... 24 et 25
SPORTS			Météorologie..... 26
	Automobilisme : le Grand Prix de formule 1 du Portugal et le quarantième titre mondial d'Alain Prost..... 13		Météo croisée..... 19
	Voile : le départ de la 6 ^e Whitbread à Southampton..... 13		Radio-télévision..... 26
CULTURE			Spectacles..... 18
	Photographie : « Une autobiographie », de Richard Avedon..... 16		
	Le projet de budget de la culture pour 1994..... 16		
	Manifeste au Centre Pompidou : la peinture en retour..... 17		

Demain dans « le Monde »

« Initiatives » : dans l'attente des jours meilleurs

Les salariés courbent le dos. Ils adoptent des stratégies personnelles n'ayant qu'un seul objet, laisser passer la crise sans prendre de risques en attendant des jours meilleurs.

« Sciences-Médecine » : les bionauts s'entêtent

Les hub occupants de Biosphère 2 sont sortis de leur serre géante après deux ans d'isolement. En dépit des mises en cause de la rigueur scientifique de l'expérience, une deuxième équipe devrait leur succéder dans cinq mois.

CATHERINE VINCENT

(1) Dans le cadre de ses aides d'urgence, la FAO a débouqué sur ses fonds propres 300 000 dollars pour la lutte antipaludéenne en Mauritanie, auxquels s'ajoutent 200 000 dollars en provenance du Royaume-Uni. Plusieurs dizaines de milliers de litres de pesticides sont également attendus dans les jours à venir, fournis par la Tunisie, l'Algérie et le Maroc.

LE PARFUM
DU SUCCÈS

CHAMPAGNE
PARFUM

YVES SAINT LAURENT

هبة امه الاخير

34

31

E C

ENTRETIENS AVEC A

La grande

La restructuration de l'indust

IBM, le dernier de

de l'année
de l'année
de l'année

de l'année
de l'année
de l'année

de l'année
de l'année
de l'année

de l'année
de l'année
de l'année

de l'année
de l'année
de l'année

de l'année
de l'année
de l'année

de l'année
de l'année
de l'année

de l'année
de l'année
de l'année

de l'année
de l'année
de l'année

de l'année
de l'année
de l'année

Le Monde

Le riche dompteur du Rhône



La Compagnie nationale du Rhône (CNR), chargée de gérer les ouvrages de barrage et d'aménager le grand fleuve du Sud-Est, est un gros producteur d'électricité (5 % du total français). A ce titre, elle intéresse fort Pechiney.

page 31

Dossier : les banques de données



Depuis une quinzaine d'années, ces réservoirs électroniques de données se développent à vive allure, portés par la boulimie d'information de notre société et par les progrès de l'informatique et des télécommunications.

page 35

Pour un « think tank » à la française



Le sociologue Henri Mendras regrette que la France ne dispose pas d'une instance interdisciplinaire où les réflexions indispensables pour cette fin de siècle seraient menées afin d'aider les gouvernants.

page 36

MODE D'EMPLOI30
Humeur, par Joëlle Doyère : Les vieillards de quarante-cinq ans. La cote des mots : Budget, Consommation : Codes-barres : rester vigilant. Livres. Notes de lecture.
PERSPECTIVES31 à 34
La Mondial du deux-roues. Taiwan-Chine : les deux amours de Wang Jr.
OPINIONS36 et 37
Le GATT doit changer d'optique, par Serge Penasse.
CONJONCTURE38
Le produit intérieur brut : Fin de récession ? Les articles de sport : Pression des prix. L'Amérique du Nord : La croissance décollée. Les Etats-Unis : Déceptions ?

L'ÉCONOMIE

À-CÔTÉS

Capitalisme en uniforme

Troisième puissance économique de Turquie, OYAK, la Mutuelle d'entraide des militaires, est une curiosité mais aussi un modèle

ISTANBUL
de notre envoyé spécial

RESPECTÉS et craints, les militaires turcs sont aussi des hommes d'affaires très avisés. Leurs compatriotes, lorsqu'ils circulent en voiture, pénètrent dans un supermarché, emménagent dans un appartement, contractent une assurance, utilisent des pesticides, mangent du poulet, du piment ou des gâteaux secs, font prospérer les affaires du groupe OYAK, qui n'est autre que la Mutuelle d'entraide des forces armées. OYAK, que Nihat Ozdemir, son directeur général, présente avec une évidente fausse modestie comme un « organisme de sécurité sociale complémentaire », a réalisé l'an passé 23 milliards de francs de chiffre d'affaires, investi 1,7 milliard et dégagé un bénéfice de 1,2 milliard.

Troisième puissance économique de Turquie, OYAK est devenu au fil des années un partenaire privilégié pour les investisseurs étrangers en même temps que l'une des curiosités d'un capitalisme turc en plein essor. Créé en 1961, un an après le coup d'Etat militaire du colonel Türker, cette « mutuelle » est en réalité un fonds de pension distribuant des retraites par capitalisation.

Jean-Michel Normand

Lire la suite page 34

ENTRETIENS AVEC ANTOINE RIBOUD ET MICHEL-ÉDOUARD LECLERC

La grande consommation face à la crise



La crise, en modifiant profondément le comportement des ménages, bouleverse le secteur des produits de grande consommation, aiguissant les conflits entre producteurs et distributeurs. Sans entrer dans la polémique, Antoine Riboud, PDG du groupe BSN, et Michel-Edouard Leclerc, président des Centres de consommateurs, expliquent, dans deux entretiens exclusifs, les conséquences de ce chambardement, le plus grave, depuis quarante ans. Au-delà des conflits d'intérêts, l'un et l'autre reconnaissent la nécessité pour l'industrie comme pour le commerce de revoir totalement leurs stratégies pour reconquérir le consommateur et limiter les conséquences sociales de la crise.

Lire le dossier établi par Dominique Gallois, Véronique Maunus, François Renard et Françoise Vaysses, pages 32 et 33

La restructuration de l'industrie américaine

IBM, le dernier des géants

Comme US Steel et General Motors avant elle, IBM, la plus grande entreprise de l'histoire, est affaiblie par des concurrents plus petits, plus flexibles. Une évolution dictée par la technologie moderne

par DANIEL BELL (*)

EN 1984, IBM faisait un bénéfice après impôt de presque 7 milliards de dollars, un record historique toutes firmes confondues. Huit ans plus tard, en 1992, elle affichait une perte de 5 milliards de dollars, un nouveau record mondial. La société, qui employait 400 000 salariés il y a douze ans, va revenir à 200 000 dans les années qui viennent. Sa valeur boursière, autrefois de 75 milliards de dollars, a été réduite à 35 milliards; le dividende par action, sur lequel comptaient la plupart des fonds de pension américains pour financer les retraites, a chuté de plus de 55 % (de 4,84 dollars par action à 2,16). L'ancien directeur général John Akers a été limogé et remplacé, pour la première fois, par un homme de l'extérieur, Louis Gerstner. Et vraisemblablement, d'ici deux ou trois ans, IBM sera divisé en plusieurs morceaux, dont certains seront vendus et d'autres resteront autonomes dans une structure beaucoup plus lâche.

IBM était l'entreprise dominante de la principale industrie mondiale, celle dont dépendait à peu près tous les progrès technologiques, des satellites à la construc-

tion automobile en passant par les transactions financières; elle reste un acteur de premier ordre, par exemple sur le marché des grands ordinateurs.

Malgré l'ascension et le déclin d'IBM sur trente ans sont symptomatiques d'un changement structurel en cours dans le capitalisme américain: le démantèlement des grands groupes.

Faute d'avoir compris la technologie moderne, les géants établis succombent tandis que des firmes nouvelles, plus souples, conduites par des entrepreneurs plus audacieux, finissent par s'imposer.

Production de masse

Trois grands groupes ont dominé tour à tour l'histoire de ce siècle aux Etats-Unis: US Steel, la grande entreprise type du premier tiers du XX^e siècle; General Motors, la grande entreprise type du milieu du siècle; IBM enfin.

Tous trois sont aujourd'hui en difficulté et ne dominent plus leurs industries respectives.

US Steel était le symbole de l'ère industrielle. Il fallait de l'acier pour tout - les rails, les gratte-ciel, les automobiles, les bateaux et les cloches, mais aussi pour l'armement, les canons, les tanks... US Steel, fondée en 1901 par J. P. Morgan and Co., fut la première entreprise au monde à dépasser le milliard de dollars de chiffre d'affaires. Outre ses

aciéries intégrées permettant une production en très grandes quantités, elle exerçait un quasi-monopole, fixant les prix de toute l'industrie. A son zénith, en 1953, la sidérurgie américaine employait 650 000 personnes.

Aujourd'hui, il n'en reste pratiquement plus rien. Ironie du sort, US Steel a été rachetée par une compagnie pétrolière de moyenne importance, Marathon Oil, et figure désormais sous le nom de USX dans le classement des 500 plus grandes firmes industrielles du magazine Fortune à la rubrique raffinage... Dans la rubrique métaux de ce même classement, les plus gros producteurs d'acier, Bethlehem Steel et LTV Corporation, sont derrière les fabricants d'aluminium.

Que s'est-il passé? La demande a changé: l'aluminium et le plastique ont remplacé l'acier dans les emballages et l'automobile; les nouvelles technologies (moteurs d'avion, turbines à gaz, réacteurs nucléaires) exigent des alliages spéciaux que ne fabriquent pas les grands groupes sidérurgiques. Mais la véritable mutation de ces dernières années, c'est le passage des grandes aciéries intégrées - censées permettre des économies d'échelle - aux mini-aciéries capables de répondre à des commandes plus spécialisées.

(*) Professeur émérite à Harvard University (sciences sociales).

Lire la suite page 37

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

IUA

SAN FRANCISCO

CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.

220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

Université à San Francisco,

spécialisée en management international, habilitée à délivrer les :

MBA Master of Business Administration for International Management

- Filière d'admission 3^e cycle : Ingénieurs, Pharmaciens, Médecins, DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises.
- Programme américain de 12 mois à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

DOCTORATE of Business Administration for International Management

- Programme résidentiel de 12 mois à San Francisco, au plus haut niveau du management international couronné par une thèse de dissertation.
- Filière réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur en management : DEA - DESS - MBA...

Informations et sélections pour l'Europe :

17-25, rue de Chaillot, 75116 Paris

Tél. : (1) 40 70 11 71

Continuée par International University of America - San Francisco - CA

Programme associé en Asie : AMBA HONG KONG

IUA

SAN FRANCISCO

كسب المال

CONSUMMATION

Codes-barres : rester vigilant

Les codes-barres qui équipent la majorité des grandes surfaces donnent lieu à des erreurs de prix dans 4 % des cas. Mais les contrôles se resserrent

POUR quatre articles sur cent, le consommateur ne paie pas le bon prix dans les magasins équipés de codes-barres, ces systèmes de lecture optique que possèdent 93 % des hypermarchés, 60 % des supermarchés et 20 % des superettes et libre-services. Tel est le constat auquel ont abouti cette année encore les enquêteurs de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) après avoir inspecté un petit millier de distributeurs et contrôlé 58 527 produits.

De fait, ce taux d'erreurs évolue assez peu d'une année sur l'autre et est plus élevé pour les produits en promotion (5,1 %) que pour les autres (3,6 %). Néanmoins, les inspecteurs ont pu constater quelques signes encourageants : ainsi, les établissements ayant fait l'objet de contrôles au cours des années précédentes (cela fait quatre ans de suite que la DGCCRF enquête) ont réussi à améliorer leurs performances puisqu'ils n'y dénotent plus que 3,5 % d'erreurs.

Les enquêteurs ont aussi noté que les performances des hypermarchés étaient meilleures que celles des supermarchés (avec 3,6 % d'erreurs pour les premiers, 4,5 % pour les derniers). De même, si certaines enseignes — dont le nom est jalousement tenu secret — se montrent peu mobilisées sur le sujet et font donc figure de « mauvais élèves », d'autres (comme Continente) font de gros efforts pour atteindre une qualité de service proche du « zéro défaut ».

D'ailleurs, 25 % des magasins contrôlés (pour un caddy de 1 000 francs) aboutissent à ce résultat.

RESPONSABILITÉ • Quatre pour cent d'erreurs, cela reste beaucoup. Néanmoins, il ne faudrait pas commettre avec les codes-barres la même erreur qu'avec les ordinateurs : faire porter à la machine la responsabilité des erreurs de l'homme. La plupart du temps, en effet, la différence entre le prix affiché sur les rayons et celui

payé par le consommateur provient d'une défaillance humaine. Par exemple, lors de changements de prix, on n'a pas changé l'étiquette (avec son code-barres) sur les produits présents dans les « gondoles », ou bien, à l'autre bout, on n'a pas introduit la modification à la caisse. Cela explique notamment le taux plus élevé d'erreurs sur les



promotions, les prix n'ayant pas été modifiés à l'un ou l'autre bout de la chaîne.

S'ils apportent des avantages aux distributeurs (gestion en temps réel des stocks, par exemple), les codes-barres représentent aussi un « plus » pour les consommateurs : en limitant les manipulations, ils ont permis de réduire considérablement l'attente aux caisses. Ils permettent aussi aux clients d'avoir des tickets de caisse pratiquement exhaustifs. En outre, il ne faut pas oublier que la saisie manuelle était (et est encore), elle aussi, à l'origine de multiples erreurs, souvent indécelables.

Enfin, il faut aussi relativiser l'importance des erreurs elles-mêmes. Celles-ci sont généralement

minimes, portant sur un ou deux francs. Les associations de consommateurs ne semblent pas crouler sous le courriel de mécontentement.

De plus, les erreurs jouent dans les deux sens — en plus ou en moins — et sont, globalement, à somme nulle. Néanmoins, même lorsqu'elles sont en faveur du consommateur, elles ont un impact psychologique dévastateur et sont source de méfiance envers la distribution et les distributeurs. Le raisonnement du client est alors : « Aujourd'hui, j'ai gagné 2 francs mais demain, je risque d'en perdre 4 ».

DISCIPLINE • En fait, tout dépend du degré de sensibilisation des responsables des magasins en question, du directeur au chef de rayon, selon que le personnel est formé et suivi ou non. Certaines chaînes ont mis en place des contrôles internes ; d'autres (Continente, encore) font aussi appel à des organismes extérieurs, qui font des pointages inopinés et vont même parfois jusqu'à afficher leurs résultats sur la porte du magasin. En outre, c'est un tas de sable qu'il faut remonter tous les jours : le moindre relâchement dans la discipline se traduit par une résurgence des erreurs.

Pour pallier les difficultés, les consommateurs doivent donc faire attention eux-mêmes, ce qui n'est pas évident lorsque leur caddy déborde de produits. Parfois, ils ont la chance de se trouver dans des établissements dotés de bornes sur lesquelles ils peuvent lire le prix de leur (s) article (s), s'ils ont un doute. Mais elles ne sont pas toujours nombreuses... La moins bonne solution pour le client consiste aussi à s'adresser à la caisse, ce qui oblige parfois à faire la queue inutilement.

En attendant le « zéro défaut », la DGCCRF a quand même verbalisé : les infractions constatées ont donné lieu à l'établissement de 103 procès-verbaux et de 252 avertissements (contre 71 procès-verbaux et 147 avertissements en 1990).

Françoise Vaysses

HUMEUR • par Josée Doyère

Les vieillards de quarante-cinq ans

J'ai conservé le souvenir d'une anecdote historique qui me faisait bien rire, au temps lointain de mon adolescence. Le roi Louis XV, encore jeune, arrière-petit-fils de son prédécesseur, le Roi-Soleil, prénommait tellement une fin prématurée que, dans les villages qu'il visitait, il se faisait montrer les « vieillards de quarante-cinq ans »... Depuis la seconde guerre mondiale, l'espérance de vie n'a cessé de croître. Dans le beau pays de France, et la longévité, grâce aux conquêtes médicales, à une meilleure hygiène de vie, à une plus en plus agréable et dynamique... en général tout au moins. Mais enfin, regardons autour de nous : nos amis, nos voisins, nos proches ont souvent la chance d'avoir encore leurs parents et parfois leurs grands-parents.

Parfois, pourtant, j'ai l'impression de vivre au XVIII^e siècle. L'autre jour, en volant du tord que j'avais fait, j'ai découvert un chauffeur aux tempes légèrement grisonnantes, costume trois pièces impeccable bien qu'un peu fatigué, mains soignées, diction aisée et français irréprochable. A ma première question, anodine, il a répondu laconiquement qu'il faisait ce métier depuis dix-huit mois.

Quant au métier qu'il exerçait avant, c'est avec un petit rire teinté d'une légère amertume qu'il m'a confié : « Ne riez pas. J'étais directeur commercial d'une firme assez importante. On m'a viré, il y a deux ans et demi, et je n'ai pas été assez gourmand pour l'indemnité qu'on m'a versée. Je n'avais pas tout fait quarante-cinq ans. En un an d'APC

[Association pour l'emploi des cadres, l'ANPE des cadres] et de chômage, j'ai eu le temps de prendre conscience que je ne trouverais pas de travail du tout. Mes compétences n'intéressaient personne, même en acceptant un salaire de misère, qu'on n'osait pas me proposer lors de la première entrevue et malgré mon insistance. Je ne supportais pas de rester inactif, à côté de ma femme qui faisait bouillir la marmite et assurait l'éducation de nos enfants. Alors j'ai cherché ce que je savais faire. J'ai aimé conduire, je connais bien Paris, les adresses des grands hôtels où je rencontrais mes clients me sont familières, tout comme celles des restaurants grands ou petits que je fréquentais régulièrement, au beau temps des notes de frais. Je me suis lancé.

Je travaille onze heures par jour, six jours par semaine, mais cela ne me change pas, j'ai toujours travaillé autant. Bien sûr, je gagne moins d'argent, mais j'ai aussi beaucoup moins de responsabilités, et je n'ai pas de directeur général pour me demander si mes collaborateurs ont atteint les objectifs fixés. En tout cas, puisque, à moins de cinquante ans, je suis trop vieux pour faire autre chose, c'est mieux que de rester chez moi à me ronger les poings sous le regard des miens. Ils faisaient des efforts pour ne pas avoir l'air apitoyé, mais cela m'était devenu insupportable.

Des vieillards de quarante-cinq ans, la crise en fabrique à la pelle, cadres ou agents de maîtrise, techniciens, ouvriers ou employés. Et cela ne nous donne plus du tout envie de rire.

LA COTE DES MOTS

Budgeter

Budgeter n'a pas cédé totalement la place à son doublet postérieur budgétiser. Certes, le premier de ces verbes ne figure plus en entrée du tout récent Nouveau Petit Robert, mais à budgétiser on peut lire : « On dit aussi budgéter. » D'autres dictionnaires et lexiques gardent les deux entrées, avec le même acception générale : « Insérer à un budget ».

Le retrait relatif de budgéter et l'indication d'une même signification nous semblent critiquables. Démonstration : de même que budgétiser est presque exclusivement employé pour qualifier ce qui se rapporte ou appartient au budget de l'Etat (le déficit budgétaire), budgéter est utilisé le plus souvent au sens de inscrire au budget de la nation. Budgéter peut être ressenti comme familier, « moins sérieux » qu'un verbe en -iser, appartenant au langage des publicitaires, des chefs d'entreprise, des commerçants, etc.

De plus, si débudgétiser a surtout la signification précise de « transférer à un autre organisme des charges jusqu'alors supportées par le budget de l'Etat », il serait normal qu'un pays du cartellisme budgétaire ait l'acception de « transférer au budget de l'Etat des sommes — charges ou revenus — gérées auparavant par d'autres ».

Et encore, pourquoi restreindre budgétiser (n. et adj.) au sens unique de « personnel à l'origine : fonctionnaire » qui vit aux dépens du budget de l'Etat ? Il peut s'agir aussi de toute chose qui grève un budget, notamment celui de l'Etat. Mais le premier « budgétivore » n'est-il pas l'Etat lui-même ?

Jean-Pierre Colignon

LIVRES

Eloge de l'endettement

Histoire de la lutte de l'homme contre la nature, l'histoire de l'argent plaide-t-elle en faveur de la nécessité de l'inflation ? François Rachline tente de nous en convaincre

QUE L'ARGENT SOIT ! de François Rachline, Calmann-Lévy, 228 pages, 98 F.

QUE l'argent soit ! est un essai brillant et habile. L'écriture fait fond sur le pouvoir de fascination du thème-livre, cultivé, avec bonheur, son ambiguïté et son mystère. Quant à la construction, elle est subtile : au fil des pages, on découvre la trame de trois livres, emboîtés à la façon des poupées russes. Avec, au bout du compte, une conclusion provocante à souhait : l'endettement et l'inflation peuvent seuls permettre une croissance suffisante de l'activité économique. Pas n'importe quelle inflation, bien sûr — la leçon des errements passés ne saurait être ignorée, mais l'inflation tout de même : « L'économie ouverte interdit l'inflation dans un seul pays. Cela n'implique pas un refus de l'inflation contrôlée ». Voilà qui sûrement retiendra l'attention... et qui mérite tout aussi sûrement débat !

Commençons par le commencement. Le livre de François Rachline est d'abord une succession d'histoires d'argent. Chacune, de Sutter à John Law, de Venise à Amsterdam, peut sembler relever de l'anecdote. Ensemble, elles dessinent, en une fresque érudite, une sorte d'histoire de l'argent, plus précisément une archéologie de la banque. Le développement est garanti. On y découvre la puissance oubliée de la haute banque néo-babylonienne... ou les talents méconnus de Théocrate, « concepteur » d'un slogan dont la sobriété efficace reste exemplaire : « Caïcos rembourse les dépôts à qui le demande, même la nuit... »

Car François Rachline s'intéresse autant au métal sonnante et trébuchant qu'à la banque qui, finalement, va créer à partir de rien cet argent-signa aujourd'hui partout présent. Sa fresque montre avec quelles difficultés, au prix de com-

bien de convulsions, nos économies se sont émancipées des contraintes imposées par l'argent-métal : « L'histoire de l'argent ne se confond pas avec la chronologie de son irréversible dématérialisation, menant des pièces antiques aux paiements électroniques ». Au terme de longues hésitations, la rupture qui a permis de passer de l'argent du prince à celui des peuples n'en a pas moins fini par se produire. Et la circulation monétaire, longtemps « fermée » par le prince et organisée pour satisfaire exclusivement ses besoins, s'est trouvée ouverte par et pour les marchands de la cité. « Devant l'importance qu'acquerront le commerce et les échanges au sein de la société, le prince se voit peu à peu contraint d'abdiquer ce « prendre » particulier que sont les manipulations de la substance monétaire ».

Dès lors, tout peut basculer : la pérennité des empires fait place à l'expansion du capital, l'argent solide, bête d'hier, fait place à l'argent fluide, pari sur demain... D'où cette conclusion forte : « Parce que la nature ne parvenait plus à fournir l'argent indispensable au développement, l'argent-signa pur et la finance furent inventés ».

Arrive alors le dernier volet de cet essai. C'est de volée de nos systèmes financiers modernes, la banque centrale trouve logiquement sa place au terme de cette fresque. Mais comment son action doit-elle s'exercer ? François Rachline fait ici preuve d'originalité. D'abord en soulignant combien l'opposition entre autonomie et indépendance est loin d'être anodine. « Toute l'histoire témoigne d'une lutte fratricide entre l'homme et la nature pour s'approprier la monnaie, et voilà que la XX^e siècle nierait cette évolution dont il a lui-même forgé le sens ! Une banque centrale indépendante est une absurdité dans les termes ». N'est-ce pas là pour nous permettre de disposer de « la monnaie dont nous avons besoin compte tenu de l'avenir

que nous désirons nous offrir » ? Le titre du livre est donc à prendre à la lettre. Nous voulons la croissance ? Eh bien... que l'argent soit ! Les banques centrales sont là pour nous payer notre avenir, en facilitant l'endettement, en acceptant l'inflation... pour permettre l'expansion économique. La seule contrainte est celle de la concentration : banques centrales de tous les pays, unissez-vous !

DÉSTABILISANT • Voilà qui devrait séduire. Et c'est bien le problème. Car si le livre est superbement écrit et construit, il ne contient aucune démonstration de la proposition — un rien déstabilisante, on en conviendra — à laquelle il aboutit.

Pourquoi la croissance devrait-elle nécessairement s'accompagner d'une inflation plus proche des 10 % que nous avons connus hier que des 3 % d'aujourd'hui ? A cette question, le livre ne donne pas de réponse. Car on peut trouver profonde la mise en perspective historique que propose François Rachline, partager ses vues sur le rôle de la banque et de la finance, critiquer avec lui ceux qui priment les vertus de l'épargne mais refusent les facilités de l'endettement (en refusant de voir que, si personne ne s'endette, l'effort d'épargne est facteur de récession), sans pour autant être convaincu du bien-fondé de sa suggestion.

Que nous dit-il en effet pour la fonder ? « Si l'on peut affirmer que sans injection de monnaie on ne produira jamais de réalité supplémentaire, il est impossible de savoir si une injection de monnaie produira toute la réalité désirée. De ce décalage introduit par l'endettement surgit une différence qu'on qualifie d'inflation. Pour obtenir de la croissance, il faut accepter ce décalage et cette différence. Tous ensemble ». N'est-ce pas un peu court pour justifier un propos aussi provocant ?

Anton Brender

NOTES DE LECTURE

LE STRATÉGÈME DES CHAÎNES. Traité de géo-économie à l'usage d'Européens désarmés. de Claude Lebaut, Albatros, 190 pages, 96 F.

Un titre qui intrigue, un sous-titre qui allèche, de quoi s'agit-il ? D'une défense passionnée de l'Europe, guettée par des méchants sans se douter de rien. L'auteur renvoie à un stratagème chinois : le général Cao Cao s'est laissé convaincre par un agent ennemi d'enseigner ses vices à ses hommes, et offre ainsi la victoire à ses adversaires bien inférieurs en nombre. Il faut que l'Europe cesse de se laisser diriger par des partenaires qui, eux, savent ce qu'ils veulent. La démonstration, une succession de fiebles élégamment agencés, est moins convaincante. A consulter toutefois pour la conclusion, une superbe ode à l'Europe de Fernando Pessoa.

S. Gh.

LE PIÈGE de Jimmy Goldsmith. Entretiens avec Yves Messarovich. Flou, 176 pages, 99 F.

Un livre étonnant. Les idées qu'il développe ne surprendront personne et plairont à beaucoup. L'étrange vient de celui qui les formule. Car enfin, Jimmy Goldsmith, le libéral grand teint que l'on connaît, le riche brasseur d'affaires en France, aux Etats-Unis... et aux îles Grand-Cayman, semble ici secouer toutes les colonnes du temple qu'il a élevé au capitalisme.

Après l'Express, on pourrait maintenant le retrouver à la tête de la revue Esprit. Il renie l'économisme et la croissance à tout va. Et qui lui refuserait son ticket d'entrée parmi les plus militants des Verts, après avoir lu ses lignes contre l'agriculture intensive, les centrales nucléaires, pour les économies d'énergie et... sur François d'Assise.

Curieux aussi son plaidoyer contre le libre-échange mondial et

le GATT, l'Europe étant invitée à se protéger (ce qui est d'ailleurs prévu dans le traité de Rome), ses invectives contre « l'impérialisme culturel occidental », et contre une science libérée de la morale. On se frotte les yeux. Chemin de Damas ? Preuve forte qu'un vrai libéral peut manifester une totale liberté d'esprit ? On choisira selon son humeur.

P. D.

AGENDA

MARDI 28 SEPTEMBRE. Washington. Conférence annuelle de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI). Washington. Le Congrès commence l'examen du plan de santé présenté par Bill Clinton.

MERCREDI 29 SEPTEMBRE. Séde. Visite officielle de François Mitterrand à Stockholm (29 et 30 septembre).

JEUDI 30 SEPTEMBRE. Washington. Conférence sur l'évaluation de l'environnement parrainée par la Banque mondiale.

VENREDI 1^{er} OCTOBRE. Bonn. Hans Tietmeyer, nouveau président de la Bundesbank, remplace Helmut Schlesinger. Israël. Jérusalem : Entrée en vigueur de l'accord entre Israël et les Palestiniens. Paris. Inauguration de Berçy-Expo, premier centre permanent et international consacré au secteur alimentaire et aux arts de la table.

LUNDI 4 OCTOBRE. Londres. Entrée en fonctions officielle de Jacques de Larosière, nouveau président de la BERD.

Précisions : l'économie sociale. — Dans le dossier consacré à l'économie sociale dans « le Monde-Economie » du 21 septembre, une erreur de transmission nous a fait déformer le nom du nouveau délégué à l'économie sociale. Il s'agit de Claude Fonroget, auparavant adjoint au directeur de l'action sociale au ministère des affaires sociales.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

البحر الأبيض المتوسط

PLOI

L'ECONOMIE

Le Monde • Mardi 28 septembre 1993 31

PERSPECTIVES

MUMEUR • par Josée Doyen
Les vieillards de quarante-cinq ans

Il y a un an, j'étais à la recherche d'un sujet pour un article. J'ai trouvé, dans les pages d'un journal, une petite annonce qui disait : « Chercheuse de sujet pour un article ». J'ai écrit : « Chercheuse de sujet pour un article ». J'ai écrit : « Chercheuse de sujet pour un article ».

J'ai écrit : « Chercheuse de sujet pour un article ». J'ai écrit : « Chercheuse de sujet pour un article ». J'ai écrit : « Chercheuse de sujet pour un article ».

NOTES DE LECTURE

ient
nature,
la référence
n'importe

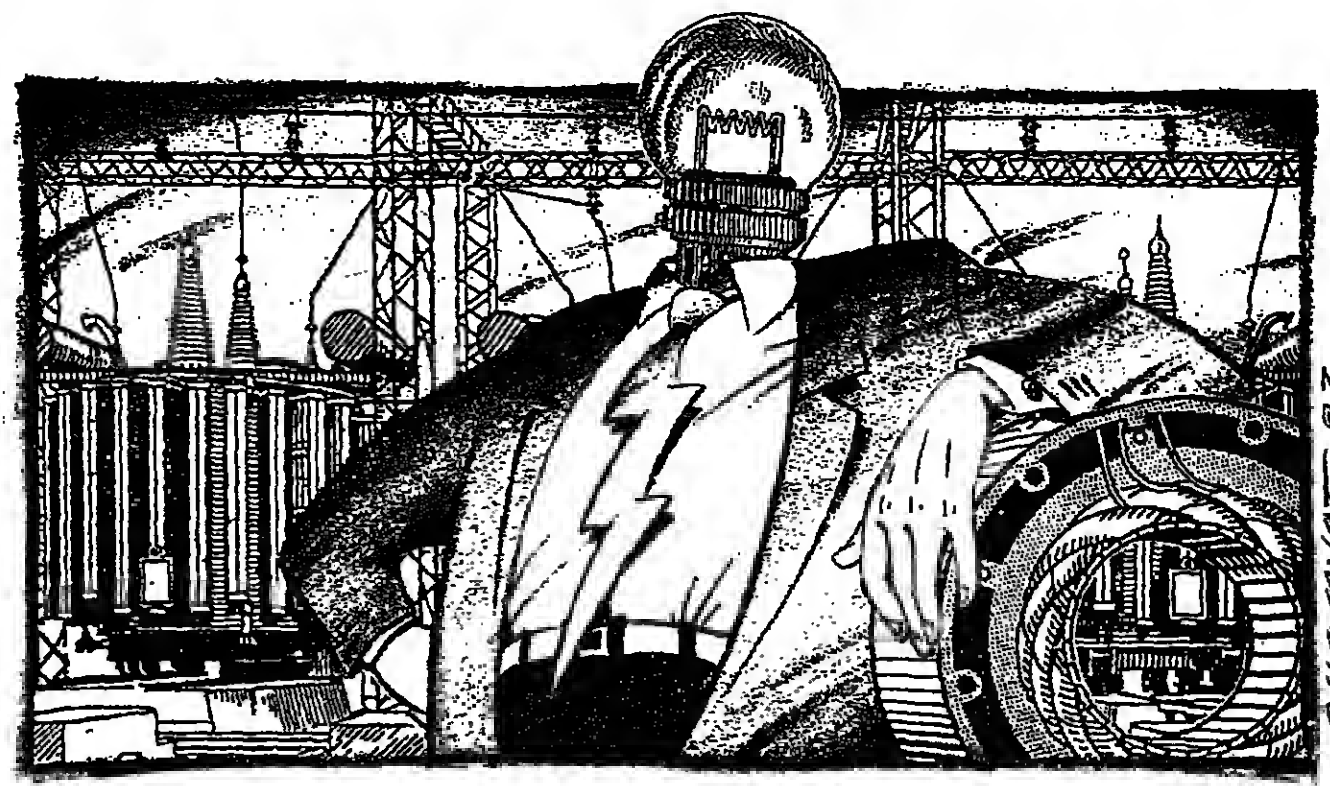
Je suis allé à la bibliothèque. J'ai trouvé un livre. J'ai lu le livre. J'ai aimé le livre. J'ai aimé le livre.

Le stratagème des charrues. L'histoire de la charrue. L'histoire de la charrue. L'histoire de la charrue.

INDUSTRIE

Le riche dompteur du Rhône

Chargée d'aménager le cours du fleuve, la Compagnie nationale du Rhône, devenue gros producteur de courant, serait un beau parti pour Pechiney



Cependant, aucune des usines d'aluminium du groupe présidé par Jean Gandois ne se trouve au bord d'un cours d'eau, pas même celui que la CNR a réussi à maîtriser. Les cuves d'électrolyse se sont installées d'abord en montagne, près des chutes et de la « houille blanche » puis en bord de mer, afin de simplifier les approvisionnements lourds.

Le capital de la CNR est réparti entre six régions, douze départements, deux cent vingt-neuf communes, différentes organisations consulaires, la SNCF et EDF.

L'évocation d'un « mariage » entre la CNR et Pechiney ne serait-elle, alors, qu'une séduisante construction intellectuelle, dont l'objet ultime serait d'obtenir qu'EDF se montre plus conciliant dans l'application de ses tarifs, à l'égard de grands clients industriels ? Voir pour préparer une dérogation de la production et de la distribution d'électricité, comme l'avaient envisagé les collaborateurs d'Alain Madelin, lors de son passage au ministère de l'Industrie en 1986-1987 ? En tout état de cause, la mariée serait bien belle : à la fin de l'année, l'endettement de la CNR atteindra plus que quatre milliards de francs, il deviendra presque symbolique, à partir de 1998, si la Compagnie n'ouvre pas de nouveaux grands chantiers.

Gérard Buéats

De petits chevaux potlok, d'origine basque, légers et rustiques, des moutons bretons ont pâture tranquillement, le printemps, au bord du Rhône, à Saint-Vallier (Drôme). Dans un louable sursaut écologiste, la Compagnie nationale du Rhône (CNR), concessionnaire de l'aménagement du fleuve-roi, avait confié à ce troupeau l'entretien du site de tondage d'une trentaine d'hectares plantés de végétaux divers, près de zones industrielles et de barrages. Surtout, ça empêcherait sans doute pas certains écrivains de regretter que la CNR ait déployé tant de zèle, depuis l'attribution d'une concession unique, en 1933, à domestiquer un fleuve emporté.

C'est bien cette tâche - contenir le cours d'eau le plus puissant de France, pour le plus grand bonheur de la navigation et la production hydroélectrique - que le législateur avait confiée à la CNR, société para-publique, lors de sa création. Il lui a donné aussi la capacité d'emprunter des emprunts garantis par l'Etat et cotés en Bourse.

GENÈS • L'entreprise, car c'en est une, présidée par Jacques Bonnot, compte aujourd'hui 630 salariés en charge de 19 usines hydroélectriques et d'autant de barrages, de 13 écluses à grand gabarit, 24 zones industrielles, et 10 ports de plaisance qui lui assurent des recettes commerciales. Elle a déjà réalisé une voie navigable de 330 kilomètres entre Lyon et la mer.

La capacité de production électrique (16,3 milliards de kilowatts-heures) correspond à 5 % du total national, et ses immobilisations peuvent être estimées à rien de moins que 43 milliards de francs. Ainsi dotée, la CNR se sent

prouvée à la fois protégée et gênée aux entournures par la structure de son actionnariat. Protégée, parce que son capital (3,6 millions d'actions) est réparti entre 6 régions, 12 départements, 229 communes - dont la ville de Paris -, différentes organisations consulaires, la SNCF et Electricité de France. Autant de porteurs qu'on imagine mal se séparer de leur bien à vil prix puisqu'ils se sont satisfaits, à ce jour, de dividendes statutaires des plus modiques.

Parfois gênée, la CNR l'est également en raison de la présence dans son capital d'Electricité de France, l'éternel rival. Avec ce client et actionnaire naissant forcément de lourds conflits d'intérêts. La CNR doit « mettre à la disposition d'EDF » le courant électrique produit par ses barrages, moyennant une redevance qui ne s'apparente pas à un prix de marché, mais permet seulement... la prise en charge des coûts. En revanche, selon une loi de 1991, EDF doit verser à l'établissement public Voies navigables de France (VNF) une taxe pour l'utilisation de l'eau des fleuves, pour le refroidissement de ses centrales électronucléaires. Une partie du produit de cet impôt

doit être affectée à l'achèvement, par la CNR, de la future liaison fluviale entre le Rhin et le Rhône, si critiquée. Même avec les tempéraments les plus conciliants du monde, un tel dispositif ne saurait aboutir qu'à des contentieux et des non-dits.

Cette situation ambiguë est évidemment au cœur du rapprochement entre la CNR et le géant français Pechiney, que Jean Gandois, président de ce dernier groupe, jugeait, encore, lundi 21 septembre, « tout à fait intéressant », et que le ministre de l'Industrie étudie depuis déjà plusieurs

LE MONDIAL DU DEUX-ROUES

Salon sage pour motards assagis

Souci d'économie aidant, moto et vélo résistent mieux à la crise que l'automobile. Plus de sécurité, moins d'innovations, et le retour remarqué des Européens

AGENCI • Au Mondial du deux-roues, qui s'est ouvert à Paris, au Parc des expositions de la porte de Versailles le 24 septembre et se clôturera le 30 octobre, l'ambiance n'est sans doute pas euphorique, mais elle est meilleure qu'au Salon automobile de Francfort, il y a quelques semaines.

Il se confirme que le marché du deux-roues tient mieux le choc que celui du quatre-roues (« Le Monde-Economie » du 15 juin). Sur les huit premiers mois de l'année, le recul n'atteint « que » 12,6 % (75 856 immatriculations) contre 17,2 % pour les voitures particulières. Cette décroissance est, en outre, intervenue avec retard (en avril, le marché des deux-roues accusait qu'un repli de 1,7 % contre 11,7 % pour l'automobile). En outre, elle n'affecte pas les engins ne nécessitant pas l'obtention d'un permis : le « boom » des scooters de moins de

50 cm³ se confirme (ils progressent de 27 % depuis le début de l'année) alors que, parmi les motos, la mévente est inversement proportionnelle à la cylindrée et, donc, au prix. Le deux-roues d'échappe pas au souci général d'économie.

L'époque des innovations technologiques effrénées est révolue : il faut serrer les prix et amortir le plus longtemps possible les investissements. D'ailleurs, les consommateurs se portent plus volontiers sur les machines « sages » car la moto est de moins en moins synonyme de vitesse ou de recherche d'émotions fortes. Ce sont davantage les caractéristiques liées à la sécurité, à l'agrément ou

encore la personnalité de l'engin qui séduisent un consommateur assagi et regardant sur la dépense. On voit donc plus de modèles redessinés ou dotés de nouveaux coloris que de vraiment inédits.

Certains prennent pourtant des risques. BMW, spécialisée jusqu'à présent dans le haut de gamme, présente ainsi une moto « européenne » de moyenne cylindrée. Conçue en Allemagne, la F650 est équipée d'un moteur autrichien et a été fabriquée en Italie afin de réduire les coûts de fabrication.

Les Européens, d'ailleurs, retiennent la tête : on a vu réapparaître des marques que l'on croyait définitivement disparues comme MZ (devenue MuZ) outre-Rhin et Triumph outre-Manche, et créer une nouvelle marque, sans oublier la Barigo en France. Mais ces renaissances, qui pointent sur de modestes volumes de production, pourraient-elles résister longtemps à la conjoncture ?

Et le vélo ? Depuis la cure de jeunesse que lui a offerte l'arrivée du tout-terrain, le VTT (cinq millions d'exemplaires vendus depuis 1987), il a connu une formidable expansion et se coiffe du titre de marché des juniors (52 % des achats). Sur les 2,9 millions de bicyclettes commercialisées l'août 1993, 1,7 million sont des VTT. Mais il cherche maintenant de nouvelles locomotives, et le Mondial 1993 est l'occasion de populariser le VTC (vélo tout-chemin), pour relancer des ventes qui commencent à s'essouffier. Prolongement du VTT, cette machine, équipée de garde-boue et de roues plus larges, d'un éclairage, voire d'un porte-bagages, est destinée aux « rurbains » qui travaillent en ville mais vivent à la campagne.

Jean-Michel Normand

Barigo, nouvelle marque française

Une machine sportive arrive sur le marché : première production « nationale » depuis bien longtemps

S'il n'excepte les étonnantes BFG et MF, pourvues de moteurs de Citroën GS ou Visa, produites en toutes petites quantités il y a une dizaine d'années, il faut remonter au début des années 70 pour retrouver la production en série d'une véritable moto française. Combien se souviennent de la quelque peu humante et toulousaine Motobécane 350 ? Une trois cylindres, deux temps, qui doit avoir laissé à quelques vieux motards nationalistes le souvenir de certaines galères, en panne au bord d'une autoroute.

Il faut remonter au début des années 70 pour retrouver la production en série d'une véritable moto « made in France ».

C'était au début de l'invasion des machines japonaises. Des motos si propres et si fiables qu'elles ont ébranlé toute l'industrie traditionnelle, allemande, anglaise, italienne et américaine. Et devant l'arrivée desquelles l'industrie française, qui avait connu de belles heures avec Peugeot, Terrot, Gnome et Rhône, Motoconfort et Motobécane, cédait définitivement. Il faut donc du courage aux dirigeants de la société STIQ, filiale du groupe Perrotin (équipements automobiles), pour relancer une moto, sous la marque Barigo.

Elle a racheté à la fin de 1992 une petite société installée à La Rochelle, qui travaillait depuis plusieurs mois sur un prototype. Pen-

Christophe de Chenay

Les principales nouveautés

■ Honda. - Le numéro mondial complet sa gamme avec une CB500 bicylindre très sobre et la RC45, une petite sportive dont la préparation est presque comparable aux machines de compétition, et apporte des retouches à plusieurs modèles, dont le XLY 600 Transalp.

■ BMW. - La grande curiosité de ce salon est la BMW F650. Pour la firme de Munich, il s'agit d'un défi économique, puisqu'elle va tenter de prendre pied sur le marché des moyennes cylindrées, mais aussi technique. Pour la première fois de

son histoire, BMW abandonne en effet la transmission par cardan pour une transmission par chaîne. Un peu plus chère (39 900 francs) que ses rivales, la F650 doit devenir un modèle d'accès à la gamme BMW. Cette-ci s'enrichit également de la R1100 GS, version tout terrain de la R1100 RS.

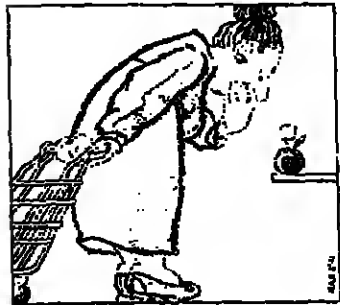
■ Yamaha. - La firme japonaise lance une sportive, la FZR 600 R, dotée d'un nouveau châssis, une Diversion 600 dépourvue de équipement, ainsi qu'une version 800 cm³ du Zest, un scooter également fabriqué en France par sa filiale MBK.

■ Triumph. - Le constructeur anglais, qui tenta de percer en France, présente deux 900 cm³ : la Speed Triple, au style très dépouillé et la Speed Daytona, une sportive.

J.-M. N.

Le Monde ÉDITIONS
GREILSAMER
le procès
du
SANG
contaminé

PERSPECTIVES



LA GRANDE CONSOMMATION FACE A LA CRISE

Antoine Riboud : « Il faut descendre à 32 heures par semaine »

A gauche, Antoine Riboud, soixante-quatre ans, PDG du groupe BSN, champion de l'industrie agroalimentaire avec des marques aussi connues que Danone, Kronenbourg, Lu, Evian, etc.

A droite, Michel-Edouard Leclerc, quarante et un ans, coprésident des centres du même nom, qui s'est fait connaître avec son père grâce à ses croisades pour pouvoir vendre à prix discount l'essence, la parapharmacie, les livres, etc. Cela aurait pu être un duel. Mais les deux « ennemis naturels » se retrouvent lorsqu'ils analysent, chacun de son côté, les métamorphoses du consommateur et ses conséquences sur leurs activités.

Michel-Edouard Leclerc admet que la pression imposée par la crise et la concurrence européenne à l'industrie est énorme. Antoine Riboud ne conteste pas la nécessité de modifier profondément sa stratégie commerciale pour s'adapter à la nouvelle donne. L'un et l'autre soulignent la gravité des mutations en cours et font des propositions : pour l'industriel, il faut tout faire pour accroître la productivité en abaissant les coûts salariaux, mais aussi lutter contre le chômage structurel en réduisant le temps de travail à 32 heures. Pour le distributeur, il faut associer les grandes surfaces à des accords de filière afin de trouver d'autres arguments de vente que le prix. Bref, tout faire pour reconquérir le consommateur perdu.

« Au mois de mai, vous avez surpris en annonçant à votre assemblée générale que vous étiez prêt à baisser les prix de plusieurs produits pour vous adapter à la crise de la consommation. Quelles étaient vos motivations ?

« A cette assemblée, j'ai surtout voulu insister sur la nouveauté de la situation. Depuis des années, le secteur des biens de consommation a connu une croissance ininterrompue. Même dans les moments les plus difficiles comme les chocs pétroliers, la consommation n'a pas baissé. Nous n'avons jamais traversé de crise, car l'industrialisation des salaires à l'inflation maintenait le pouvoir d'achat. Aujourd'hui, les événements ont changé. Pour la première fois nous connaissons un retournement de tendance qui s'accompagne d'un changement de comportement des consommateurs.

« Comment analysez-vous cette évolution ?

« Nous sommes dans une crise logique qui suit le déclin des moyens financiers des années 80. Ce qui s'est passé aux Etats-Unis s'est déroulé ensuite en France. A partir de 1985, nous étions entrés dans un cycle où vous pouviez gagner beaucoup d'argent en dormant. Si vous aviez un appartement, tous les matins il prenait de la valeur ; de même si vous possédiez un tableau ou une résidence secondaire. Le Français s'est alors mis à emprunter pour profiter de cette spéculation. 75 % d'entre eux se sont endettés. Tout d'un coup, comme toujours dans ces cas-là, le plafond s'est crevé. Ce qui montait s'est mis à baisser ou à s'effondrer. Le Français réduit désormais son train de vie pour rembourser ses dettes.

Cette crise a été retardée en France jusqu'au début de cette année, en partie grâce à la réunification allemande, qui a favorisé les exportations françaises, donc maintenu la croissance.

« Comment se présente le nouveau consommateur ?

« Face à cette situation, le Français a pris l'habitude de marchander. Il ne veut plus rien acheter au prix du catalogue. Il discute un rabais avec le vendeur. Quand il va dans un hypermarché, il ne peut pas négocier avec la caisse. C'est dans le rayon qu'il va chercher son rabais. D'où la naissance et la croissance des premiers prix, des marques de distributeur, et le développement des promotions sur nos marques. De plus, le Français ne veut plus gaspiller, et se faire remarquer par ses achats. C'est la fin du paritar.

« Face à cette crise, comment avez-vous réagi ?

« Notre objectif immédiat a été de tout faire pour conserver nos parts de marché sans rogner sur nos marges. Nous avons été conduits à intensifier les opérations promotionnelles auprès des distributeurs. Elles ont pu avoir deux effets. D'une part, elles ont permis de réduire l'écart des prix avec nos concurrents et, d'autre part, elles ont permis à des distributeurs d'améliorer leur rentabilité.

« Êtes-vous restés absents sur les premiers prix ?

« Non. Nous avons également développé la fabrication de produits pour le compte des distributeurs. Nous le faisons depuis toujours. Ce qui est nouveau, en revanche, c'est le développement de produits moins onéreux, avec des recettes moins chères. Dans nos plats cuisinés Honoré Janin, par exemple, l'un des produits le plus vendu depuis dix mois, c'est le rognon bordelais, à moins de 20 francs la portion.

Nous avons procédé également à des acquisitions pour concurrencer les produits moins chers. Présents dans les eaux minérales, nous sommes désormais présents dans les eaux de source, moins chères, avec le rachat des Sources du Mont-Dore.

« Abandonnez-vous votre positionnement unique sur les marques ?

« Certainement pas. BSN a l'un des plus grands portefeuilles de marques et c'est un capital inestimable que nous continuerons à développer. Néanmoins, le consommateur cherchant une gamme complète, nous voulons maintenant le satisfaire avec des produits allant du plus élaboré au plus simple. Nous continuerons à faire des marques de distributeurs et des premiers prix pour la distribution.

« En tant qu'industriel, n'avez-vous pas profité de la notoriété de vos marques pour pratiquer des prix élevés, phénomène qui s'est retourné contre vous, avec le changement de comportement des consommateurs ?

« Entre 1982 et 1992, la hausse des prix a été de 49 %. Celle de Danette a été de 16 %, tandis que le Danone aux fruits a augmenté de 4 %, Evian de 32 % et le petit pot Beldina de 5 %. Nous sommes donc restés dans des limites très inférieures à l'inflation.

« Croyez-vous à l'avenir des marques ?

« C'est fantastique, les erreurs qui ont été écrites depuis quelques mois sur les difficultés des marques, ou sur leur éventuelle disparition. Cela repose sur une fausse interprétation de l'opération Marlboro. Cette marque avait augmenté ses prix deux fois plus vite que l'inflation pendant dix ans. Elle avait favorisé le développement d'autres concurrents moins chers. Philip Morris, son fabricant, a été très courageux en décidant au mois d'avril de baisser brutalement le prix de ses cigarettes de 20 %. Le groupe américain a commencé ainsi à reconquérir des parts de marché.

« En fait, il ne faut pas chercher à généraliser l'événement Marlboro ». En revanche, il faut prendre la crise économique, la première subie depuis quarante

ans, comme un miroir grossissant des problèmes. La marque continuera d'exister car le consommateur a besoin de sécurité et de produits de qualité en termes de goût, d'apport nutritionnel et d'innovation. Chaque fois qu'on innove, on prend un risque que les acheteurs ne prennent pas. Innover restera le devoir et la responsabilité de l'industriel.

« Ce changement de stratégie passe-t-il sur vos comptes semestriels, qui sont en baisse ?

« Comme nous l'avons indiqué lors de l'assemblée générale, nous avons adapté notre stratégie à la nouvelle situation économique pour maintenir nos parts de marché et défendre nos marques. Pour ce qui concerne le premier semestre 1993, notre chiffre d'affaires a progressé de 2,9 % hormis les dévaluations monétaires. La rentabilité a légèrement diminué (9,7 % contre 10,35 %) en raison d'une augmentation importante des promotions. Ces coûts supplémentaires ont été pratiquement compensés par les gains de productivité.

« Toutefois, vous peinez dans le secteur du biscuit.

« C'est le produit alimentaire qui subit le plus les effets sociologiques de la crise car il est acheté par une mère de famille pour ses enfants. On a constaté que les périodes de prospérité ont entraîné un développement considérable des nouvelles sortes de gâteaux, plus élaborés, donc vendus plus cher, et qui ont été ensuite copiés. La crise entraîne un retour vers des biscuits plus simples et a exacerbé la concurrence. Nous sommes depuis peu sur ce secteur et nous n'avons pas encore fait toutes les restructurations industrielles et commerciales.

« Vous parlez beaucoup de productivité. Peut-on baisser sans cesse les coûts en procédant à des suppressions d'emplois ?

« Il est clair que baisser les

prix de revient est un discours plein d'émotion, puisque productivité évoque chômage : c'est une vision trop succincte du problème. En fait, la productivité consomme de nombreux volets comme l'organisation du travail, la spécialisation et la saturation des usines, la réduction des pertes de matières premières et d'emballage, l'amélioration des rendements des outils de production qui ne tournent pas à la vitesse prévue lors de l'investissement, la formation des hommes.

« En matière d'emploi, nous avons la volonté politique d'appliquer avec détermination toutes les mesures que le gouvernement vient de décider. C'est important, nos calculs prouvent que ça touche 4 % de nos effectifs, soit 1 000 personnes que nous ne licencierons pas ou que nous embaucherons.

« Serait-ce encore obligé de licencier ?

« Vous dire que tout cela peut se faire sans toucher à l'emploi, ce n'est pas vrai. Confronté à une concurrence sévère, encouragée par une distribution de plus en plus efficace et concentrée, un industriel ne peut pas baisser les bras. Nous ne voulons et nous ne pouvons pas le faire. Nous cherchons depuis toujours à réduire les effets sur le plan humain de la productivité. Nous ne laissons jamais seul un membre du personnel devant son problème d'emploi. Nous avons trouvé des solutions pour plus de 85 % du personnel concerné par les différentes restructurations. Nous continuerons à poursuivre la même politique.

« Êtes-vous tentés d'aller au-delà ?

« On peut admettre que le chômage dû à la crise (3 %) se résorbera avec le redémarrage de l'économie et les mesures du gouvernement. Il restera un chômage, que nous appellerons structurel, qui représente 8 % de la population active. Seuls des moyens audacieux pourront le réduire.

« Quelles sont vos propositions ?

« Le chômage structurel est dû au coût élevé du travail en France. Il ne faut pas incriminer le coût direct du travail, mais l'ensemble des charges directes et indirectes. C'est ce coût total du salaire qui a conduit les industriels et les services à investir massivement dans l'automatisation pour supprimer des frais de personnel. Il faut donc y avoir deux propositions : il existe un potentiel d'emploi important pour les jeunes à 4 500 francs par mois mais pas à 9 000 francs. Cela passe donc par une adaptation des charges indirectes.

« L'autre proposition consiste à réduire significativement la durée du travail. Car, si vous le réduisez de quelques heures, la productivité absorbera la diminution d'heures. Il faut avoir la volonté de descendre à 32 heures, soit quatre jours par semaine. Cela nécessitera toute une nouvelle organisation du travail et obligera toutes les industries et les services à embaucher fortement.

« Êtes-vous prêts à appliquer le premier vote ?

« Non, car cette mesure très audacieuse doit être appliquée obligatoirement par l'ensemble des professions pour éviter de fausser la concurrence. Nous ne pouvons pas supporter des coûts supérieurs à ceux des autres industriels, ce qui risque de se produire si nous descendons à 32 heures et embauchons plus de salariés, alors que nos concurrents restent à 39 heures avec moins de personnel. Cette mesure nécessite une grande cohérence et ne se fera pas sans une négociation entre tous les acteurs économiques et sociaux. Elle n'aura aucune consistance sans l'arbitrage de l'Etat, sur le plan français et sur le plan européen.

« A combien estimez-vous les créations d'emplois ?

« Tout bien calculé, cela permettrait d'augmenter en théorie de 6 % ou 7 % le nombre d'emplois, ce qui concernerait, en France, 1,4 million de personnes. Mais ce n'est qu'une idée pour l'instant. Elle doit faire son chemin.

Propos recueillis par Dominique Gallois et François Renard

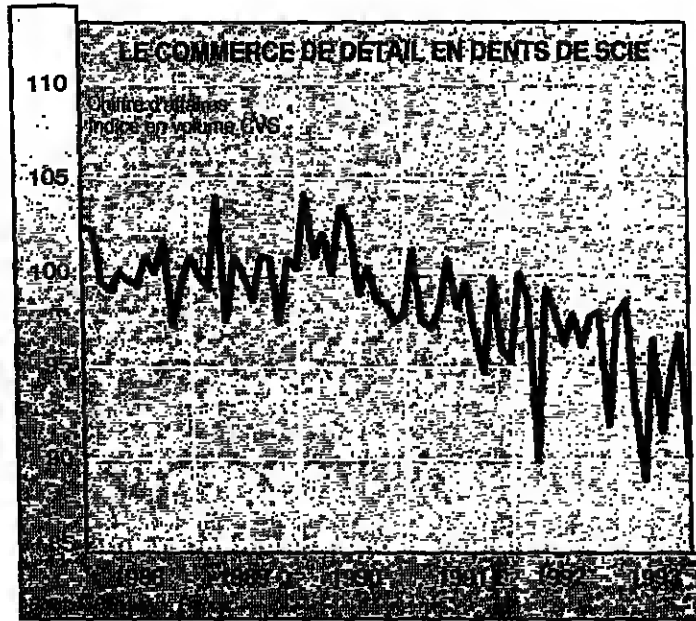
Léger frémissement

La consommation enregistre un léger mieux début septembre grâce... à une fin d'été pourrie.

Le malheur des uns... Le mauvais temps régnant sur l'Hexagone en cette fin d'été - ainsi que la mode - ont incité les Français à renouveler leur garde-robe, donnant ainsi un petit coup de fouet à la consommation. Ils ont également rempli leur garde-manger et équipé leurs chères petites têtes blondes pour la rentrée des classes.

Il est trop tôt pour connaître les statistiques des mois de septembre dans la distribution, mais lorsqu'on les interroge les professionnels pensent que « la rentrée s'est plutôt bien passée ». « Elle a été moins mauvaise que prévu », estime Michel-Edouard Leclerc. Avec prudence, il indique aujourd'hui s'attendre pour le mois à un taux de croissance supérieure de 3 ou 4 points à celui de septembre 1992 à surface comparable. Chez Promodès, le dernier pointage réalisé le 19 septembre, faisait apparaître (encore à surface comparable) une hausse de 2,7 % dans les hypermarchés. Chez Carrefour, tout en soulignant la difficulté de faire une analyse compte tenu des baisses de prix, on pense qu'il y a « peut-être un petit mieux par rapport au mois d'août » : là aussi, pression sur les prix aidant, la rentrée scolaire s'est bien passée. L'alimentaire, le petit bazar et les petites pièces de textile se comportent bien, mais dès que l'on parle de produits plus chers (hi-fi, radio, télé...), il n'y a pas d'amélioration.

Les grands magasins, qui multiplient les opérations commerciales en ce mois de septembre pour rester dans la course, ressentent également ce léger mieux : boulevard Haussmann, la deuxième semaine de septembre a été meilleure. Au Bazar de l'Hôtel de Ville, plus centré sur l'équipement de la maison, on note aussi un « petit mieux » depuis la fin



du mois d'août. Ceux qui se sont lancés dans les nocturnes hebdomadaires semblent, en tout cas, avoir au moins réalisé leurs objectifs.

OUVERTURE • Dans les magasins dits « populaires », les tendances sont les mêmes : « On ne peut pas dire qu'il y a un emballement, mais il y a une ouverture depuis le début du mois de septembre », note un directeur des achats chez Monoprix, où les performances à la mi-septembre sont plus flatteuses que celles de l'année passée (septembre 1992 n'avait pas été terriblement bon). Le textile est en reprise, et dans l'alimentaire le consommateur continue court d'un magasin à l'autre pour profiter de « la » bonne affaire. Néanmoins, tout cela est extrêmement fragile, et les professionnels sont unanimes à le souli-

gner : il a suffi de deux ou trois jours d'été indien pour que les ventes fléchissent dans les grands magasins parisiens et dans la vente par correspondance, qui continue pourtant de bien tirer son épingle du jeu depuis le début de l'année. Rien n'est acquis et personne, au vu du contexte économique général, ne se hasarde à parler de reprise - « ouverture », « plat », « mieux » sont les termes utilisés - et encore moins à faire un quelconque pronostic.

D'autant qu'un bref retour en arrière montre qu'en matière de consommation, depuis un an, les évolutions sont en dents de scie d'un mois sur l'autre. Et, qu'en outre, le consommateur continue plus que jamais à faire la chasse aux petits prix, dernier sport national à la mode.

F. V.

BILLET

Tous coupables ?

LES consommateurs sont-ils coupables ? Coupables de ne pas dépenser assez, coupables de rechercher les prix les plus bas, coupables d'acheter des produits importés ? A écouter certains élus, industriels voire distributeurs, on pourrait le penser. Car, après avoir intrigué dans un premier temps, la consommation « fourmi », « hérisson » ou « étau » commence à agacer.

Dans le meilleur des cas, on l'exhorta, gentiment, à reprendre confiance et à recommencer à dépenser, comme Edouard Balladur. Mais loin du langage chéri du premier ministre, on dénonce sévèrement les comportements à courte vue qui, en privilégiant des produits moins chers, souvent importés, sont responsables in fine de la fermeture d'usines sur le territoire français... et donc du chômage. Parfois, on va même plus loin : lorsqu'il achète un tapis oriental à prix bradé, le consommateur n'est-il pas complice du travail des enfants dans tel ou tel pays en développement ?

« De prix bas en prix chocs, en passent par les petits prix, pour arriver aux prix extraordinaires... il n'y a rien de grand-chose au niveau des entreprises, de la distribution comme de l'industrie. On est dans une spirale infernale de baisse des prix. Ceux qui ne sont pas économiquement handicapés à habituer à trouver tout pour rien. Tout cela se fait sur le dos des entreprises : chaque fois que l'on casse les prix, on met trois chômeurs de plus sur le marché et on augmente les troupes de ceux qui, économiquement, ont besoin des prix bas » : ce directeur d'achat

d'une grande enseigne nationale ne mâche pas ses mots. Son discours est typique de ce qui s'entend de plus en plus souvent.

Il fait bondir Reine-Claude Madar, présidente de l'Institut national de la consommation, qui trouve que l'on « culpabilise beaucoup le consommateur » en oubliant quelques vérités premières : la baisse ou la ralentissement de la progression de son pouvoir d'achat, les ponctions opérées sur son porte-monnaie au nom des grands équilibres nationaux et ses craintes sur l'emploi... sans oublier les campagnes des distributeurs qui ne cessent de vanter leurs bas prix ! « Pour dire les gens ne croient plus à rien de ce qu'on leur dit. Au moins, lorsqu'ils payent moins cher, c'est simple. »

La consommation, estime-t-elle, n'est pas intégrée les thèmes humanitaires (type travail des enfants), mais une bonne partie d'entre eux peut se montrer sensible à la question des délocalisations. A condition qu'ils soient correctement informés sur ce qu'ils recouvrent le « made in France » : « S'il s'agit de considérer qu'un imperméable dont les boutons ont été cousus dans l'Hexagone est fabriqué en France, c'est une escroquerie ! » Et d'ajouter : « Si l'on veut que les gens aient le sentiment de participer à un effort national, il faut que cela soit significatif. Sinon, c'est de la poudre aux yeux. Si on essaya de leur vendre une fausse idée, si l'on fait appel à leurs bons sentiments en les trompant, ils ne marcheront pas. On a tellement berné le consommateur qu'il ne croit plus personne. »

F. V.

La guerre des prix du

NUANCES

PERSPECTIVES

LA GRANDE CONSOMMATION FACE A LA CRISE



Michel-Edouard Leclerc : « Nous pouvons aider les producteurs »

« Les industriels font état de baisses de prix atteignant 10 %, voire 15 %. Pourtant, les prix à la consommation ne chutent pas. La différence ne va-t-elle pas gonfler les marges des distributeurs ? »

— Ces chiffres ne reflètent pas l'évolution de nos conditions d'achat, ni celles du Caddie moyen en hypermarché. Dans la plupart des biens de grande consommation, la baisse des prix effective depuis un an est de l'ordre de 2 à 3 %. Mais il est absolument vrai que les produits agricoles sont en chute libre : les baisses atteignent jusqu'à 15 % pour certaines denrées (volaille, fruits et légumes, porc).

— Cela veut dire que la distribution ne fait pas de « gras », actuellement ?

— La distribution a largement répercuté cette hausse, preuve en sont les dizaines d'actions commandées qui, sur le front du kiwi, de la pintade, de la pomme de terre ou de l'endive, exigent depuis le printemps la remontée des prix dans les grandes surfaces. Cela se traduit par des résultats financiers inégaux : il y a les distributeurs qui ont anticipé la crise, qui gèrent au plus près la rotation des stocks et travaillent de plus en plus en flux tendus. Ils ont amélioré leurs résultats en 1992. D'un autre côté, beaucoup peinent, depuis les grands magasins jusqu'aux groupes qui digèrent des acquisitions récentes et ne réalisent de bénéfices que par profits exceptionnels.

— En fait, ce sont les hypers qui s'en sortent ?

— Ce sont ceux qui ont su le mieux s'adapter à la demande. On assiste à une mutation profonde et lente des comportements. D'abord une baisse tectonique des dépenses alimentaires, qui ne représentent plus que 18 % du budget des ménages, contre 30 % dans les années 60. D'où une surproduction dans la volaille, la pomme de terre ou le porc qui explique la baisse des prix.

» Ensuite, le consommateur est plus rationnel et ses achats plus individualisés. La demande se fragmente et se diversifie. Les vieux stéréotypes — des produits « petits » pour les bas revenus, des marques moyennes pour la bourgeoisie moyenne et le haut de gamme pour les élites — sur lesquels ont été fondées toutes les stratégies de marques sont périmés. Les consommateurs, tous les consommateurs, n'acceptent plus de payer cher des produits utilitaires. D'où le succès des produits « premier prix » dans les supermarchés et chez les

hard discounters. Troisième tendance : les marques restent plébiscitées, mais les consommateurs les veulent moins chères. La grande distribution est devenue le numéro un dans les vins fins haut de gamme, et cela ne choque plus de trouver des bijoux en or ou du caviar Pétrousian chez Leclerc.

— Les succès des hypers ne se font-ils pas aux dépens des industriels ?

— Nous sommes dans un contexte polémique où, profitant de l'arrivée d'une majorité conservatrice, qui drague les voix des petits patrons, le discours corporatiste est repris jusqu'au niveau gouvernemental. Les libéraux de 1986 ne sont plus libéraux. On assiste à une vague de protectionnisme sans précédent depuis 1981 en France. Je l'explique par trois raisons : d'abord par l'ampleur de la crise, qui nourrit les appréhensions, d'autant plus qu'on en voit pas la sortie, contrairement à certains discours volontaristes du gouvernement.

» Deuxième raison : on découvre en France, en cette première année du Marché unique européen, une forte résistance culturelle aux idées de concurrence, de libre-échange. Il suffit d'entendre le discours politique qui culpabilise le consommateur, diabolise le distributeur et criminalise tout comportement agressif sur un marché ! Comme si c'était au consommateur de s'adapter à l'offre, et non l'inverse ! Le réveil est dur pour les militants de la concurrence.

» Troisième raison : les erreurs de diagnostic des chefs d'entreprise. Le tissu industriel n'a pas assez anticipé les mutations de la consommation. Dans l'agriculture, les producteurs ont développé des capacités excédentaires ; dans les biens de grande consommation, les industriels, pris dans la course aux économies d'échelle et obsédés par l'acquisition de marques leader, ont tué les petites marques. L'offre française s'est standardisée et banalisée, au moment où la demande se fragmentait et se diversifiait. Tous ceux qui ont gonflé leurs marges et tiré leurs prix vers le haut ont laissé un vide qui a été comblé par les produits « premier prix » ou sans marque.

» Un groupe comme L'Oréal n'a pas ce problème, car il est présent par ses marques sur tous les créneaux, mais des sociétés comme Nestlé ou BSN, qui redécouvrent la pression du marché, sont obligées soit de repositionner leur gamme sur de nouveaux segments du mar-

ché, soit de fabriquer des marques de distributeur. C'est une révision déchirante.

» Une grande partie de la polémique actuelle masque la difficile adaptation d'une offre standardisée, et mondialisée, avec une demande beaucoup plus fragmentée, rationnelle, exigeante. Il n'y a aucune raison pour que cela change rapidement.

— C'est un peu facile de s'abriter derrière le consommateur...

— Le consommateur choisit son enseigne. Des distributeurs comme Euronorm, le COOP ou Radar ont cru pouvoir ignorer cette pression sur les prix : ils ne sont plus dans le peloton de tête. Le distributeur, comme l'industriel, est sanctionné par le marché.

— Les industriels vous accusent de les obliger à vendre à perte.

— On caricature. Il faut certes satisfaire la demande de « premier prix », mais nous ne demandons pas mieux que de sortir de ce créneau, sachant que les gains de productivité sont relativement limités, et qu'il existe un seuil au-dessous duquel la qualité en pâtit. La stratégie des distributeurs consiste au contraire à élargir leurs gammes, à commercialiser aussi bien la 205 que la Safrane de l'alimentaire, du textile ou de l'électroménager. Nos gammes « premier prix » ne représentent d'ailleurs que 20 % de nos ventes.

» Nous essayons donc de proposer à nos fournisseurs d'autres arguments de vente que le prix. Un exemple parmi d'autres : le marché du poisson, où nous avons mis en place, avec les coopératives du Finistère Nord, un système d'étiquetage d'origine, qui garantit au producteur une rémunération supplémentaire de 8 à 9 francs par kilo. En créant des marques, des labels de qualité, nous avons bâti un vrai partenariat entre producteurs et distributeurs. Cet exemple peut être élargi.

» Nous avons toujours cru aux marques. Mais là où nous touchons un autre problème : beaucoup d'industries françaises du textile, de la papeterie, de l'horlogerie, des arts de la table, etc., ne peuvent pas ou ne veulent pas nous fournir leurs marques. Une bonne partie de l'industrie a préféré, pendant quinze ans, la distribution, sélective qui lui garantissait une marge confortable. Ce faisant, ils ont loupé le coche, et raté la mutation de la consommation et de la distribution. Ils ont créé un vide qui a été comblé par

les importations, notamment en provenance de la Communauté : dans l'habillement, ce sont les Allemands qui supplantent les marques françaises, et Majorette est mort d'avoir laissé Lego et la poupée Barbie occuper à sa place les linéaires.

— On a constaté de vrais dysfonctionnements sur les délais de paiement ou la déréfrence brutale de certaines marques...

— En temps de crise, il y a des comportements déviants. La législation doit jouer son rôle pour sanctionner les excès. Mais, si vous voulez me faire dire que la pression est dure sur l'industrie, c'est vrai. Dans la période actuelle, il est plus dur d'être industriel que distributeur. Nous pouvons réagir instantanément au marché, alors que les industriels ont un délai de réaction d'autant plus long que les produits sont à forte valeur ajoutée.

» A la pression des consommateurs s'ajoute celle des industriels entre eux. Avec le Marché unique, l'offre s'élargit, et les distributeurs font jouer la concurrence : les multinationales, par exemple, proposent des délais de paiement plus favorables ou, à l'inverse, en échange de paiements comptant, livrent au jour le jour, contrairement à beaucoup de Français.

— Ce qui est bénéfique pour vous et vos prix ?

— Ce qui était le but du Marché unique ! Pour prendre le marché polonais, BSN adapte sa stratégie de prix au niveau de vie polonais. Quand il va conquérir le marché américain, il tient compte d'un autre type de pouvoir d'achat. Il ne dit pas : « Les distributeurs américains sont plus gentils que les distributeurs polonais ! » En France,

on veut utiliser le distributeur comme un bouc émissaire. La distribution en Allemagne ou aux Pays-Bas est beaucoup plus concentrée, mais elle est appréciée.

— Au temps de l'inflation, vous aviez un rôle utile de frein sur les prix. Dans un contexte déflationniste, ce rôle ne devient-il pas néfaste ?

— Nous vivons dans une économie dualiste, où tout un pan de l'activité économique — l'alimentaire, l'agroalimentaire — a été sacrifié sur l'autel des prix. Il y a dans ces secteurs une déflation telle que les prix ne rémunèrent plus la production ni l'innovation.

» Mais la consommation continue de se développer dans d'autres secteurs, qui se planquent derrière leur spécificité pour échapper à la concurrence. La législation ou les accords professionnels nous obligent aujourd'hui à faire des marges de 30 % à 40 % sur les livres, l'électroménager, le bricolage ou le textile de marque ! Pour arrêter la baisse générale des prix, il faudrait, d'un côté, revaloriser les prix agricoles et, de l'autre, faire en sorte que l'ensemble des secteurs protégés soient soumis réellement à la concurrence ! D'une certaine façon, il faut répartir la concurrence sur de nouveaux secteurs de la consommation.

— Vu les dégâts causés dans l'agriculture, est-ce souhaitable d'élargir le problème ?

— Si la distribution est vraiment coupable de toutes les turpitudes qu'on lui attribue, quelle est la solution ? Augmenter les prix ? Ce n'est pas en augmentant les prix qu'on vendra plus. Limiter le développement des hypermarchés ? Ce n'est pas la taille du magasin qui

fait la vente : on peut casser les prix dans des superettes... Le problème est politique. On envoie les paysans manifester sur nos parkings, mais on ne nous propose pas de participer à l'organisation des filières, pour éventuellement fixer des prix minima en cas de surproduction, en attendant que le marché se resorbe. Douze interprofessions se sont réunies pour faire passer leurs délais de paiement de quatre-vingt-dix à soixante jours. Elles n'ont pas associé la distribution à ces réflexions et se sont contentées de passer le dossier aux pouvoirs publics en leur disant : « Maintenant, allez sanctionner la distribution ! »

— Peut-être est-ce parce que la distribution fait peur ?

— Probablement. Pourtant, nous ne demandons pas mieux que de sortir de ce contexte. On en a assez d'être jetés en pâture à l'opinion agricole, alors que nous sommes pas responsables des dévaluations espagnoles ou italiennes ! C'est aux pouvoirs publics d'agir contre les contreloges, les importations illégales, etc. Quant à nous, professionnels, il faut savoir sortir des polémiques : nous pouvons nous entraider, à condition de respecter le savoir-faire de chacun. Il faut mettre de la discipline dans les comportements : sanctionner les mauvais payeurs, les déréfrence abusifs des distributeurs et le refus de vente des industriels ! Mais, si le gouvernement était tenté de faire une loi de circonstance, nous saurions la faire sanctionner par la Cour de justice européenne...

Propos recueillis par
Véronique Maurus
et Françoise Vaysse

La guerre des prix du lait

Exaspérés par le « bradage » des produits laitiers dans les grandes surfaces, les producteurs ont proposé aux transformateurs une alliance contre la distribution

D U lait UHT vendu à 2 francs le litre, des camemberts proposés à 5 francs, des paquets de 16 yaourts nature à 8,90 francs, qui dit mieux ? Ces quelques exemples de promotion dans les grandes surfaces, relevés pendant l'été, ont poussé la Fédération nationale des producteurs de lait (FNPL) à proposer une alliance aux laitières face à la grande distribution. Une réaction d'autant plus vive que la pression des grandes surfaces sur les industriels pour baisser leurs tarifs pousse ces derniers à acheter moins cher leur lait aux éleveurs.

Pour enrayer cette spirale infernale, le conseil d'administration de la FNPL a proposé, début septembre, à l'ensemble des entreprises du secteur de « les aider s'ils ont des difficultés pour vendre leurs produits ». « Déterminée » dans sa chasse au bradage des prix, la Fédération, assure son président, Jean-Marie Raoul, va jusqu'à envisager « la mise sous contrôle des linéaires des grandes surfaces ». L'objectif ultime est d'arriver chez l'industriel et d'occulter chez l'industriel et d'occulter encore moins chez le producteur. Un tarif fixé d'avance dans le magasin n'empêche pas le distributeur de jouer sur la concurrence entre laitières pour acheter des

produits moins cher et... augmenter ses gains grâce au prix minimum.

En contrepartie de leurs « coups de main », les producteurs espèrent un geste des industriels, qui pourraient « au moins rattraper le niveau des tarifs de l'an dernier ».

Depuis le début de la campagne laitière (en avril), les prix payés aux producteurs ont baissé de 1 à 2 %, soit 2 à 3 centimes par litre, et, à l'exception de la Basse-Normandie et du Nord-Pas-de-Calais, aucun accord interprofessionnel sur les tarifs n'a été signé.

» La réponse des industriels est d'autant plus nuancée que la guerre des prix, conjuguée à une baisse de la consommation, touche de plein fuet la rentabilité de leurs entreprises. Tout d'abord, ils sont sceptiques sur les effets bénéfiques du relèvement de certains prix dans les magasins grâce à l'instauration d'un tarif minimum de vente au consommateur. Une tentative menée, voilà deux ans, sur le lait UHT sous la pression de la FNPL a montré les limites de l'exercice. La revalorisation du prix à la consommation n'a pas été répercutée chez l'industriel et donc encore moins chez le producteur.

Un tarif fixé d'avance dans le magasin n'empêche pas le distributeur de jouer sur la concurrence entre laitières pour acheter des

produits moins cher et... augmenter ses gains grâce au prix minimum.

Xavier Paul-Renard, président de l'Association de la transformation laitière française (ATLA), se dit cependant favorable à une entente avec la grande distribution pour mettre un terme au « déréfrence sauvage », cette suppression brutale, du jour au lendemain, d'une marque dans un rayon si le fournisseur ne répond pas aux exigences financières du magasin. De tels comportements sont souvent préjudiciables au fonctionnement d'une entreprise et devraient être réglementés.

Quant à la revalorisation des tarifs du lait payé aux producteurs comme le souhaite la FNPL, il n'en est pas question. Selon l'ATLA, son niveau, qui n'aurait pas baissé d'une année sur l'autre, est jugé « trop élevé ». Le contexte actuel européen marqué par l'augmentation de la production laitière dans de nombreux pays où la consommation recule, et par la baisse des prix d'intervention sur le beurre et la poudre de lait, a des effets déflationnistes sur les prix qui devraient logiquement se répercuter sur la collecte laitière.

D. G.

NOUVEAU

Le Monde en poche
Une nouvelle collection est née



PERSPECTIVES

LE NOUVEL ESPACE ÉCONOMIQUE CHINOIS

Les deux amours de Wang Jr

Le premier groupe taïwanais, comme la génération montante des autres grandes familles locales, entend toujours investir à la fois dans l'île et sur le continent. Et il a l'oreille du gouvernement de Taïpeh.

TAIPEH
de notre envoyé spécial

Le visage animé de tics, marqué d'un stress intense, Winston Wang, quarante-deux ans, répond aux questions sur le ton de mitraillette de l'homme pressé. Mais il répond. Bien qu'on soit samedi après-midi, il disparaît un moment pour voir le patron, présent au bureau lui aussi. Sur sa carte de visite - outre un poste de professeur de management dû à ses études à Londres - Winston Wang n'est « que » senior vice-président de Nanya Plastics.

La firme a 14 000 employés, un revenu annuel de 2,6 milliards de dollars américains. Dans le groupe Formosa Plastics, auquel elle appartient, Winston Wang est cependant un peu plus que ce titre ne l'indique : le fils de Wang

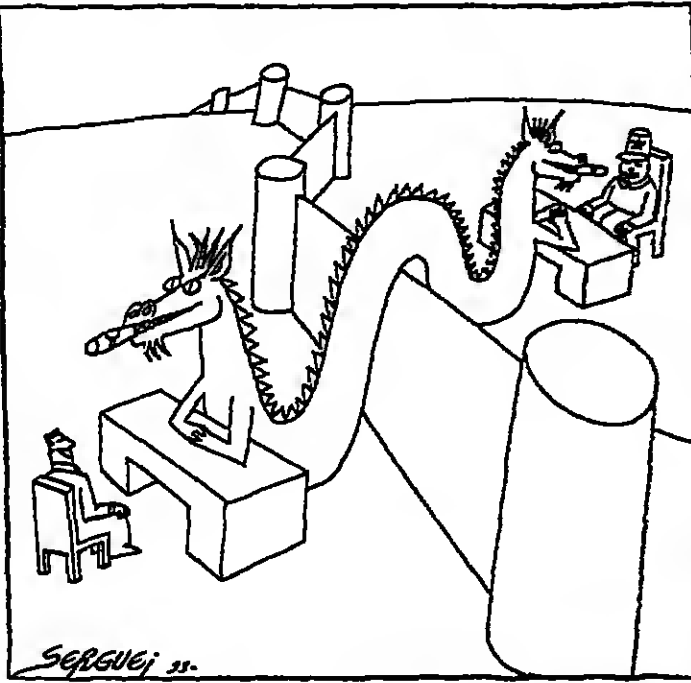
le premier ministre, Lien Chan, sont eux aussi originaires de l'île.

PROVINCIALES • A ce titre, les Wang tiennent désormais une place bien plus large sur l'échiquier local que ce que suppose leur seule qualité d'hommes d'affaires fortunés. Ce sont des représentants d'une de ces familles d'extraction locale qui, dans une grande mesure, ont imprimé au Kouomintang son évolution des dernières années, l'amenant à engager un dialogue prudent avec Pékin (confié, comme par hasard, à un autre riche Taïwanais de souche, C. F. Koo). Par leur poids économique, elles influent également beaucoup sur les orientations de développement qui seront adoptées par le « dragon » taïwanais à l'avenir.

Cette réalité, bien que non formulée, imprégnait en mars 1993 le discours d'intronisation du premier ministre Lien Chan, quand il promit à l'île que son action viserait entre autres à mettre fin à « l'obsession pour les origines provinciales » qui a, en fait, pendant longtemps, joué en faveur des continentaux.

Wang père, qui s'est établi aux États-Unis, fut le premier grand industriel de Taïwan à exprimer l'intention d'investir une somme substantielle - plusieurs milliards de dollars - dans un complexe pétrochimique (naphte) sur le continent, à Xiamen, jadis connue sous le nom d'Amoy, face à l'île de Taïwan.

Le projet, né alors que les investissements taïwanais sur le continent n'étaient pas encore autorisés, est gelé, mais d'autres investissements industriels sont envisagés sur le continent. En attendant, la famille a obtenu de faire inscrire un autre projet de



transformer trop rapidement en économie de service, de perdre la base industrielle qui a fait son succès. Or, c'est la tendance : « L'investissement se raréfie, de même que les incitations à l'investissement. Le coût de la terre à usage industriel est peut-être le plus élevé du monde - 2 millions de dollars l'hectare hors de Taïpeh. En outre, nous faisons face aux protestations de groupes d'intérêts locaux qui vont des écologistes aux maîtres chanteurs », dans une situation où les fausses sembleraient abonder.

ÉCOLOGISTES • Le complexe de naphte projeté (le sixième) - réunissant en tout vingt-quatre usines -, qui rivalisera avec les plus grandes installations de

transférer leurs industries à faible productivité vers le Sud-Est asiatique.

Des investissements provenant de Taïwan ont commencé à apparaître dans ces pays, mais Formosa Plastics n'y eût guère. Dans son introduction au rapport annuel du groupe en 1992, Wang père, qui a rencontré Deng Xiaoping à plusieurs reprises lors de voyages à Pékin, souligne la situation ambiguë des investissements sur le continent. D'un côté, le nationalisme qui règne sur le continent apporte aujourd'hui une garantie contre les confiscations d'investissements de Chinois. De l'autre, les communautés chinoises du Sud-Est asiatique ont trop souvent souffert d'inimitiés locales pour que le capital chinois de Taïwan s'y sente en confiance.

En écho aux plaintes de ces industriels soucieux de voir Taïwan conserver son avance technologique, le gouvernement a autorisé en juillet la location pour usage industriel privé de 30 000 hectares lui appartenant, à un prix préférentiel. En outre, le président du Conseil pour la planification économique et le développement, Vincent Siew, a annoncé la mise à l'étude d'un projet de zone de libre-échange sur une partie de la côte occidentale de l'île, face au continent, afin d'attirer l'investissement local et extérieur.

MARCHÉ • Une intégration économique croissante avec le continent est donc inéluctable. Cela ne veut pas dire que le groupe Formosa Plastics et ses émanations placeront tous leurs œufs dans le panier continental. « Nous irons sur le continent, dit le fils, mais pas à pas, tout en nous diversifiant ».

textiles synthétiques, etc.) exploite littéralement. « Notre première opération [sur le continent] représentera environ 200 millions de dollars. Elle sera implantée dans le Sud ».

Pourquoi « y aller » ? « Parce qu'il faut se trouver où se trouve le marché », répond, catégorique, Wang Jr, avant de reconnaître l'existence de considérations annexes non négligeables : le salaire moyen d'un employé de sa firme sur l'île est de 2 000 dollars américains, de 40 dollars dans les zones « néo-capitalistes » du continent.

D'où une conviction absolument opposée à celle de Deng Xiaoping, le patriarche continental - pour qui l'arrivée des capitaux taïwanais comme ceux de la famille Wang joue en faveur d'une réunification des deux Chines. « On ne peut pas forcer l'histoire dans le sens de la réunification ou de la désunification », dit Winston Wang. Il y a une différence de revenu de 1 à 20 entre le continent et nous. Je ne peux pas imaginer aujourd'hui notre réunification. Regardez ce qui se passe en Allemagne ! » La même philosophie anime le président Lee Teng-hui, que Wang Jr retrouve tous les dimanches au club de tennis.

Mais Winston Wang, qui n'a pas et ne brigue pas (pour le moment ?) de fonctions politiques, peut se permettre d'aller plus loin que le président pour envisager l'avenir de la Chine. Abordant de son propre chef le domaine politique, il assure : « La seule manière de gouverner ce pays, c'est de créer une sorte de confédération, laissant une grande indépendance aux pouvoirs locaux, surtout à l'extérieur de l'île ».

Par leur poids économique, les grandes familles locales influent beaucoup sur les orientations de développement qui seront adoptées par le « dragon » taïwanais à l'avenir.

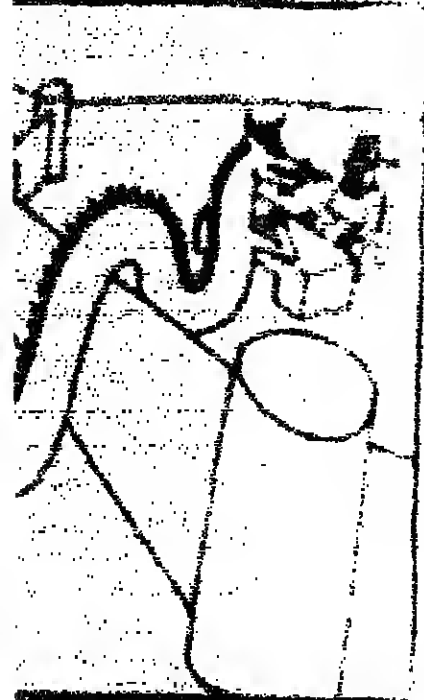
Yong-chien, le fondateur de ce qui est peut-être le plus gros holding de Taïwan. Et la famille n'est pas de ces continentaux d'implantation récente venus avec leur défaite face à Mao en 1949, ces *walsheng* (littéralement, « externes à la province »), mais

Quelle est
leur typologie ?

En fait, les grandes familles locales de Taïwan sont très diverses. Elles peuvent être classées en trois catégories principales : les familles d'origine continentale, les familles d'origine locale (taïwanaises) et les familles d'origine étrangère. Les familles d'origine locale sont les plus nombreuses et les plus puissantes. Elles ont souvent des racines profondes dans l'île et ont contribué à la formation de la société taïwanaise. Les familles d'origine continentale sont arrivées sur l'île après la guerre de 1949. Elles ont souvent des ressources financières importantes et ont contribué à l'économie taïwanaise. Les familles d'origine étrangère sont moins nombreuses, mais elles ont souvent des compétences spécifiques et ont contribué à l'économie taïwanaise.

Cours de Wang Jr

rapport financier des autres...
Le continent. Et à l'étranger.



en début de l'année, des...
programmés 1997, 1998, 1999...
1997, 1998, 1999, 2000, 2001...
1997, 1998, 1999, 2000, 2001...
1997, 1998, 1999, 2000, 2001...

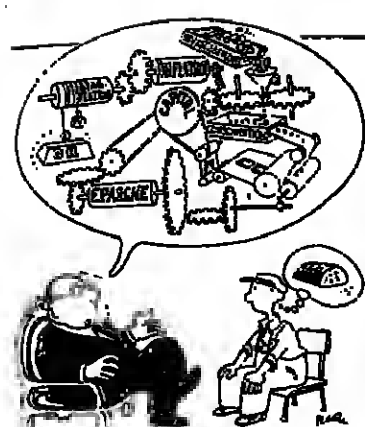
AVANTAGE : l'information...
dans cette banque de données...
sur les données...
1997, 1998, 1999, 2000, 2001...
1997, 1998, 1999, 2000, 2001...
1997, 1998, 1999, 2000, 2001...

pitalisme en uniforme

l'information est une nouvelle...
matière première que notre...
société consomme...
en grande quantité...
C'est ce qui explique le...
développement, au rythme de...
10 à 15 % l'an, des banques...
de données, ces...
gigantesques réservoirs...
électroniques d'information...
Nous avons besoin de...
toujours plus d'information...
car la durée de vie des...
produits meublés des...
théories ou des modes...
diminue, obligeant à aborder...
de nouveaux domaines...
La mondialisation de la...
concurrence accentue encore...
la tendance.

La mondialisation de la...
concurrence accentue encore...
la tendance...
L'utilisation des banques de...
données permet de répondre...
à ces nouvelles exigences...
grâce à quatre atouts :
● La rapidité : la connexion à...
une banque de données est...
quasi instantanée et fournit le...
plus souvent une information...
directement utilisable (texte...
intégral d'un article, adresse...
d'une entreprise...) ou, dans...
le cas d'une référence, la...
possibilité d'obtenir en...
quelques jours, voire en...
une heure par fax, la copie...
des articles. D'autre part, la...
mise à jour des banques de...
données se fait de plus en...
plus rapidement, jusqu'à...
plusieurs fois par jour, et...
certaines publications sont...
même disponibles « en ligne »...
avant d'être imprimées.
● L'étendue du champ de...
recherche : l'ensemble des...
banques de données donne...
accès à plusieurs centaines...
de millions de documents, dans...
tous les domaines de la...
connaissance, ce qui est sans...
commune mesure avec les...
ressources d'un centre de...
documentation traditionnelle.
● L'interactivité : compte...
tenu du très faible temps de...
réponse, il est fréquent que...
les résultats obtenus fassent...
évoluer la question, dont la...
nouvelle formulation...
apportera de nouvelles...
réponses, et ainsi de suite.
● La complexité : dans une...
recherche manuelle, on peut...
prendre en compte deux...
critères de recherche, trois au...
maximum, alors que, dans...
une recherche effectuée par...
les banques de données, le...
nombre de critères peut sans...
difficulté dépasser la centaine...
Ces atouts ont un coût, qui...
augmente le prix de l'information...
obtenue par les banques de...
données. Ce coût se justifie...
dans plusieurs cas, tels que la...
confirmation rapide d'un...
événement récent, la...
recherche rétrospective ou...
encore la veille technologique...
Les banques de données sont...
alors un complément...
indispensable à des outils...
plus limités, comme...
les publications qu'il est...
humainement possible de lire...
ou la fréquentation des...
congrès et expositions.

Dossier réalisé par
François Libmann



L'information est une nouvelle...
matière première que notre...
société consomme...
en grande quantité...
C'est ce qui explique le...
développement, au rythme de...
10 à 15 % l'an, des banques...
de données, ces...
gigantesques réservoirs...
électroniques d'information...
Nous avons besoin de...
toujours plus d'information...
car la durée de vie des...
produits meublés des...
théories ou des modes...
diminue, obligeant à aborder...
de nouveaux domaines...
La mondialisation de la...
concurrence accentue encore...
la tendance.

L'utilisation des banques de...
données permet de répondre...
à ces nouvelles exigences...
grâce à quatre atouts :
● La rapidité : la connexion à...
une banque de données est...
quasi instantanée et fournit le...
plus souvent une information...
directement utilisable (texte...
intégral d'un article, adresse...
d'une entreprise...) ou, dans...
le cas d'une référence, la...
possibilité d'obtenir en...
quelques jours, voire en...
une heure par fax, la copie...
des articles. D'autre part, la...
mise à jour des banques de...
données se fait de plus en...
plus rapidement, jusqu'à...
plusieurs fois par jour, et...
certaines publications sont...
même disponibles « en ligne »...
avant d'être imprimées.
● L'étendue du champ de...
recherche : l'ensemble des...
banques de données donne...
accès à plusieurs centaines...
de millions de documents, dans...
tous les domaines de la...
connaissance, ce qui est sans...
commune mesure avec les...
ressources d'un centre de...
documentation traditionnelle.
● L'interactivité : compte...
tenu du très faible temps de...
réponse, il est fréquent que...
les résultats obtenus fassent...
évoluer la question, dont la...
nouvelle formulation...
apportera de nouvelles...
réponses, et ainsi de suite.
● La complexité : dans une...
recherche manuelle, on peut...
prendre en compte deux...
critères de recherche, trois au...
maximum, alors que, dans...
une recherche effectuée par...
les banques de données, le...
nombre de critères peut sans...
difficulté dépasser la centaine...
Ces atouts ont un coût, qui...
augmente le prix de l'information...
obtenue par les banques de...
données. Ce coût se justifie...
dans plusieurs cas, tels que la...
confirmation rapide d'un...
événement récent, la...
recherche rétrospective ou...
encore la veille technologique...
Les banques de données sont...
alors un complément...
indispensable à des outils...
plus limités, comme...
les publications qu'il est...
humainement possible de lire...
ou la fréquentation des...
congrès et expositions.

Un « producteur » sélectionne et...
resemble des informations, les...
met en forme, et constitue ainsi...
une banque de données. Cette...
banque de données est chargée sur...
un ordinateur, que l'on appelle un...
« serveur ». Le serveur est relié, par...
l'intermédiaire d'un réseau...
général une combinaison de réseau...
téléphonique et de réseau télé...
matique, à un terminal (micro...
ordinateur ou Minitel). Ce terminal...
permet à l'utilisateur (utilisateur...
final ou intermédiaire) d'inter...
roger la banque de données et de...
trouver les informations dont il a...
besoin.

Quelle est leur typologie ?

On distingue trois grandes familles de...
banques de données, qui se différencient...
par leur mode de diffusion, les possibilités...
de recherche offertes et les clients visés.
● La première famille est celle des banques...
de données classiques, à la norme ASCII...
Leur utilisation est réservée aux...
professionnels de l'information, qui doivent...
connaître les langages d'interrogation...
spécifiques à chaque serveur, avec lesquels...
il faut préalablement signer un contrat...
Elles proposent des volumes d'information...
qui peuvent se compter en millions de documents...
et permettent des recherches très sophistiquées...
sur des questions complexes. Il existe, dans le...
monde, près de 10 000 banques de données...
de cette nature, utilisées par quelques...
centaines de milliers de clients - dont environ...
10 000 en France.
● La deuxième famille de banques de données...
est constituée par les CD-ROM (disques compacts)...
qui offrent parfois des images et des sons en...
complément du texte. Apparues au milieu des...
années 80, ils peuvent stocker des volumes...
importants d'information (mais moins qu'une...
banque de données classique sur un grand...
serveur), et permettent des recherches...
rapides et sophistiquées, avec ou sans langage...
d'interrogation. Aujourd'hui, plus de 2 000 titres...
couvrent la plupart des domaines.
● La troisième famille est celle des banques...
de données vidéotex - banques de données...
Télétext ou France - coques pour l'utilisateur...
final, qui doit pouvoir les interroger sans...
apprentissage préalable. On en compte environ...
300 sur le réseau Télétext. Elles proposent des...
informations professionnelles accessibles à partir...
d'un Minitel et, pour la grande majorité, sans...
abonnement.
Ces trois familles de banques de données...
peuvent proposer différents types d'informations :
des références bibliographiques (souvent avec...
résumé et mots-clés); l'intégralité du texte d'articles...
de journaux, de lettres ou de revues spécialisées...
ainsi que des études de marché; des chiffres...
statistiques (économie, météorologie...), propriétés...
des matériaux, etc.; des informations dont la...
mise en forme est liée à leur nature même :...
structures chimiques, brevets, marques, opportunités...
d'affaires...
Une dernière famille, la plus récente et de...
nature légèrement différente, est celle des...
services d'information vocale ou services...
audiotex, qui sont accessibles à partir d'un...
simple téléphone, et pour lesquels le dialogue se...
fait à partir des touches du téléphone.

Quelle est leur histoire ?

Les banques de données sont nées, dans les...
années 60 aux Etats-Unis, de la conjonction...
des progrès de l'informatique et de la volonté...
du gouvernement américain d'améliorer l'efficacité...
de la recherche dans les domaines proches de la...
défense (énergie nucléaire, espace). De nombreuses...
initiatives publiques y ont facilité l'émergence...
de plusieurs sociétés privées, qui ont développé...
une activité de centre serveur. Ces serveurs, qui...
existent toujours, ont été accessibles dès le...
début des années 70, par les réseaux...
internationaux de télécommunications. C'est ainsi...
que, dans le monde entier, les chercheurs - qui...
parlent presque tous anglais - ont commencé à...
utiliser les banques de données américaines.
En Europe, des programmes ont été...
successivement développés, depuis 1975, par la...
Commission des Communautés européennes...
(aujourd'hui l'impact II pour la période 1991 - 1993),...
pour stimuler l'offre et sensibiliser les...
utilisateurs potentiels. Comme dans les autres...
pays développés, le gouvernement français a...
soutenu le secteur des banques de données...
Dès 1973 et jusqu'à aujourd'hui, différents...
organismes ont financé le développement...
soutenu tous les maillons de la chaîne...
aidant la création de banques de données, l'écriture...
de logiciels d'interrogation, le placement de...
serveurs et celui d'un réseau d'intermédiaires...
dialistes publics.
Ces initiatives ont favorisé le développement...
de l'offre, tant de la part de la demande. Mais...
il est à craindre que, pour les banques de...
données classiques (ASCII), ni les initiatives...
françaises ni les initiatives européennes ne...
permettront de rattraper les Américains.
Le secteur dans lequel la France est...
clairement leader est le vidéotex, avec 90 %...
des terminaux vidéotex de la Communauté...
Européenne, soit six millions de connexion sur le...
réseau Télétext français, contre deux millions...
en Allemagne, qui arrive en seconde position...
Ces succès ont dû à la politique adoptée par...
l'opérateur public France Télécom, qui a...
imaginé le remplacement de l'annuaire téléphonique...
papier par un annuaire électronique et a...
fourni le terminal vidéotex (le Minitel) gratuitement...
L'adoption du « système kiosque » a...
donné une impulsion certaine à ce marché.

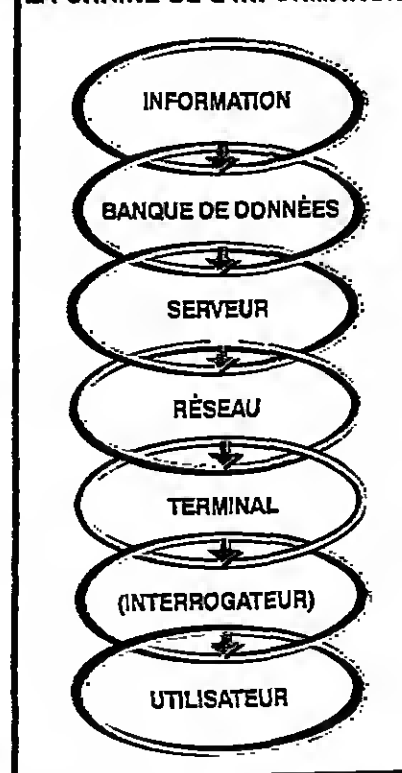
Comment y accéder ?

Conquérir l'utilisateur en facilitant l'accès...
aux banques de données a été, ces dernières...
années, un objectif des industriels de l'information...
Le Minitel en est une des réponses pour la France...
puisque tout utilisateur doit pouvoir interroger...
une banque de données vidéotex bien conçue...
En contrepartie de cette facilité, les questions qu'il...
est possible de poser doivent être structurellement...
simples : cours de la Bourse, identification d'une...
entreprise ou d'une liste d'entreprises.
De même, les services d'information vocale, ou...
services audiotex, permettent une recherche...
facile, les touches du téléphone, seul équipement...
nécessaire, servent à répondre aux messages...
préenregistrés ou créés par synthèse vocale. Dans...
ces deux cas, l'équipement ne pose aucun problème...
Les services sont, le plus souvent, libres d'accès...
libres d'accès, le coût de leur utilisation...
apparaissant a posteriori sur la facture de la...
ligne téléphonique utilisée.
Les banques de données sur CD-ROM, pour leur...
part, disposent souvent de deux interfaces, l'une...
destinée à l'utilisateur final et l'autre aux...
professionnels de l'information. Elles sont...
utilisées par des structures qui ont de gros...
volumes d'interrogation : bibliothèques universitaires...
centres de documentation, cellules d'analystes...
financiers. L'équipement nécessaire se compose...
de plus du CD-ROM, d'un micro-ordinateur...
relié à un lecteur de CD-ROM.
Enfin, les banques de données classiques...
sont destinées aux professionnels de l'information...
Les recherches se font, dans la plupart des...
cas, en utilisant des langages d'interrogation...
spécifiques, qui s'apprennent en quelques jours...
mais supposent une pratique régulière. Outre la...
signature d'un contrat, il faut pour y accéder...
disposer d'un matériel minimum (micro-ordinateur...
et imprimante, logiciel de communication et...
modem).
Pour bénéficier des possibilités offertes par...
les banques de données classiques sans être un...
professionnel de l'information, on s'adresse soit à...
un spécialiste interne à l'entreprise (documentation...
ou bibliothèque), soit à une structure externe...
Ces derniers, intermédiaires ou courtiers en...
information, peuvent être des structures publiques...
ou parapubliques ou des sociétés privées...
(regroupées, en France, au sein de l'AF2I...
Association française des intermédiaires en...
information).

Combien coûtent-elles ?

Le coût d'utilisation d'une banque de données...
classique (ASCII) se calcule en combinant...
plusieurs éléments :
- le temps de connexion à la banque de données : de 350 F à 1 500 F HT/heure, une...
session moyenne durant dix à vingt minutes;
- les documents visualisés : de quelques francs...
pour des références bibliographiques à quelques...
dizaines, voire quelques centaines de francs...
pour des informations financières ou des extraits...
de publications dans les domaines chimique ou...
pharmaceutique;
- un coût à la session (une connexion à la banque...
de données, quelle que soit la durée de l'interrogation)...
ou à la question (on peut payer chaque modification...
ou le nombre d'éléments de la question);
- les frais d'abonnement : ils peuvent être...
très élevés, mais, le plus souvent, ils sont de...
l'ordre de quelques centaines de francs par an;
- les frais de télécommunication, qui varient de 30 F...
à 200 F HT/heure (les serveurs français sont...
accessibles pour 30 ou 35 F/heure, et les américains...
pour 50 à 100 F/heure à partir des grandes villes...
françaises).
Au total, si l'on veut prendre en compte l'ensemble...
de ces coûts, y compris les frais de personnel...
et les frais généraux (matériel, local...), il est...
courant de multiplier environ par trois les coûts du...
serveur.
La facturation du CD-ROM est radicalement...
différente puisque, en général, il y a un coût...
d'abonnement annuel qui peut varier de quelques...
centaines de francs à 100 000 F et qui permet...
une utilisation illimitée. Pour l'audiotex, la...
facturation se fait soit par un forfait de 3,65 F...
TTC par appel, sur les paliers 3665 et 3666, soit à la...
durée, de 0,73 F à 2,19 F TTC par minute, une...
somme fixe de 8,78 F TTC pouvant s'ajouter au...
palier le plus élevé.
Dans le cas du vidéotex, et pour les services en...
accès libre (les plus nombreux), la facturation se...
fait selon le temps de connexion, et varie selon le...
palier d'accueil : de 7,30 F TTC/heure sur le 3615 à...
543,40 F TTC/heure sur le 3629. A ce tarif, s'ajoute...
un coût de 0,12 F TTC par connexion.
Pour certaines banques de données vidéotex, en...
général sur les paliers 3613 ou 3614, il faut...
avoir signé au préalable un contrat avec le...
producteur de la banque de données, dont les...
tarifs sont très variables.

LA CHAÎNE DE L'INFORMATION



Un « producteur » sélectionne et...
resemble des informations, les...
met en forme, et constitue ainsi...
une banque de données. Cette...
banque de données est chargée sur...
un ordinateur, que l'on appelle un...
« serveur ». Le serveur est relié, par...
l'intermédiaire d'un réseau...
général une combinaison de réseau...
téléphonique et de réseau télé...
matique, à un terminal (micro...
ordinateur ou Minitel). Ce terminal...
permet à l'utilisateur (utilisateur...
final ou intermédiaire) d'inter...
roger la banque de données et de...
trouver les informations dont il a...
besoin.

ASCII - American Standard Code for...
Information Interchange. Norme de...
codage utilisée dans le monde...
entier pour les caractères échan...
gés entre ordinateurs. Les banques...
de données dites ASCII sont les...
plus anciennes et sont toujours...
très utilisées par les professionnels...
de l'information.
Audiotex - Technologie qui permet...
de proposer des services de téléma...
tique vocale interactive ou d'informa...
tions téléphoniques interrogeables à...
partir d'un poste téléphonique.
Banque de données - Ensemble d'informa...
tions, souvent important, organisé...
pour permettre des recherches.
CD-ROM - Compact disc read only...
memory) disque compact utilisant...
une technologie de lecture par...
rayon laser analogue à celle des...
disques audio. Peut stocker des...
images, des textes, des données...
numériques, des sons...
Kiosque - Système de tarification...
utilisé, entre autres, pour les...
services Télétext en France : les...
utilisateurs paient sur la facture de la...
ligne téléphonique utilisée l'usage...
du réseau téléphonique commuté...
(RTT), celui du réseau spécialisé

BIBLIOGRAPHIE

En France, trois éditeurs spécialisés...
proposent des publications et des annuaires...
de banques de données :
● ADBS, 25, rue Claude-Tillier, 75012...
Paris. Tél. : (1) 43-72-25-25.
● A Jour, 11, rue du Maréchal-Saint-Honoré...
75001 Paris. Tél. : (1) 42-96-67-22.
● Bases Publications/FLA Consultants, 27, rue...
de la Vistule, 75013 Paris. Tél. : (1) 45-82-75-75.
Ces trois éditeurs diffusent également...
les rapports de l'Observatoire du marché...
de l'information de la Communauté euro...
péenne, à Luxembourg.

Par ailleurs, une plaquette intitulée...
Zoom sur l'affaire française en banques de...
données ASCII, vidéotex et CD-ROM est...
disponible gratuitement, en français et...
en anglais, au GFII, 25, rue Claude-Tillier...
75012 Paris. Tél. : (1) 43-72-96-52.
Parmi les ouvrages récents publiés en...
France, on citera :
● Les Aspects économiques et commerciaux...
du marché des bases de données informati...
sées, Lydia Arosca, OCDE Paris, 1993.
● L'Industrie de l'Information, Marie-France...
Blanchet, ESF Editeur, 1992.
● Exemples commentés de veille technolo...
gique, François Jakobiak, Les Editions...
d'Organisation, 1992.

LEXIQUE

Transpac et le prix du service...
coosulté. Une partie de cette...
somme est reversée au fournisseur...
de service, qui se rémunère de...
cette façon.
Minitel - Terminal d'interrogation...
avec modem intégré distribué par...
France Télécom, utilisant les...
normes graphiques du vidéotex...
et, pour les Minitel bisstandard...
également la norme ASCII.
Modem - Abbréviation de « modulateur...
démodulateur ». Sert à convertir...
l'information à chaque extrémité...
d'une ligne de transmission de...
données. Peut être interne ou...
externe.
En ligne - Se dit d'une banque de...
données accessible à distance et, par...
extension, du travail fait en...
temps réel sur cette banque de...
données (impression en ligne, par...
opposition à l'impression en diffé...
ré).
Serveur - Ordinateur qui héberge une...
ou plusieurs banques de données...
consultables à distance.
Télétext - Nom du système vidéotex...
français. C'est aussi le nom de la...
norme vidéotex adoptée, entre...
autres, par la France (norme...
CEPT 2).

Vidéotex - Procédé de télécommuni...
cation permettant de présenter...
des messages alphanumériques ou...
graphiques sur un écran de visu...
alisation. Le procédé utilise le...
réseau téléphonique et permet le...
dialogue entre utilisateurs et la...
consultation de banques de données...
Le terminal utilisé peut être un...
ordinateur équipé d'un modem et...
d'un logiciel spécifique ou un...
Minitel.

Le Monde ÉDITIONS

LE FINANCEMENT DES RETRAITES

La gestion du partage et des risques

REVUE D'ÉCONOMIE FINANCIÈRE

N° 23

264 pages, 160 F

en vente en librairie ou, à défaut, sur commande au Monde-Éditions 15, rue Falguière 75015 Paris

